



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Décennie des Nations Unies
pour l'éducation en vue du
développement durable
2005-2014



Des pays en marche

vers l'éducation pour le développement durable

2011



Des pays en marche

vers l'éducation pour le développement durable

2011

Examen des expériences nationales

- CHILI
- INDONÉSIE
- KENYA
- OMAN
- PAYS-BAS

À propos de cette publication

La présente publication s'appuie sur une série d'études nationales commandées par l'UNESCO en 2010 et rédigées par des acteurs bien informés du Chili, de l'Indonésie, du Kenya, des Pays-Bas et de l'Oman. Ces pays ont été sélectionnés sur la base : (i) du travail dont il avait été fait état à la Conférence mondiale sur l'éducation pour le développement durable (EDD) tenue en 2009 à Bonn (Allemagne) ; (ii) des données présentées dans le cadre du suivi et de l'évaluation de la Décennie pour l'éducation au service du développement durable (DEDD) ; (iii) des rapports d'évaluation soumis par les bureaux régionaux de l'UNESCO pour l'éducation. Les pays cités en exemple dans cette publication ne sont pas nécessairement les « meilleurs » de leur région, car beaucoup d'autres progressent eux aussi de manière convaincante sur la voie de l'EDD, mais ils illustrent la grande diversité des approches de l'EDD et des initiatives lancées en la matière dans différentes parties du monde. Dûment éditées et harmonisées, les études nationales font ressortir des thèmes et des enseignements communs afin d'aider les autres pays dans leurs efforts au moment d'aborder la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable.

Citation : Mulà, I. et Tilbury, D. (*dir. publ.*). Des pays en marche vers l'éducation pour le développement durable - 2011. Paris, UNESCO, 2011.

Publié par
l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
7, place de Fontenoy,
75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2011
Tous droits réservés
ISBN 978-92-3-204196-8

Titre original: National Journeys towards Education for Sustainable Development. Published by UNESCO in 2011.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Photo de couverture : © 2007 Dibyendu Dey Choudhury, avec la gracieuse permission de Photoshare – Un homme âgé en compagnie de son petit-fils.

Mise en page et impression : UNESCO
Imprimé en France
CLD 3166.10

Avant-propos

Presque toutes les sociétés du monde semblent être à la recherche de modèles économiques et financiers nouveaux et plus viables, d'énergies renouvelables, de solutions qui réduisent l'empreinte carbone, ou d'une plus grande justice sociale. Priorité est donnée à la sphère économique ou à l'environnement selon les orientations culturelles et la situation propres à chaque société. Mais en 2011, il n'en est semblé-t-il pas une qui n'aspire au développement durable.

Si la visée ultime paraît faire l'unanimité, l'éventail des options lorsqu'il s'agit de décider de la route à suivre est très ouvert. Les ingénieurs, par exemple, misent sur des technologies plus vertes, tandis que les juristes entendent faire jouer les législations nationales et les conventions internationales. Nos efforts au secrétariat de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD, 2005-2014) sont axés sur la promotion d'une éducation qui facilite la réalisation des objectifs du développement durable.

La Décennie appelle les gouvernements et autres parties prenantes à incorporer les principes et valeurs associés au développement durable dans l'ensemble de leurs programmes éducatifs. Comment différentes nations ont-elles entrepris de mettre en œuvre l'EDD pendant la première moitié de la Décennie ? Comment y parviennent-elles concrètement ? Le présent ouvrage, dont la publication à mi-parcours de la Décennie vient à point nommé, apportera, j'en suis convaincue, des réponses à ces questions à travers la description des différentes routes empruntées par divers pays du monde pour prendre en compte le concept d'avenir viable dans leur système éducatif. Les acteurs clés et les décideurs qui cherchent à intégrer les principes et les approches de l'EDD à l'échelon national y trouveront aussi de quoi asseoir leur réflexion.

J'espère que ce tour d'horizon de différents modèles nationaux et des enseignements qui en ont été tirés facilitera les efforts entrepris par de nombreux pays à travers le monde pour mettre en œuvre l'éducation pour le développement durable pendant cette seconde moitié de la Décennie.

Aline Bory-Adams
Chef, Section de l'éducation pour le développement durable
UNESCO

Remerciements

Cette publication est le fruit d'une féconde coopération entre plusieurs équipes de chercheurs, rédacteurs, consultants et fonctionnaires de l'UNESCO dans cinq régions du monde.

Nous sommes profondément reconnaissants envers Ingrid Mulà et Daniella Tilbury, chercheuses à l'International Research Institute in Sustainability (IRIS) de l'Université du Gloucestershire (Royaume-Uni), qui ont accepté de mettre au point le texte des études nationales et d'en tirer les enseignements présentés ici.

Notre gratitude va aussi aux cinq équipes nationales de chercheurs qui ont contribué à la rédaction du rapport : Roberto Figueroa, Consuelo Chaparro, Mario González, Javier Figueroa de l'ONG Entorno pour le Chili ; Lawrence Surendra pour l'Indonésie ; Dorcas Otieno pour le Kenya ; Abdullah Khamis Ali Ambusaidi pour l'Oman et Marlon van der Waal pour les Pays-Bas.

Nous adressons également nos remerciements à Ibrahima Bah-Lalya qui a conceptualisé la publication finale, a défini la tâche confiée aux chercheurs nationaux et rédigé des observations préliminaires sur les cinq études de cas nationales.

Nous sommes reconnaissants envers Olivier Laboulle qui a coordonné l'élaboration de la publication depuis le Siège de l'UNESCO à Paris.

Que soient aussi spécialement remerciés nos collègues d'autres bureaux de l'UNESCO qui nous ont aidés à mettre au point cette publication, parmi lesquels les responsables des Bureaux régionaux de l'UNESCO pour l'éducation (Derek Elias, Astrid Hollander, Yayoi Segi-Vltchek, Sulieman Sulieman) et les membres de l'équipe des services de gestion des savoirs du Secteur de l'éducation à Paris. Merci enfin, pour sa coopération, à la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.

Table des matières

Avant-propos	3
Remerciements	4
Table des matières	5
Liste des sigles et acronymes	6
Résumé analytique	8
Contexte	12
Examen des expériences nationales	15
■ CHILI	17
■ INDONÉSIE	37
■ KENYA	55
■ OMAN	81
■ PAYS-BAS	99
Analyse des initiatives nationales	127
Les enseignements	135
Quelles perspectives ?	141
Références	143

Liste des sigles et acronymes

AFEW	Fonds africain pour la faune menacée
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
ANCEFA	Réseau africain pour la campagne en faveur de l'Éducation pour tous
AOC	Centre pédagogique agricole (Pays-Bas)
APEC	Association de coopération économique Asie-Pacifique
réSEAU	Réseau du système des écoles associées
BSO	École communautaire (Pays-Bas)
CBS	Bureau central de statistique (Pays-Bas)
CODEFF	Comité national pour la protection de la flore et de la faune (Chili)
CODELCO	Compagnie nationale du cuivre (Chili)
CONADI	Conseil national pour le développement autochtone (Chili)
CONAF	Office national des forêts (Chili)
CONAMA	Commission nationale pour l'environnement (Chili)
COREMA RM	Commission régionale pour l'environnement (Chili)
CORFO	Agence de développement économique chilienne
CORMA	Association nationale pour le commerce des produits forestiers (Chili)
CUEA	Université catholique de l'Afrique de l'Est
DANIDA	Agence danoise pour le développement international
DEDD	Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable
DHO	Organisation pour la durabilité dans l'enseignement supérieur (Pays-Bas)
DMBO	Réseau pour la durabilité dans l'enseignement secondaire professionnel (Pays-Bas)
EABL	East Africa Breweries Limited
EDUSIDA	Initiative mondiale sur l'éducation et le VIH et SIDA (ONUSIDA)
EEAI	Initiative d'éducation et de sensibilisation à l'environnement (Kenya)
EPEC	Ejercicios Estéticos de Participación Comunitaria (Chili)
EMSU	Environmental Management for Sustainable Universities [Gestion environnementale pour des universités durables]
ERSCP	Table ronde européenne sur la consommation et la production durables
EESD	International Network of Engineering Education in Sustainable Development [Réseau international pour la conception de l'éducation au développement durable]
ESSBIO	Société de services sanitaires du Biobío (Chili)
EPT	Éducation pour tous
EMCA	Loi sur la gestion de l'environnement et sa coordination (Kenya)
ENCORE	Environmental Conference of the Regions of Europe [Conférence environnementale des régions d'Europe]
EPS	Soutien au Programme pour l'environnement (Kenya)
ERS	Stratégie de redressement économique (Kenya)
EDD	Éducation pour le développement durable
ESDA	Éducation pour le développement durable en Afrique
UE	Union européenne
FONDECYT	Fonds national pour le développement de la science et de la technologie (Chili)
FONIDE	Fonds pour le développement et la recherche en matière d'éducation (Chili)
FPA	Fonds pour la protection de l'environnement (Chili)
PIB	Produit intérieur brut
GMU	Université Gadjah Mada (Indonésie)
GPS	Système de positionnement universel
HBOraad	Association néerlandaise des universités de sciences appliquées (Pays-Bas)
HIV	Virus de l'immunodéficience humaine
TIC	Technologies de l'information et de la communication
IVN	Association pour l'éducation environnementale (Pays-Bas)
JICA	Agence japonaise pour la coopération internationale
JKUAT	Université d'agriculture et de technologie Jommo Kenyatta (Kenya)
KADO	Stratégie nationale de développement durable (Pays-Bas)
KCCWG	Groupe de travail sur le changement climatique au Kenya
KDM	Société chilienne de gestion des déchets et des décharges
KESSP	Programme de soutien au secteur de l'éducation au Kenya

KNCCI	Chambre nationale de commerce et d'industrie du Kenya
KOEE	Organisation kényane pour l'éducation environnementale
LNG	Oman Liquefied Natural Gas
MBOraad	Association néerlandaise des centres d'enseignement et de formation professionnels
MESA	Réseau pour la prise en compte systématique de l'environnement et de la durabilité dans les universités africaines
MINEDUC	Ministère de l'éducation (Chili)
MNP	Agence d'évaluation environnementale des Pays-Bas
MOEST	Ministère de l'éducation, de la science et de la technologie (Kenya)
MVO	Réseau néerlandais de responsabilité sociale des entreprises
NCCRS	Stratégie nationale pour faire face au changement climatique (Kenya)
NCESDI	Coordonnateur national chargé de la mise en œuvre de l'EDD (Indonésie)
NEC	Conseil national de l'environnement (Kenya)
NEMA	Autorité nationale de gestion de l'environnement (Kenya)
NCDO	Comité national pour la coopération internationale et le développement durable (Pays-Bas)
ONG	Organisation non gouvernementale
NME	Natuur & Milieu Educatile (Pays-Bas)
SNEDD	Stratégie nationale d'éducation pour le développement durable (Chili)
NVAO	Organisation d'accréditation néerlandais-flamande (Pays-Bas)
OARE	Service d'accès en ligne pour la recherche sur l'environnement
POraad	Conseil néerlandais de l'enseignement primaire (Pays-Bas)
PPEE	Programme national pour l'efficacité énergétique (Chili)
PRODEEM	Projet de mise au point d'un modèle d'éducation environnementale (Chili)
ProSPER.Net	Réseau pour la promotion du développement durable dans l'enseignement et la recherche universitaires des deuxième et troisième cycles (Indonésie)
RCE	Centre régional d'expertise
RCE GN	Centre régional d'expertise pour le Grand Nairobi (Kenya)
ROC	Centre pédagogique régional (Pays-Bas)
SCS – CEL	Étudiants au service de la communauté – Apprentissage de l'autonomie communautaire (Indonésie)
SLO	Institut néerlandais des programmes scolaires
ASDI	Agence suédoise de coopération internationale au développement
SNCAE	Système national de certification des écoles écoresponsables (Chili)
SQU	Université Sultan Qabus (Oman)
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CENUE	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNESS	Stratégie d'appui de l'UNESCO à l'éducation nationale
UNU	Université des Nations Unies
UNU-IAS	Institut des hautes études (Université des Nations Unies)
VNO-NCW	Groupe d'intérêts de chefs d'entreprise (Pays-Bas)
VOraad	Conseil néerlandais de l'enseignement secondaire (Pays-Bas)
VSNU	Association des universités des Pays-Bas
WCK	Wildlife Clubs of Kenya [Clubs pour la protection de la faune et de la flore du Kenya]
WWF	Fonds mondial pour la nature

Résumé analytique

Plusieurs documents de premier plan l'ont souligné, le développement durable est une marche que l'on entreprend et non une simple destination. Les visions de l'avenir et les plans pour les réaliser doivent être négociés avec l'ensemble des secteurs, des cultures et des groupes d'intérêt. Pour avancer dans l'instauration d'un monde plus durable, les sociétés doivent apprendre à rompre avec les pratiques qui ne sont pas viables à long terme. La présente publication décrit le cheminement de plusieurs pays qui s'emploient, par l'éducation et l'apprentissage, à promouvoir le dialogue, la mobilisation et le changement en faveur du développement durable.

La Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD, 2005-2014) a imprimé un nouvel élan à cette quête de façons de penser, de vivre et de travailler novatrices. La DEDD incite les gouvernements à concevoir leurs propres cadres et stratégies en vue de réorienter l'enseignement et l'apprentissage pour les mettre au service du développement durable. Les institutions et organismes nationaux jouent un rôle d'impulsion essentiel, et aident à créer de nouvelles possibilités d'apprentissage en vue d'un changement propice au développement durable dans tous les secteurs. Cela a été reconnu par la Conférence mondiale sur l'éducation pour le développement durable, convoquée à Bonn (30 mars – 2 avril 2009) par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui a réaffirmé la nécessité d'actions et de plans nationaux dans ce domaine. La Déclaration de Bonn (UNESCO, 2009a) et la Stratégie de l'UNESCO pour la seconde moitié de la DEDD (UNESCO, 2010) reconnaissent qu'il importe de forger une vision commune du développement durable, mais aussi que des stratégies nationales adaptées au contexte sont indispensables pour faire face aux défis complexes auxquels les communautés sont confrontées partout dans le monde.

Cette publication présente des études de cas illustrant les progrès accomplis à l'échelon national dans le domaine de l'apprentissage et de l'éducation pour le développement durable. Les exemples d'efforts nationaux qui sont décrits ici sont empruntés à toutes les régions du monde représentées à l'UNESCO, l'accent étant mis notamment sur le Chili, l'Indonésie, le Kenya, les Pays-Bas et l'Oman. Ces pays se sont dotés d'une stratégie de mise en œuvre de l'EDD et ont identifié différents moyens privilégiés de faire avancer l'éducation et l'apprentissage pour le développement durable dans l'ensemble des secteurs. Voici quelques exemples :

- **CHILI** : sa « Stratégie nationale d'EDD » (2005-2014) combine des plans nationaux et régionaux conçus pour faciliter la prise en compte de l'EDD en mettant l'accent sur l'apprentissage au sein de la communauté. Les organisations de la société civile sont les principaux promoteurs de l'EDD dans tout le pays.
- **INDONÉSIE** : confronté à divers défis sociaux, économiques et environnementaux, ce pays a mis sur pied un cadre de l'EDD fondé sur des approches communautaires et démocratiques de l'apprentissage.
- **KENYA** : sa stratégie nationale de mise en œuvre de l'EDD s'appuie sur le renforcement des capacités, la sensibilisation, la définition d'une vision commune, les partenariats et la coordination comme autant de moyens essentiels d'intégrer l'EDD au niveau national.
- **OMAN** : pour mettre en œuvre la DEDD, l'Oman a élaboré une stratégie consistant à nouer des liens avec le secteur commercial et à inscrire l'EDD dans le cadre du système éducatif classique.
- **PAYS-BAS** : son programme « Éducation pour le développement durable » (2004-2007 ; 2008-2011) offre un cadre exemplaire pour l'intégration de l'EDD dans tous les secteurs. Le programme est conçu selon une démarche unique et novatrice reposant sur l'apprentissage social et l'apprentissage tout au long de la vie. Cette approche intégratrice reconnaît le rôle de l'éducation non formelle et informelle tout autant que celui de l'éducation formelle dans la réalisation du développement durable.

Les études nationales sélectionnées pour la présente publication illustrent diverses approches et initiatives en matière d'éducation qui visent à progresser sur la voie du développement durable. Les cadres de mise en œuvre de l'EDD adoptés par les différents pays mettent l'accent sur des thèmes et des sujets distincts, font appel à des mécanismes de coordination particuliers et s'appuient sur diverses conceptions de l'apprentissage. Certains de ces cadres privilégient l'éducation formelle, tandis que d'autres élargissent l'éventail des possibilités en intégrant aussi l'EDD dans les programmes d'éducation non formelle et informelle. Voici les enseignements que l'on peut tirer de ces études concernant les principaux aspects de telles initiatives :

Formulation et coordination de l'EDD : politiques et stratégies

Les plans nationaux et cadres de mise en œuvre relatifs à l'EDD procèdent d'intentions, de visions et de missions similaires, alignées sur celles que préconise la DEDD. Toutefois, les approches adoptées et les mécanismes de coordination mis en place varient d'un pays à l'autre.

Les mesures qui ont fait la preuve de leur efficacité :

1. Élaborer des cadres stratégiques et des politiques propres à guider la mise en œuvre de l'EDD dans différents domaines et secteurs.
2. Articuler les stratégies et cadres de l'EDD avec les processus décisionnels nationaux et gouvernementaux.
3. Établir des mécanismes de coordination, associant un large éventail d'acteurs clés.
4. Renforcer la coordination et la concertation entre les différents ministères et départements ministériels.

Réalisation concrète de l'EDD : mise en œuvre et initiatives

Le changement social est au cœur des initiatives d'EDD, comme le soulignent les auteurs des différentes études nationales. Ces initiatives mobilisent les groupes sociaux et, par des processus éducatifs efficaces, leur donnent les moyens de contribuer au développement durable.

Les mesures qui ont fait la preuve de leur efficacité :

5. Encourager le recensement des besoins et des mesures à prendre pour créer des possibilités d'apprentissage formel et informel en vue du développement durable.
6. Stimuler l'élaboration de plans d'action qui confèrent au secteur commercial, aux collectivités autochtones et aux médias un rôle important dans l'offre de possibilités d'apprentissage en matière d'EDD.
7. Créer des synergies entre les initiatives et les programmes d'EDD afin de faciliter l'adhésion à une vision partagée du développement durable.
8. Établir des plans en vue d'évaluer la qualité et la pertinence des initiatives en faveur de l'EDD.

Réflexion sur la qualité de l'EDD : les processus d'enseignement et d'apprentissage

On n'accorde pas assez d'attention aux programmes d'enseignement non formels et informels et aux approches pédagogiques utilisées dans des cadres éducatifs différents. Les expériences nationales décrites dans la présente publication montrent la part des établissements d'enseignement de type classique dans la prise en compte du développement durable.

Les mesures qui ont fait la preuve de leur efficacité :

9. Promouvoir des actions et plans nationaux qui définissent clairement des approches pédagogiques, soutiennent l'EDD et encouragent et facilitent ces approches dans toutes les activités.

10. Encourager les initiatives préconisant une mobilisation totale des établissements, l'apprentissage social et la création d'organisations apprenantes.

Appui à la mise en œuvre de l'EDD : capacités, ressources, innovation et recherche

Le renforcement des capacités des éducateurs, des animateurs ou des concepteurs de programmes d'études ne semble guère retenir l'attention (ni faire l'objet d'investissements). Les activités de recherche et d'élaboration de ressources pédagogiques ne sont pas beaucoup soutenues non plus.

Les mesures qui ont fait la preuve de leur efficacité :

11. Définir clairement les capacités qu'il importe de renforcer et lancer des activités spécifiques à cet effet.
12. Faire en sorte qu'éducateurs et apprenants disposent de ressources pédagogiques appropriées en matière d'EDD.
13. Mettre sur pied des mécanismes de financement et des structures spécifiques pour appuyer l'innovation et la recherche dans le domaine de l'EDD.

Renforcement de la coopération, de la qualité et de la pertinence : des partenariats en faveur de l'EDD

Même si les études nationales citent expressément les partenariats comme un moyen important de promouvoir le développement durable, les pays considérés n'en donnent que peu d'exemples concrets.

Les mesures qui ont fait la preuve de leur efficacité :

14. Identifier les besoins et les mesures requises pour faciliter les partenariats en faveur de l'EDD.

Examen des progrès et du changement obtenus : mécanismes de suivi et d'évaluation

Il apparaît nécessaire de concevoir des mécanismes d'évaluation faisant une plus large place à la participation, et de trouver des moyens d'apprécier la qualité des programmes d'EDD.

Les mesures qui ont fait la preuve de leur efficacité :

15. Mettre en place des systèmes multipartenariaux de suivi et d'évaluation fondés sur la participation.
16. Concevoir des méthodes de suivi et d'évaluation qui permettent de mesurer la qualité des processus d'apprentissage et des expériences en matière d'EDD et non plus seulement leurs résultats.

Contexte

Les débats et échanges d'idées sur le rôle de l'éducation dans la construction de perspectives d'avenir plus viables remontent sans doute au début des années 1970, lorsque le concept de développement durable¹ vit le jour. Les grandes conférences des Nations Unies ont beaucoup contribué à mobiliser la communauté internationale dans ce domaine. En 1992, les dirigeants du monde entier, réunis pour le Sommet « Planète Terre » à Rio de Janeiro, se sont engagés en faveur du développement durable en signant le document Action 21 (CNUED, 1992). Ce texte historique appelait clairement tous les États à élaborer des stratégies et des cadres d'éducation pour le développement durable (EDD) en vue de réorienter les programmes et systèmes éducatifs. Néanmoins, dix ans plus tard, lors du Sommet mondial de Johannesburg (2002), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a reconnu que l'éducation avait été la grande oubliée parmi les priorités définies à Rio (UNESCO, 2002). C'est alors qu'a été lancée, pendant le Sommet mondial, l'idée d'une Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable visant à promouvoir la mise en œuvre de l'EDD aux niveaux national et international.

12

Le 20 décembre 2002, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à sa 57^e session la résolution 57/254 dans laquelle elle proclamait officiellement le lancement de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD), et désignait l'UNESCO comme l'organisation chef de file. Cette Décennie, qui s'étend de 2005 à 2014, a pour visée ultime de transformer et réorienter les processus d'éducation et d'apprentissage pour les axer sur le développement durable. À cette fin, elle encourage les gouvernements à intégrer le développement durable dans tous les systèmes, plans et stratégies relatifs à l'éducation, et à sensibiliser l'opinion publique afin d'accroître la participation aux initiatives en faveur de l'EDD (UNESCO, 2005).

Depuis le lancement de la Décennie, de nombreuses nations et régions du monde ont entrepris d'élaborer des stratégies et des cadres en matière d'EDD ou de réexaminer ceux qui existaient déjà. Le premier rapport mondial de suivi et d'évaluation sur la DEDD (UNESCO, 2009b) en a pris acte, tout en soulignant qu'aucun pays n'était encore en bonne voie d'intégrer la problématique du développement durable dans ses structures ou ses systèmes. Publié lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable (Bonn, 30 mars–2 avril 2009), le

1 Aux fins de la présente publication, les concepts de « développement durable », de « durabilité » et de « viabilité » sont équivalents.

rapport avait pour objet de passer en revue et de célébrer les progrès accomplis pendant la première moitié de la DEDD et de définir les grandes priorités et les moyens d'aller de l'avant pendant sa seconde moitié.

La Déclaration de Bonn (UNESCO, 2009a) appelle elle aussi à développer et ajuster les politiques et les cadres de l'EDD de façon à guider la mise en œuvre de cette forme d'éducation dans tous les secteurs de l'éducation. Faisant fond sur les recommandations contenues dans ce document capital, la Stratégie de l'UNESCO pour la seconde moitié de la DEDD (UNESCO, 2010) invite à créer des espaces pour débattre d'une vision commune du développement durable, et souligne la nécessité de rédiger des documents stratégiques adaptés aux situations particulières et de répondre aux défis spécifiques que les individus, les communautés et les nations de différentes régions du monde sont appelés à relever. C'est dans ce contexte qu'a été commandée la présente publication de l'UNESCO. Elle tente de décrire le cheminement de plusieurs pays appartenant à cinq des régions que distingue l'UNESCO² et se veut une source d'inspiration pour tous les acteurs et décideurs qui s'efforcent de prendre en compte l'EDD au niveau national.

2 Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Asie et Pacifique Europe et Amérique du Nord, États arabes.

Examen de l'expérience
acquise à

l'échelon
national



CHILI

Roberto Figueroa, Consuelo Chaparro, Mario González
et Javier Figueroa, ONG de développement social et
environnemental – ONG ENTORNO

Le Chili s'est doté d'une stratégie d'EDD ainsi que de plans d'action nationaux et régionaux pour répondre à l'appel de la DEDD. Ces documents guident la réorientation des programmes, des études, des pédagogies et des activités de l'éducation formelle et non formelle dans le sens du développement durable. En ce qui concerne les activités d'EDD, on note que plusieurs initiatives majeures ont été lancées, parmi lesquelles des programmes nationaux intéressant les écoles et les établissements d'enseignement supérieur. Les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel s'agissant de promouvoir l'EDD dans le secteur de l'éducation non formelle, notamment en associant les communautés, les écoles et les entreprises à des activités pertinentes. Cette étude montre que le défi consistant à élargir l'objet initial de ces interventions pour y inclure d'autres questions que celles environnementales n'a pas encore été relevé.

1. Introduction

La présente étude nationale se propose d'analyser la mise en œuvre de la DEDD au Chili du point de vue de trois grands enjeux. Le premier est la mise en œuvre de l'EDD au Chili, au sujet de laquelle se pose la question de savoir si les acteurs concernés ont forgé une vision commune, coordonné leurs pratiques et établi des synergies entre eux. Le deuxième est l'intégration des valeurs, des principes et des thèmes préconisés par la DEDD, ce qui suppose que soient dépassés les limitations, les concepts réducteurs et les préjugés associés aux pratiques de l'éducation environnementale. Enfin, le troisième est la démarginalisation de l'EDD pour en faire une entreprise fondamentale au niveau national.

Cette étude a pour objet de mettre en relief les contributions nationales du Chili à l'EDD, en rendant compte des multiples politiques et programmes d'éducation formelle et non formelle qui ont été mis en œuvre dans le pays dans le cadre de la DEDD. Comme indiqué ci-après, l'intégration de l'EDD s'appuie au Chili sur une longue et solide pratique de l'éducation environnementale. La mise en œuvre des objectifs de la DEDD y a d'emblée représenté un défi dans la mesure où l'on a jugé important d'étendre les perspectives de l'éducation environnementale aux approches de l'EDD. Revenir sur ces défis cinq ans après le lancement de la DEDD est pour le Chili une bonne occasion de mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'EDD à l'échelon national.

2. Fondement stratégique des initiatives d'EDD

Pour comprendre l'engagement du Chili en faveur de l'EDD et son travail actuel pour définir des orientations, il importe d'avoir à l'esprit les origines du concept de développement durable dans ce pays et du cheminement qui a conduit à élaborer une stratégie de développement durable, puis une stratégie nationale de mise en œuvre de l'EDD. Cette sous-section présente les objectifs particuliers et les mécanismes de coordination de la stratégie nationale d'EDD.

Le Chili possède une longue tradition en matière d'éducation environnementale. Apparue dans les années 1960, cette tradition est d'inspiration naturaliste, en rapport avec la biologie et la protection de l'environnement. Au fil du temps, elle a évolué, influencée par les organisations environnementales internationales, par les nouveaux modèles éducatifs élaborés aux niveaux mondial et régional et par les acteurs nationaux qui ont approfondi leurs pratiques dans le domaine de l'éducation formelle et non formelle. L'éducation environnementale a vu son champ s'élargir et se diversifier, acquérant une vision plus globale de la relation entre la société et la nature (Omegna, 2003). Les initiatives d'éducation environnementale

des organisations non gouvernementales (ONG), principalement dans le secteur de l'éducation non formelle, sont fondées sur les principes et la méthodologie de l'« éducation populaire » (Brown et al., 1996).

À la fin des années 1990, l'éducation environnementale commença à être conçue essentiellement comme un outil de gestion servant les objectifs environnementaux du pays. En 1997 a été créée au sein du Conseil des ministres de la Commission nationale pour l'environnement (CONAMA) une Unité de l'éducation environnementale et de la participation citoyenne, qui a lancé de nouveaux programmes éducatifs tels que les « Écoles de plein air des régions forestières » (1998) et le « Système national de certification des écoles écoresponsables » (2003), en collaboration avec le Ministère de l'éducation (MINEDUC) et l'Office national des forêts (CONAF).

En 1998, le Gouvernement chilien a reconnu qu'en dépit d'un taux de croissance économique élevé et soutenu, l'inégalité sociale et la pression sur les ressources naturelles menaçaient sérieusement la qualité de vie et la viabilité du système économique et social. Ce constat a été fait dans le cadre de l'évaluation qui a conduit à l'élaboration d'une « Stratégie environnementale pour le développement durable », adoptée par le Conseil des ministres de la Commission nationale pour l'environnement (CONAMA, 1998).

Le Ministère de l'éducation a adhéré en 2004 à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies proclamant la DEDD. Dans ce contexte, le Conseil des ministres a demandé à la CONAMA et au MINEDUC d'élaborer une « Stratégie nationale d'EDD » (SNEDD) (2005-2014). Compte tenu de sa longue tradition, de son évolution sur le plan conceptuel et méthodologique, de la bonne organisation de ses partisans, et de ce qu'elle était en voie d'institutionnalisation et commençait à disposer de réseaux dans les secteurs de l'éducation formelle et de l'éducation non formelle (Gutiérrez, 2005), le MINEDUC et la CONAMA ont décidé d'utiliser l'éducation environnementale comme point de départ pour promouvoir l'EDD au Chili. À cette fin, une approche unique de l'EDD a été proposée. L'EDD n'a pas été envisagée comme un modèle unique (Olivos et González, 2005) ou un nouveau programme éducatif (Fuentealba, 2004), mais plutôt comme un espace de coordination des interventions de l'État et des acteurs non étatiques dans lequel il serait possible de formuler diverses recommandations en matière d'éducation au-delà des perspectives

On peut considérer l'EDD comme un processus éducatif fondé sur des valeurs et orienté vers le développement des compétences des individus, ayant pour objectif d'amener ces derniers à se sentir responsables de la construction d'une société viable et à y participer de manière proactive. L'EDD ne vise pas seulement à transmettre des connaissances sur les questions de durabilité et d'environnement, mais aussi et surtout à faire évoluer les mentalités et les comportements

propres à l'éducation environnementale. On peut considérer l'EDD comme un processus éducatif fondé sur des valeurs et orienté vers le développement des compétences des individus, ayant pour objectif d'amener ces derniers à se sentir responsables de la construction d'une société viable et à y participer de manière proactive. L'EDD ne vise pas seulement à transmettre des connaissances sur les questions de durabilité et d'environnement, mais aussi et surtout à faire évoluer les mentalités et les comportements (Weber, 2004).

Introduire l'EDD à partir des principes de l'éducation environnementale a créé de nouvelles difficultés. D'une part, il était nécessaire de réajuster l'optique écologiste. Il fallait pour cela s'attacher à mettre au point des exercices et des outils axés sur des valeurs pour traiter de questions liées à la durabilité telles que la pauvreté, la santé, l'égalité et la justice sociale, l'égalité entre les sexes, la diversité culturelle et la résolution des conflits. D'autre part, il fallait forger une perspective et une logique qui soient partagées afin de fédérer les différentes expériences pédagogiques en cours et de créer des synergies (Olivos et González, 2005 ; Fuentealba, 2004 ; González, 2004).

Dans ce nouveau contexte, la CONAMA et le MINEDUC ont invité en 2005 des acteurs majeurs de l'éducation environnementale et de la durabilité à entreprendre d'élaborer une stratégie nationale dans l'esprit de la DEDD. En avril 2009, après quatre ans de consultations, le gouvernement a enfin adopté la SNEDD. Celle-ci a été conçue en deux étapes distinctes : (i) l'élaboration de la proposition initiale (2005) ; et (ii) un processus de participation et de consultation du public (2006).

La SNEDD s'engage à promouvoir l'EDD au niveau national, en faisant de l'éducation un instrument essentiel au service du développement durable. L'éducation permet aux individus d'acquérir des compétences leur permettant de s'épanouir pleinement et de réaliser leurs objectifs présents et futurs. La SNEDD prend acte de la très grande cohérence entre les objectifs de l'EDD et les politiques que le Chili met en œuvre pour assurer une éducation de qualité pour tous (CONAMA, 2009).

La SNEDD répond à la nécessité d'intervenir sur divers aspects des activités d'éducation formelle et non formelle afin de réorienter la gestion, les programmes, la pédagogie et les mécanismes d'évaluation dans le sens du développement durable. Elle préconise des approches méthodologiques et didactiques qui prennent en compte la réflexion systémique, le renforcement des capacités, les compétences en matière de résolution des conflits, la valorisation de la diversité, le travail d'équipe, la prise de décisions et la recherche orientée vers l'action.

La SNEDD a pour objectif général de former des citoyens capables d'assumer individuellement et collectivement la responsabilité de créer une société viable et de s'y épanouir. Elle privilégie des processus éducatifs axés sur les valeurs, les concepts, les aptitudes, les compétences et les comportements qu'implique la durabilité (CONAMA, 2009).

Dans cette optique ont été définis les objectifs spécifiques suivants :

- (i) répertorier et renforcer les contenus, les méthodes pédagogiques et les techniques d'évaluation conformes aux principes de l'EDD ;
- (ii) mettre en place des mécanismes éducatifs permanents qui donnent à la société civile les moyens de construire une société viable ;
- (iii) promouvoir la coordination et la mise en réseau intersectorielles et interinstitutionnelles, afin de maximiser l'impact du programme d'EDD ;
- (iv) intégrer l'EDD dans l'environnement professionnel, en tenant compte des aspects relatifs à la formation, à la production et à la gestion des entreprises ;
- (v) promouvoir dans les plans d'action régionaux des domaines thématiques relatifs à l'EDD intéressant les secteurs public et privé et la société civile.

La SNEDD définit 59 axes stratégiques (hors résultats escomptés, délais ou indicateurs de suivi et d'évaluation) pour atteindre les objectifs précités.

La mise en œuvre de la SNEDD, aux échelons national et régional, est coordonnée par la CONAMA, qui dispose à cet effet d'un budget annuel total de 45 millions de pesos chiliens (environ 90 000 dollars des États-Unis). Au niveau national, la SNEDD est exécutée par la Division de l'éducation environnementale de la CONAMA, qui : (i) publie une revue sur l'éducation environnementale (*Revista de Educación Ambiental*), (ii) organise trois fois par an des « Dialogues sur l'EDD » sur des thèmes tels que l'éthique et la durabilité ou l'eau et la biodiversité, (iii) organise des séminaires nationaux et internationaux sur l'EDD, et (iv) établit le plan d'action national.

La SNEDD comprend des plans d'action nationaux et régionaux, qui en assurent la mise en œuvre et la réalisation à différents niveaux :

Plan d'action national : la première phase du plan national pour l'EDD ne concerne que les administrations publiques. Plusieurs ministères et organes gouvernementaux ont chargé de hauts fonctionnaires de l'exécution des divers programmes de formation à l'EDD proposés par eux. Un site Web³ collaboratif et interactif a été créé pour les aider dans cette tâche. Le travail de mise en œuvre d'une stratégie concernant les programmes de formation à l'EDD a par ailleurs commencé. L'objectif est de rassembler autant d'informations que possible sur ces programmes (objectifs, enjeux, domaines, budgets, etc.).

Plans d'action régionaux : au niveau régional, la SNEDD est mise en œuvre par l'intermédiaire de centres régionaux qui ont élaboré des plans d'action régionaux et sollicitent la participation des services publics, des entreprises, des ONG, des organisations sociales et des universités. Une part du budget national est consacrée à la mise en œuvre de la SNEDD dans les différentes régions. Voici quelques initiatives régionales qui retiennent plus particulièrement l'attention :

3 <http://www.conama.cl/educacionambiental/1142/article-42033.html>

- Dans la région d’O’Higgins, la SNEDD est appliquée au moyen du « Projet de mise au point d’un modèle d’éducation environnementale » (PRODEEM), qui vise à élaborer un modèle de nature à renforcer les capacités locales. Ce projet est mis en œuvre par la CONAMA, l’Agence japonaise pour la coopération internationale (JICA) et neuf municipalités du bassin versant du fleuve Tinguiririca. Des comités locaux de gestion de l’environnement ont été créés dans les neuf municipalités. Ces comités se composent de fonctionnaires municipaux et de représentants d’organisations sociales, du secteur privé et du secteur de l’éducation. Les membres des comités ont été formés comme moniteurs pour renforcer la prise en compte des enjeux environnementaux dans leurs organisations respectives. Cette formation est centrée sur l’intégration des concepts environnementaux (concernant par exemple l’eau, les déchets, l’air, la terre, l’éducation environnementale, etc.) et la promotion de comportements plus écoresponsables (Mellado, 2009). Les enseignants du secteur de l’éducation formelle ont également été formés à la gestion des déchets domestiques.
- Le Conseil pour la SNEDD de la région du Maule fonctionne depuis 2008 grâce à la participation des partenaires qui prennent une part active aux consultations sur la Stratégie et aux programmes d’éducation environnementale. Il regroupe 29 organisations publiques, privées, universitaires, sociales/communautaires et organisations de la société civile. Le Conseil a procédé à une évaluation participative des besoins d’éducation de la région en matière de durabilité dans les secteurs de l’éducation formelle et non formelle. Cette évaluation a servi à élaborer en 2009 un plan d’action régional qui prévoit des cours de formation pour les agriculteurs sur l’utilisation et la gestion de l’eau, des cours destinés aux enseignants sur l’efficacité énergétique, l’eau et les ressources environnementales et forestières, la diffusion de la SNEDD auprès des bureaux d’information de l’ensemble des services publics de la région, et l’échange d’informations sur les programmes de formation du Conseil entre les différents services publics ⁴.
- La région du Biobío s’est attachée à élaborer des stratégies locales pour intégrer des composantes d’EDD dans le « Plan annuel de développement de l’éducation municipale » de 12 municipalités⁵.
- Enfin, la région métropolitaine a créé un centre avec 60 représentants du secteur public, d’entreprises, d’organisations sociales et de la société civile, qui ont élaboré un plan d’action adopté par la Commission régionale pour l’environnement (COREMA RM).

4 Informations fournies par Ana María Morales, CONAMA-région du Maule.

5 Informations fournies par Roberto González, Unité de l’éducation environnementale de la CONAMA.

3. Étude nationale des activités menées dans le domaine de l'EDD

Cette section recense les différentes initiatives et les différents programmes d'EDD menés dans les secteurs de l'éducation formelle et non formelle. Elle donne également un aperçu critique de la réorientation des programmes d'enseignement, des processus d'enseignement et d'apprentissage, des matériels d'EDD existants, du soutien à la recherche en matière d'EDD, des mécanismes de coordination et des partenariats dans le domaine de l'EDD, ainsi que des processus de suivi et d'évaluation.

Dans un premier temps, on a regroupé les programmes et les initiatives d'EDD en tenant compte de leurs objectifs et des questions d'EDD abordées (urbanisation durable, consommation durable, paix et sécurité, développement rural, diversité culturelle, égalité des sexes, promotion de la santé et environnement), mais en faisant abstraction de la nature de l'entité (organisme public ou privé, organisation sociale ou communautaire ou société civile) et du secteur éducatif (formel, non formel ou informel). Parmi ces programmes, les chercheurs ont choisi ceux qui avaient fonctionné sur une longue période, qui avaient donné de bons résultats et qui avaient bénéficié de l'appui d'institutions ou d'organisations reconnues. Des entretiens ont été réalisés avec les directeurs, les éducateurs ou les formateurs de ces programmes.

Enfin, pour obtenir un plus large éventail de points de vue, les chercheurs ont organisé un atelier auquel ont participé 16 acteurs de premier plan engagés dans la mise en œuvre de l'EDD au Chili.

3.1 L'EDD dans l'enseignement scolaire

Cette sous-section présente le « Système national de certification des écoles écoresponsables » (SNCAE), qui constitue un moyen essentiel d'intégrer l'EDD dans l'enseignement scolaire.

Le Système national de certification des écoles écoresponsables

Le programme le plus important pour l'intégration de l'EDD dans l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire est le « Système national de certification des écoles écoresponsables », géré par la CONAMA, le MINEDUC, la CONAF et l'Association

Le système de certification, qui bénéficie du soutien de l'UNESCO, a pour principal objectif de rechercher des possibilités d'intégrer l'EDD dans les programmes d'enseignement du système d'éducation formelle

des municipalités chiliennes. Le système de certification, qui bénéficie du soutien de l'UNESCO, a pour principal objectif de rechercher des possibilités d'intégrer l'EDD dans les programmes d'enseignement du système d'éducation formelle. En 2009, le MINEDUC a adopté une « Proposition de révision des programmes d'enseignement », dont l'objectif déclaré est d'assurer le développement équitable, durable et efficace du pays (MINEDUC, 2009). Cette proposition ouvre ainsi la voie à l'intégration de l'EDD dans les programmes d'enseignement.

Le système de certification favorise également la mise en œuvre de systèmes de gestion environnementale au niveau scolaire. Depuis son lancement en 2003, 1 290 écoles au total à travers le pays se sont portées candidates, et 572 d'entre elles ont obtenu à ce jour la certification. Les établissements d'enseignement sont encouragés à prendre en compte les questions environnementales, culturelles et territoriales (relatives à l'environnement local des écoles) dans leurs enseignements et leur propre gestion. Le système de certification facilite la coordination avec d'autres programmes, tels que le « Club des défenseurs de l'environnement de la CONAMA » et les « Écoles soucieuses de la santé », ainsi que l'établissement de liens entre les écoles, les organisations locales et les entreprises. Des accords visant à accompagner les écoles tout au long du processus d'obtention de la certification ont été signés avec plusieurs entreprises et associations professionnelles, notamment la Compagnie nationale du cuivre (CODELCO), la Société de services sanitaires du Biobío (ESSBÍO), la KDM et l'Association nationale pour le commerce des produits forestiers (CORMA).

Plusieurs séries de principes directeurs pour l'enseignement concernant différents aspects de l'éducation environnementale ont été publiés et diffusés à l'occasion de divers séminaires de formation et lors de cours offerts gratuitement par les spécialistes de sociétés de conseil, d'universités et d'ONG⁶. Parmi les sujets abordés figurent la mise en œuvre de l'éducation environnementale sur le plan pédagogique, la gestion écoresponsable des écoles, les relations avec l'environnement, la gestion des déchets solides, l'efficacité énergétique et la qualité de l'air.

3.2 L'EDD dans l'enseignement supérieur

Cette sous-section décrit les activités du « Consortium de l'enseignement supérieur » qui représentent une importante initiative d'EDD dans l'enseignement supérieur.

Le Consortium de l'enseignement supérieur

Au niveau de l'enseignement supérieur, un consortium conçu pour mettre en œuvre l'initiative des « campus durables » a été constitué par huit universités : Université de Santiago du Chili, Université de Talca-Campus de Santiago, Université

⁶ Informations fournies par Roberto González, de l'Unité de l'éducation environnementale de la CONAMA.

technologique métropolitaine, Université Andrés Bello, Université bolivarienne, Université des arts, des sciences et de la communication, Université du Chili et Université métropolitaine des sciences de l'éducation. Le consortium vise à créer et évaluer des modèles de gestion universitaire et de « production propre » durable. Il s'occupe aussi de l'élaboration de méthodes d'EDD susceptibles d'être appliquées aux programmes d'études supérieures et notamment dans la formation des enseignants et les cours de sciences. Afin d'obtenir un soutien financier de l'État, un accord est actuellement en cours de préparation entre ce consortium et l'Agence de développement économique du Chili (CORFO)⁷.

Depuis son lancement en 2003, 1 290 écoles au total à travers le pays se sont portées candidates, et 572 d'entre elles ont obtenu à ce jour la certification. Les établissements d'enseignement sont encouragés à prendre en compte les questions environnementales, culturelles et territoriales (relatives à l'environnement local des écoles) dans leurs enseignements et leur propre gestion

3.3 L'EDD dans l'éducation non formelle et informelle

Cette sous-section présente les initiatives d'éducation non formelle et informelle menées par le secteur public et les organisations de la société civile. Les initiatives suivantes ont été mises en œuvre par le secteur public :

Programme du Fonds pour la protection de l'environnement

Le Fonds pour la protection de l'environnement (FPA), géré par la CONAMA, finance un programme visant à intégrer l'EDD dans le système d'éducation non formelle. Son principal objectif est de populariser le concept d'écoresponsabilité en associant la communauté à des initiatives de protection de l'environnement et de préservation du patrimoine environnemental. Ce programme renforce les capacités locales par le biais d'actions éducatives et de la participation effective de la communauté. Le FPA s'articule avec le SNCAE et favorise les liens entre organisations communautaires et écoles certifiées. Un accord a également été conclu avec le « Programme national pour l'efficacité énergétique » (PPEE) en vue d'améliorer les résultats obtenus dans ce domaine par les écoles certifiées⁸.

Le CONAF met en œuvre des programmes d'éducation environnementale dans les secteurs non formels et informels, afin de prévenir les feux de forêt, de diffuser des informations sur les ressources naturelles et de promouvoir le patrimoine forestier dans les zones forestières protégées et les écoles

⁷ Informations fournies par Marcelo Mena, Université Andrés Bello.

⁸ <http://www.conama.cl>.

Programmes d'éducation environnementale de l'Office national des forêts (CONAF)

Le CONAF met en œuvre des programmes d'éducation environnementale dans les secteurs non formels et informels, afin de prévenir les feux de forêt, de diffuser des informations sur les ressources naturelles et de promouvoir le patrimoine forestier dans les zones forestières protégées et les écoles⁹. Ces activités touchent environ 45 000 personnes chaque année¹⁰.

Programme Orígenes du Conseil national pour le développement autochtone (CONADI)

Le « Programme Orígenes » du CONADI porte sur la santé et l'éducation interculturelles des communautés autochtones de sept régions du pays. Au nombre des initiatives figurent l'initiation à l'écologie et la protection des forêts et du patrimoine naturel autochtones, la formation des enseignants en matière d'éducation interculturelle bilingue (EIB) et des programmes d'EIB sur le thème de l'éducation environnementale. Enfin, le programme comprend des travaux de recherche sur les savoirs ancestraux et l'eau dans la région d'Antofagasta¹¹.

Les organisations de la société civile ont adopté des approches variées pour intégrer l'EDD dans les programmes d'éducation non formelle. Quelques-unes emploient des stratégies qui mettent l'accent sur la création de partenariats avec les entreprises, cherchent à harmoniser des initiatives d'EDD et à les intégrer à l'économie de marché ou se consacrent à la participation des citoyens aux affaires locales, à l'autonomisation des communautés et au renforcement de l'identité territoriale. D'autres organisations s'attachent à élargir et à reformuler les approches d'éducation environnementale classiques. Quelques exemples d'organisations de la société civile et de leurs activités sont présentés ci-dessous :

Fundación Casa de la Paz

Les programmes d'EDD mis en œuvre par la Fundación Casa de la Paz mettent en évidence les liens entre les questions environnementales et le contexte économique et social, favorisent la durabilité des projets et le développement d'activités commerciales inclusives. Voici quelques-unes des activités de cet organisme :

- (i) l'élaboration, en collaboration avec le secteur privé, de différents projets concernant des quartiers et des écoles. Certains projets sont axés par exemple sur la gestion des déchets communautaires ou la promotion et l'installation de collecteurs de déchets ;

9 Informations fournies par Gabriela Omegna, CONAF.

10 Informations fournies par Sandra Poblete, CONAF.

11 <http://www.origenes.cl>

- (ii) la mise en œuvre d'autres programmes éducatifs axés sur l'efficacité énergétique, en collaboration avec le PPEE et une société privée. Ces programmes sont conçus pour avoir un impact économique sur les groupes marginalisés ;
- (iii) l'élaboration, également de concert avec le secteur privé, de programmes éducatifs sur la coexistence durable visant à améliorer les relations entre les sociétés privées, la communauté et les autorités locales¹² ;
- (iv) l'administration d'un mécanisme de financement appelé *Sueños del Barrio*, en collaboration avec le Conseil national pour le développement durable et une société privée. *Sueños del Barrio* finance des projets de développement local. Une formation spécialisée est dispensée aux organisations sociales bénéficiaires¹³.

Corporación El Canelo de Nos

La Corporación El Canelo de Nos utilise pour ses différents projets une approche de « responsabilisation sociale en vue de la durabilité ». Elle élabore des programmes d'éducation non formelle qui visent les communautés et les quartiers. En collaboration avec l'UNESCO, elle met sur pied un programme de formation des enseignants aux techniques d'économie d'énergie dans les salles de classe. Elle propose également des services d'éducation environnementale dans un circuit appelé « Planeta Canelo » ouvert aux élèves qui souhaitent compléter leurs études dans le système éducatif classique¹⁴.

Ecobarrio El Ceibo de Maipú

Ecobarrio El Ceibo de Maipú a une approche très différente de celle des organisations précitées. Cet organisme d'aide sociale dispense une éducation informelle continue à la faveur de ses contacts quotidiens avec la communauté. Son programme est conçu pour consolider les liens avec celle-ci et à lui fournir des informations en matière d'écologie. Il considère que l'on peut transformer la culture et qu'il est par conséquent également possible de modifier les modes de vie des citoyens et leurs relations à l'environnement. El Ceibo vise aussi à partager des connaissances et des informations populaires et savantes, en pratiquant l'éducation mutuelle et en soutenant les jeunes chercheurs. Il propose également des cours de formation aux enseignants et aux élèves des écoles de la municipalité de Maipú et aux résidents de la Villa 4 Álamos¹⁵.

12 Informations fournies par Carolina Silva, Fundación Casa de la Paz.

13 Informations fournies par Cecilia Suárez, Conseil national pour le développement durable.

14 Informations fournies par Pablo Sepúlveda, Corporación El Canelo de Nos.

15 Informations fournies par Luis Márquez, Ecobarrio El Ceibo de Maipú.

Comité national pour la protection de la flore et de la faune

Le Comité national pour la protection de la flore et de la faune (CODEFF) propose des cours d'éducation environnementale non formelle et organise des campagnes sur la justice en matière de climat. Cette organisation a pour objectif de protéger les ressources naturelles et de susciter un changement culturel, en encourageant des façons de « vivre autrement ». Son Centre pour la réhabilitation de la faune propose des excursions et des conférences aux élèves. Ces activités sont axées sur les questions relatives à la biodiversité, sa protection et ses relations avec les changements climatiques¹⁶.

3.4 L'EDD dans les processus d'enseignement et d'apprentissage

Cette sous-section traite de la réorientation des programmes d'enseignement selon les principes de l'EDD dans l'éducation formelle et non formelle.

Au Chili, les programmes d'éducation préscolaire, primaire et secondaire se prêtent à l'intégration des processus et des méthodes de l'EDD. Toutefois,

certains acteurs de premier plan tels que le Conseil national pour le développement durable ou le Directeur exécutif de la CONAMA considèrent que des efforts accrus sont nécessaires pour intégrer réellement l'EDD dans les programmes. En outre, la mise



en œuvre de l'EDD dépend des conseils scolaires et des instituteurs. La présente étude montre que les programmes d'enseignement ne mettent pas clairement l'accent sur la durabilité. L'un des problèmes est que les questions de développement durable ne sont prises en compte que comme des thèmes isolés dans les objectifs interdisciplinaires ou dans certaines disciplines axées sur la science (Hoffman, 2003). Un autre tient au fait que les programmes ne traitent pas de manière suffisamment approfondie de questions sociales telles que les droits de l'homme¹⁷. Par ailleurs, les modifications résultant de la « révision des programmes d'enseignement » de 2009 ne facilitent pas une meilleure intégration de l'EDD dans le système éducatif. Bien que cette révision soit le fruit d'un travail participatif, peu d'acteurs de l'EDD y ont pris part et ils sont intervenus à un stade déjà avancé du processus¹⁸.

16 Informations fournies par Vivian Leisersohn, CODEFF.

17 Informations fournies par Cecilia Suárez, Conseil national pour le développement durable.

18 Informations fournies par Roberto González, Division de l'éducation environnementale de la CONAMA.

Les auteurs de la présente étude sont d'avis que les difficultés auxquelles se heurte l'intégration de l'EDD dans les programmes d'enseignement ne tiennent pas aux programmes eux-mêmes mais plutôt à leur gestion. D'une part, l'EDD ne représente qu'un enjeu parmi beaucoup d'autres pour le MINEDUC et non une priorité ; il arrive qu'elle ne soit pas considérée comme complémentaire des objectifs nationaux en matière d'éducation. D'autre part, les écoles et les enseignants ont tendance à appliquer les programmes en ne se préoccupant que des objectifs fixés par le MINEDUC. De ce fait, les objectifs de l'EDD ne sont jamais pleinement réalisés. Des programmes tels que le SNCAE ont fait la preuve de leur utilité exemplaire s'agissant d'intégrer les objectifs, les contenus et les approches pédagogiques de l'EDD dans le système éducatif formel. Il importe toutefois de noter que le SNCAE doit lui-même surmonter des problèmes cruciaux, comme une conception excessivement étroite de l'éducation environnementale.

Dans le secteur de l'éducation non formelle, les approches écologistes traditionnelles ont été élargies pour y inclure des pratiques pédagogiques innovantes allant dans le sens de l'EDD. De telles initiatives ont amorcé des processus d'intégration systématique de l'EDD en prenant en compte les trois grands piliers du développement durable : systèmes économiques, systèmes environnementaux et systèmes sociaux.

3.5 Matériels éducatifs et pédagogiques

Cette sous-section examine les différents matériels et aides pédagogiques mis à la disposition des acteurs de l'éducation formelle. Il convient de noter que les secteurs de l'éducation non formelle et informelle ne disposent que de rares ressources en matière d'EDD.

Les enseignants du système éducatif classique peuvent s'appuyer sur divers matériels de soutien pédagogique. Ces ressources sont conçues principalement pour faciliter la gestion des programmes d'enseignement qui, on l'a vu, est l'un des principaux écueils dans l'enseignement scolaire. Elles se présentent sous la forme de guides destinés à aider les enseignants à mieux comprendre le développement durable tout en leur suggérant, par exemple, des projets et activités à utiliser dans leur travail pédagogique quotidien. Ces matériels sont généralement distribués lors d'activités de formation voire à l'occasion de contrôles ou d'audits du SNCAE. Ils sont élaborés principalement par des sociétés de conseil et des ONG sélectionnées à l'issue d'appels d'offres publics. Ces ressources sont financées en majeure partie par la CONAMA, de sorte qu'elles privilégient généralement les thèmes liés à l'environnement.

De manière générale, le financement des matériels et ressources d'EDD, en particulier lorsque ceux-ci sont destinés aux élèves ou étudiants ou à la société civile, est insuffisant. L'EEPC et la CONAMA s'attachent à produire de tels matériels, parmi lesquels figurent actuellement : (i) des guides pour les enseignants du primaire, du secondaire et de l'enseignement professionnel, (ii) un guide d'auto-évaluation énergétique à l'intention des écoles, (iii) des guides gratuits s'adressant au grand

public (distribués par un journal national), et (iv) un film en 3D qui a été projeté en 2009 dans des milliers d'écoles.

Du fait que la CONAMA ne cherche à avoir un impact que dans le secteur de l'éducation formelle, la production de matériels éducatifs à destination du secteur non formel demeure limitée. Les organisations de la société civile ont tendance à élaborer leurs propres matériels, qui sont utilisés et distribués dans le cadre de projets spécifiques.

3.6 Développement des capacités, innovation et promotion de la recherche

Cette sous-section présente différentes mesures mises en place pour renforcer les capacités d'EDD des enseignants en formation initiale ou en exercice et promouvoir la recherche dans le domaine de l'EDD.

■ Renforcement des capacités

La formation, le soutien et l'assistance technique offerts aux élèves des instituts pédagogiques et aux enseignants en exercice comptent parmi les principaux points faibles du système éducatif chilien. Quelques ateliers ont été organisés dans les différentes régions, mais il s'agissait uniquement de former des enseignants à l'utilisation de matériels d'EDD particuliers. Le MINEDUC prévoit actuellement d'organiser à l'intention des enseignants des cours d'EDD formels et dûment homologués. Il est toutefois difficile pour les enseignants de participer à de tels cours du fait de leur grosse charge de travail et des contraintes de temps. Il conviendrait de multiplier les activités de renforcement des capacités en matière d'EDD s'adressant aux établissements plutôt qu'aux enseignants pris individuellement.

■ Promotion de la recherche

La recherche et le développement dans le domaine de l'EDD ont besoin d'être davantage soutenus. Le Fonds national pour le développement de la science et de la technologie (FONDECYT), principal organe de financement de la recherche publique, ne soutient aucun axe de recherche stratégique relatif à l'EDD. En conséquence, la recherche universitaire sur l'EDD est très limitée. La création d'un consortium d'universités pour la création de « campus durables » (voir la section sur l'EDD dans l'enseignement supérieur) offre une bonne occasion de renforcer la recherche dans le domaine de l'EDD.

3.7 Coopération et partenariats en faveur de l'EDD

Cette sous-section présente les mécanismes de coordination mis en place au Chili en vue de la mise en œuvre de la SNEDD. Elle signale également les initiatives menées dans le cadre de la coopération internationale.

Participation des acteurs intéressés à la mise en œuvre de la SNEDD et coordination de ces efforts

- La mise en œuvre de la SNEDD, et les consultations nationales et régionales auxquelles elle a donné lieu, ont amélioré la coordination des initiatives publiques. Étant donné toutefois le cloisonnement des services gouvernementaux, les ministères et les administrations ont des approches et des intérêts différents, d'où une duplication des tâches et l'absence de vision partagée et systémique.
- La participation de la société civile, des universités, du secteur privé et des organisations communautaires aux consultations régionales contribue à créer des synergies. Elle favorise aussi la recherche de consensus entre les responsables gouvernementaux sur l'élaboration des stratégies et des plans d'action¹⁹.
- Les procédures de demande de financement public ont créé un marché pour la fourniture de services d'EDD au sein de la société civile. La pénurie de ressources amène les organisations de la société civile à se concurrencer (plutôt qu'à créer des synergies) en vue d'obtenir les financements convoités.
- Le gouvernement a fourni de nouvelles ressources d'EDD au secteur privé. Les exigences plus strictes auxquelles il faut satisfaire sur le plan des processus de production et de la responsabilité sociale de l'entreprise pour obtenir une homologation ont incité les sociétés commerciales à collaborer avec les écoles et les communautés dans les secteurs de l'éducation formelle et non formelle.



Coopération internationale

L'intégration de l'EDD dans tous les secteurs a contribué à la création de liens pertinents entre les organisations internationales en vue de la mise en œuvre de

¹⁹ Informations fournies par Roberto González, Division de l'éducation environnementale de la CONAMA.

programmes et de projets particuliers tels que le PRODEEM, soutenu par la JICA, ou à l'élaboration de matériels éducatifs avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Toutefois, aucune synergie n'a encore été établie entre les initiatives d'EDD, telles que le SNCAE, déjà mises en œuvre au Chili et des programmes de l'UNESCO, par exemple le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU).

3.8 Suivi et évaluation

- Il n'existe au Chili aucun mécanisme de suivi et d'évaluation de l'EDD. La SNEDD et les plans d'action régionaux ne prévoient pas d'indicateurs permettant d'évaluer les progrès accomplis. La CONAMA projette de mettre au point des indicateurs pour évaluer le degré d'intégration de l'EDD dans les instruments de planification et les programmes des services publics et des autorités locales. Il importe en outre d'évaluer les principaux programmes mis en œuvre par la CONAMA, le SNCAE et le FPA. Le SNCAE a défini au total 43 indicateurs en vue d'évaluer sa propre contribution à l'amélioration de la qualité de l'éducation au Chili (ONG Entorno, 2008). Ces indicateurs ont été testés, mais l'échantillon utilisé aux fins de l'étude pilote était trop restreint pour donner des résultats fiables.
- Le SNCAE a instauré récemment un système d'audits annuels des écoles certifiées, qui constitue un véritable progrès en matière d'uniformisation des mécanismes de suivi et d'évaluation dans les écoles.



Mise en œuvre de l'EDD : atouts, opportunités, points faibles et risques

Cette section présente les atouts, les opportunités, les points faibles et les risques propres à la mise en œuvre de l'EDD au niveau national.

Les atouts

- ▶ approbation de la stratégie nationale, à laquelle ont été affectés des fonds et qui jouit d'un degré de légitimité élevé parmi les acteurs clés ;
- ▶ participation des citoyens à la conception de la stratégie d'EDD ;
- ▶ initiatives locales aidant à définir des cibles et objectifs précis ;
- ▶ rôle de premier plan du SNCAE dans la mise en œuvre de la stratégie nationale ;
- ▶ possibilité de réorienter les processus d'enseignement et d'apprentissage dans le sens de l'EDD à travers les objectifs interdisciplinaires fondamentaux ;
- ▶ volonté d'ouvrir les écoles sur la communauté locale et le milieu environnant.

Les opportunités

- ▶ la communauté, et notamment les jeunes, s'intéressent au développement durable et aux enjeux et défis de l'EDD ;
- ▶ bon nombre d'organisations s'impliquent dans l'éducation environnementale en vue du développement durable ;
- ▶ reconnaissance par la majeure partie des organisations du concept d'EDD tel que défini par l'UNESCO. Chaque organisation ou institution adapte le concept en fonction de ses conceptions, de son expérience et de ses objectifs propres ;
- ▶ création de réseaux et de partenariats pour l'EDD entre les secteurs public et privé (encouragés par exemple par des politiques de responsabilisation des entreprises) ;
- ▶ la DEDD est considérée comme une précieuse occasion d'examiner les modèles nationaux de développement et d'éducation dans l'optique de la durabilité.

Les points faibles

- ▶ l'EDD n'est pas une priorité stratégique pour le gouvernement ou le MINEDUC ;
- ▶ engagement limité des autorités locales et municipales ;
- ▶ insuffisance des moyens financiers alloués, la CONAMA étant le seul établissement public qui dispose d'un budget consacré à l'EDD ;
- ▶ programmes d'enseignement dont la rigidité freine l'intégration des questions de durabilité et des approches d'EDD ;
- ▶ nécessité de former davantage de professeurs à l'EDD ;
- ▶ nécessité de renforcer les capacités afin de stimuler l'innovation et la créativité ;
- ▶ besoin de mécanismes de suivi et d'évaluation pour évaluer les progrès dans la mise en œuvre de l'EDD.

Les risques

- ▶ crise du système éducatif formel et non formel. Il ne suffit pas de transmettre des connaissances aux élèves et étudiants – encore faut-il leur faire acquérir les compétences qui leur permettront de construire un avenir viable ;
- ▶ cloisonnement du gouvernement. Plusieurs ministères et administrations ont leurs propres points de vue et intérêts en ce qui concerne l'EDD. Une vision commune et systémique au niveau gouvernemental fait défaut ;
- ▶ la société civile doit s'engager davantage en faveur du développement durable et de l'EDD ;
- ▶ usage réducteur du concept de durabilité par les décideurs politiques, les partis politiques, les directeurs commerciaux et les groupes d'opinion.

4. Les enseignements

Cette section décrit les enseignements à tirer de la mise en œuvre de l'EDD au Chili et formule quelques recommandations fondamentales quant aux mesures à prendre.

1. Établir un cadre ou mécanisme de coordination formel doté d'un budget public centralisé pour la mise en œuvre de la SNEDD au Chili. Cette structure assurera la coordination stratégique entre les secteurs public et privé, élargira l'optique écologiste pour y inclure les approches de l'EDD et garantira la participation du MINEDUC à la mise en œuvre de l'EDD. Il importe d'augmenter substantiellement la part des ressources publiques consacrée à la SNEDD afin de mettre en œuvre les plans d'action régionaux.
2. Créer et développer des espaces pour la participation des citoyens à la conception des plans d'action nationaux et régionaux, ouverts à de nouveaux acteurs des sphères économique, culturelle et sociale, des espaces où les organisations de citoyens pourront jouer un rôle décisif et d'où seront lancées des initiatives de suivi et d'évaluation. Il importe aussi d'établir des mécanismes conçus pour associer les partenaires aux initiatives au niveau des instances de gestion, en faisant par exemple une place aux écoles certifiées dans les structures administratives formelles du SNCAE et du FPA.
3. Aligner les objectifs du pays en matière d'éducation sur ceux de la SNEDD. Cela suppose une meilleure harmonisation des plans d'action régionaux et des programmes d'éducation environnementale publics avec les orientations du MINEDUC. Celui-ci doit s'engager dans la mise en œuvre de l'EDD en lui allouant des ressources.
4. Améliorer le renforcement des capacités en matière d'EDD, la promotion des méthodes pédagogiques novatrices et le développement de la recherche dans le domaine de l'EDD grâce à des mécanismes de financement publics tels que le Fonds national pour le développement de la science et de la technologie (FONDECYT) et le Fonds pour le développement et la recherche en matière d'éducation (FONIDE).
5. Mettre sur pied des mécanismes de suivi et d'évaluation pour mesurer l'application de la SNEDD et des programmes d'EDD du secteur public. Il conviendrait aussi de réaliser une évaluation initiale du SNCAE et du FPA qui servira ensuite de référence.

5. Conclusions

L'existence d'une stratégie nationale (la SNEDD) et d'un consensus auquel adhèrent les différents acteurs chargés de la mettre en œuvre facilitent l'intégration de l'EDD au Chili. En revanche, il n'existe aucun instrument juridique qui en assure la continuité. Malgré un budget public consacré à la mise en œuvre de la SNEDD, de plus amples ressources sont nécessaires pour intégrer l'EDD dans les différents secteurs de l'éducation. Alors que le Chili se félicite déjà des premiers succès importants qu'il a remportés dans ses efforts pour intégrer l'EDD dans l'enseignement formel et non formel, la prise en compte de l'EDD au sein des secteurs informels de l'éducation n'a pas encore commencé.

De nombreux acteurs de premier plan ne participent pas encore à l'EDD ou n'ont pas encore accès aux ressources nécessaires pour mettre en œuvre la SNEDD. Nombre de partenaires, fidèles aux conceptions écologistes traditionnelles qu'il est difficile de remettre en question, n'adhèrent pas pleinement aux valeurs et principes de l'EDD. Le niveau de participation à l'EDD au sein des institutions gouvernementales varie dans des proportions considérables, ce qui décourage les acteurs qui, d'ores et déjà, s'emploient à créer des possibilités d'appliquer les principes de l'EDD dans tous les secteurs.



INDONÉSIE

Lawrence Surendra

En 2005, après la proclamation de la DEDD, les Ministères de l'éducation et de l'environnement de l'Indonésie ont élaboré une stratégie nationale de mise en œuvre de la Décennie, qui guide la pratique de l'EDD à tous les niveaux et dans tous les secteurs de l'éducation. La nomination d'un coordonnateur national a amélioré et accéléré l'intégration de l'EDD dans le système éducatif. Il existe au niveau local des initiatives et des formes d'éducation à thème (dites « adjectivales ») qu'il faudrait relier efficacement entre elles. L'EDD apparaît comme un des principaux cadres capables de fédérer toutes ces activités organisées par l'État, les ONG, les entreprises et les médias. En participant de façon créatrice et novatrice à l'EDD, les médias font connaître les défis du développement durable à un large public.

1. Introduction

Cette section présente les caractéristiques socioéconomiques, culturelles et géographiques de l'Indonésie qui sont essentielles pour comprendre comment les questions de développement durable et d'EDD sont abordées dans ce pays. Il importe aussi, dans cette étude nationale, de mettre en évidence les évolutions historiques qui ont façonné les principes et les objectifs de l'EDD en Indonésie. Divers documents importants relatifs à l'éducation promeuvent aujourd'hui une nouvelle conception de l'éducation fondée sur les principes de la démocratie et de la justice sociale.

Les questions de développement durable doivent être abordées en Indonésie à la lumière de l'extraordinaire diversité biologique et socioculturelle du pays, mais aussi de l'histoire du système sociopolitique durant et après la période coloniale, ainsi que de la situation géographique et de la taille du pays. Avec une population d'environ 212 millions d'habitants, l'Indonésie est le quatrième pays le plus peuplé du monde. C'est aussi le plus grand État archipélagique de la planète : il comprend plus de 13 000 îles dispersées sur 5 000 km de l'Ouest à l'Est. Son climat tropical et sa géographie archipélagique ont contribué à produire une diversité naturelle et biologique spectaculaire ; c'est après le Brésil le pays du monde qui offre la plus grande biodiversité. L'Indonésie présente aussi une très grande diversité sociale et ethnique, avec plus de 300 groupes ethniques et 742 langues et dialectes. Sans être un État islamique, elle possède la plus vaste communauté musulmane du monde, qui cohabite avec de nombreux autres groupes religieux.

L'Indonésie a connu au cours de son histoire des situations sociopolitiques complexes et difficiles ; elle a notamment subi la colonisation hollandaise et la dictature. Plus récemment, des catastrophes naturelles majeures, notamment un tsunami et un tremblement de terre dévastateurs, ont causé des dommages incalculables. La décentralisation et la démocratisation de l'État sont aujourd'hui des principes essentiels en Indonésie. On y défend de même l'idée d'une éducation démocratique, civique et multiculturelle, idée qui joue un rôle primordial dans la construction nationale et la recherche de l'unité nationale. La préservation de l'environnement est depuis longtemps inscrite aux programmes de l'éducation formelle et non formelle. Les ONG ont joué un rôle essentiel en sensibilisant le public aux questions d'environnement. Les situations historiques évoquées plus haut donnent encore plus de signification et de pertinence à l'EDD, conçue comme un cadre général réunissant diverses activités.

2. Fondement stratégique des initiatives d'EDD

La nouvelle conception de l'éducation promue en Indonésie met l'accent sur la réalisation de la démocratie, l'autonomie, la décentralisation et la responsabilité publique. Cette section présente la politique nationale de mise en œuvre de la DEDD en Indonésie.

La DEDD a été lancée en Indonésie en 2005. Les Ministères de l'éducation et de l'environnement ont signé un accord où ils s'engageaient à conjuguer leurs efforts et à travailler ensemble à promouvoir la mise en œuvre de l'EDD dans le pays (PNUE et Ministère de l'éducation, 2006). Après la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable, qui s'est tenue à Bonn du 31 mars au 2 avril 2009, la Commission nationale pour l'UNESCO et le Ministère de l'éducation ont nommé le Vice-recteur principal de l'Université Gadjah Mada à la fonction de coordonnateur national chargé de la mise en œuvre de l'EDD. Cette nomination a été d'une importance décisive pour la coordination, la planification, le suivi, l'évaluation et l'amélioration des programmes existants de nature à contribuer à la mise en œuvre de l'EDD. D'autre part, on a créé une Commission de l'EDD chargée de soutenir la stratégie de mise en œuvre de la DEDD en Indonésie.

Cette stratégie vise à :

- (i) faciliter et élargir l'accès des élèves, notamment des élèves pauvres et défavorisés, à un enseignement élémentaire de qualité ;
- (ii) améliorer la qualité des services d'enseignement élémentaire et renforcer la capacité des communautés à assurer une éducation de la petite enfance efficace ;
- (iii) améliorer le renforcement des capacités aux niveaux local et communautaire en favorisant l'autonomie des écoles et la participation des communautés ;
- (iv) professionnaliser et responsabiliser les établissements d'enseignement sur la base de connaissances, de compétences, d'une expérience, d'attitudes et de valeurs conformes aux normes nationales et internationales.

3. Étude nationale des activités

La présente étude nationale s'appuie sur l'examen de très nombreux documents et notamment des documents publiés sur divers sites Internet par des ONG, des ONGD (organisations non gouvernementales de développement), des ministères, des entreprises, des organisations et des réseaux internationaux. Il s'appuie aussi sur des interviews réalisées à Jakarta avec des acteurs et des spécialistes importants dans le domaine de l'EDD.

Cette section présente des initiatives, des pratiques, des processus d'enseignement et d'apprentissage en matière d'EDD qui ont cours dans les secteurs de l'éducation

formelle, non formelle et informelle. Il décrit aussi la coopération et les partenariats qui existent dans ce domaine.

3.1 Initiatives publiques

Cette section signale des initiatives publiques qui contribuent à l'intégration de l'EDD dans le secteur de l'éducation formelle.

La Loi sur le système d'éducation national

La Loi sur le système d'éducation national de juillet 2003 affirme le droit fondamental des citoyens à une éducation de qualité, utile et équitable. Elle institue un enseignement élémentaire gratuit et obligatoire fondé sur la participation et des conceptions communautaires.

Les cadres de l'élaboration des programmes d'enseignement

La réforme du système d'éducation indonésien a commencé à prendre effet en 2000. Elle met l'accent sur des processus d'enseignement et d'apprentissage adaptés au contexte. Elle encourage la liberté d'innovation des établissements, dans les limites des directives du Ministère de l'éducation concernant les contenus et les examens.

Les organismes responsables des programmes d'enseignement nationaux élaborent des cours, des plans et des manuels sous l'autorité du Ministère de l'éducation. Ce sont eux qui ont assuré l'intégration de l'EDD dans l'éducation formelle, non

On a donc créé, dans les 33 provinces et les 483 districts, des équipes chargées d'améliorer les programmes de l'enseignement primaire, de l'enseignement secondaire (et professionnel), de l'éducation spéciale et de l'éducation non formelle. Ces groupes de travail – qui comprennent des enseignants, des inspecteurs, des chefs d'établissement, les directeurs de l'éducation des districts (Ministère de l'éducation) et les responsables de la qualité de l'éducation (districts) – ont été formés à l'intégration de l'EDD dans l'enseignement et les programmes d'enseignement

formelle et informelle. Après un examen des programmes d'enseignement nationaux, ils ont proposé plusieurs améliorations concernant l'intégration des contenus de l'EDD. Mais le manque de personnel qualifié dans le secteur de l'éducation, le manque de spécialistes de l'élaboration des programmes d'enseignement, de formateurs d'enseignants et d'enseignants en activité rend l'application de ces propositions très difficile. On a donc créé, dans les 33 provinces et les 483 districts, des équipes chargées d'améliorer les programmes de l'enseignement primaire, de l'enseignement secondaire (et professionnel), de l'éducation spéciale et de l'éducation non formelle. Ces groupes de travail –

qui comprennent des enseignants, des inspecteurs, des chefs d'établissement, les directeurs de l'éducation des districts (Ministère de l'éducation) et les responsables de la qualité de l'éducation (districts) – ont été formés à l'intégration de l'EDD dans l'enseignement et les programmes d'enseignement.

Le processus d'intégration de l'EDD dans le système d'éducation est axé sur la justice, la démocratisation, les droits des femmes et l'atténuation des effets des catastrophes. Il s'appuie sur des initiatives menées précédemment par les « écoles vertes ». Le gouvernement a accordé la priorité à la qualité des enseignants, à la construction des écoles et à la participation des communautés.

3.2 L'EDD dans l'enseignement scolaire

Cette section présente d'abord le système d'éducation formelle de l'Indonésie. Il résume ensuite le processus d'intégration de l'EDD dans les enseignements primaire et secondaire. Il signale enfin des programmes et des réseaux propres à ces niveaux de l'enseignement.

Le système d'éducation formelle de l'Indonésie comprend les enseignements élémentaire ou primaire, secondaire et supérieur. L'éducation préscolaire est dispensée hors du système d'éducation formelle par des organismes publics ou des ONG issues du secteur privé ou de la communauté. Les principaux objectifs et les principales stratégies consistent à élargir l'accès à l'éducation, à maintenir la qualité de l'éducation, à rendre le système d'éducation plus transparent, plus responsable et plus participatif. Suivant le *Document relatif au Plan stratégique* du Ministère de l'éducation (2005-2009), environ 3,2 % des enfants âgés de 7 à 12 ans et 16,5 % des enfants âgés de 13 à 15 ans ne vont pas à l'école. Les taux d'inscription varient selon les zones (urbaines, périurbaines ou rurales) et selon les groupes socioéconomiques. La malnutrition est un des facteurs qui influencent le plus la participation et les résultats des élèves. Moins de 9 % du budget national est affecté à l'éducation, ce qui explique le mauvais état de la plupart des salles de classe et le manque d'enseignants. La corruption, l'opacité et l'irresponsabilité sont fréquentes au sein du système d'éducation.

L'enseignement primaire obligatoire est dispensé dans des écoles publiques, privées ou musulmanes (*Madrasah Ibtidaiyah*). L'enseignement secondaire est dispensé dans des écoles d'enseignement général, professionnel ou religieux, telles que les écoles musulmanes du premier ou du second cycle (*Madrasah Tsanawiyah* et *Madrasah Aliyah*), qui relèvent du Ministère des affaires religieuses. Comme nous l'avons vu plus haut, les organismes responsables des programmes d'enseignement assurent l'intégration de l'EDD dans l'éducation formelle en effectuant des bilans, en proposant des moyens d'améliorer la mise en œuvre de l'EDD, en formant les spécialistes de l'élaboration des programmes d'enseignement, les enseignants et les éducateurs.

Plusieurs programmes facilitent l'intégration de l'EDD dans tous les domaines de l'enseignement scolaire du premier et du second degré, notamment les programmes suivants.

Les Écoles vertes Adiwiyata

Ce programme vise à promouvoir certains aspects du développement durable dans les écoles et à développer le sens des responsabilités à l'égard de l'environnement naturel en appliquant des méthodes participatives et en favorisant la participation de la communauté. Les écoles sélectionnées par le Ministère de l'environnement reçoivent le soutien de divers acteurs locaux (autorités locales, organismes responsables de l'éducation au niveau des districts, ONG). La communauté scolaire participe à l'élaboration, à l'application et à l'évaluation du programme.

L'équipe responsable du programme Adiwiyata au niveau national comprend des fonctionnaires des Ministères de l'éducation et de l'environnement ; les autres membres de l'équipe représentent le Réseau d'éducation à l'environnement, des ONG environnementales et des établissements d'enseignement supérieur.

Les Écoles associées de l'UNESCO

Le programme du système réSEAU regroupe 200 écoles. La première phase consiste à évaluer les connaissances des enseignants et à expliquer ce qu'est l'EDD. La seconde phase consiste à organiser un concours entre les élèves, qu'on encourage à rédiger un essai critique sur le développement durable, où ils peuvent proposer des moyens d'intégrer l'EDD dans l'enseignement scolaire. Le système associe les écoles, les enseignants et les élèves à l'EDD, par exemple en promouvant le service communautaire.

Les Écoles de la nature

Comme les écoles qui participent aux programmes Adiwiyata et réSEAU, les Écoles de la nature mènent des initiatives en faveur du développement durable.

L'EDD dans les écoles secondaires d'enseignement professionnel

Il reste beaucoup à faire pour mettre en œuvre l'EDD dans les écoles secondaires d'enseignement professionnel. L'École professionnelle de sylviculture est un des établissements où l'EDD a été introduite avec succès.

3.3 L'EDD dans l'enseignement supérieur

Cette section présente deux initiatives importantes en matière d'EDD, qui sont menées dans l'enseignement supérieur. La première est le programme « Étudiants au service de la communauté – Apprentissage de l'autonomie communautaire » (SCS-CEL), proposé par l'Université Gadjah Mada. La seconde est le Réseau pour la promotion du développement durable dans l'enseignement et la recherche universitaires des deuxième et troisième cycles (ProSPER.net), qui associe des universités de toute la région Asie-Pacifique à la promotion de l'EDD.

Le programme « Étudiants au service de la communauté – Apprentissage de l'autonomie communautaire » (SCS-CEL)

Ce programme prévoit l'enseignement d'une matière obligatoire supplémentaire aux étudiants du premier cycle de l'Université Gadjah Mada. Il se fonde sur un paradigme critique qui demande aux étudiants de concevoir et de mener des projets dans les communautés locales. Les étudiants forment des équipes multidisciplinaires et passent un certain temps dans les communautés où ils mènent leurs projets. La conception de ces projets doit s'appuyer sur les principes ou les concepts suivants : solutions gagnant-gagnant, partenariats et créations conjointes, cofinancement, activités fondées sur la recherche, multidisciplinarité, flexibilité et durabilité. La plupart des étudiants qui participent à ce programme sont en dernière année, mais ils étudient des disciplines et suivent des cursus différents. Chaque année, environ 7 000 étudiants s'inscrivent à ce programme et élaborent une centaine de projets. La moitié de ces projets se rapportent au développement durable et se fondent sur les concepts et les méthodes de l'EDD.

La Direction générale de l'enseignement supérieur du Ministère de l'éducation nationale a nommé l'Université Gadjah Mada coordonnateur national de l'application du programme SCS-CEL dans les établissements d'enseignement supérieur. Et les projets d'EDD ont abordé de nouveaux thèmes. Par exemple :

- (i) l'utilisation de l'huile de jatropha (qui ressemble à l'huile de ricin) comme source d'énergie de substitution pour l'usage domestique à Java oriental ;
- (ii) la mise au point de technologies d'approvisionnement en eau salubre et la promotion de la préservation du littoral, afin d'améliorer la santé publique dans le village de Dharmakradenan (Banyumas, Java central) ;
- (iii) la promotion d'un mode de vie plus sain dans le village d'Oelpuah (Kupang, Nusa Tenggara oriental) ;
- (iv) l'autonomisation des communautés par l'établissement de communications radio à Jagoibabang (Bornéo occidental) ;
- (v) l'élaboration de modèles d'éducation pour les enfants pauvres de Cianjur (Java occidentale) ;

- (vi) la protection des marsouins (*Orsaella bersvirostis*) du fleuve Mahakam (Kalimantan occidental).

Le Réseau pour la promotion du développement durable dans l'enseignement et la recherche universitaires des deuxième et troisième cycles

Le réseau ProSPER.net rassemble plusieurs établissements d'enseignement supérieur de premier plan de la région Asie-Pacifique qui se sont engagés à travailler ensemble à l'intégration des questions de développement durable dans l'enseignement et les programmes d'enseignement des deuxième et troisième cycles. Les établissements membres consacrent des programmes d'enseignement et de recherche importants au développement durable et aux domaines qui s'y rapportent. Le Programme EDD de l'Institut des hautes études de l'UNU a créé cette alliance entre des enseignants et des chercheurs pour faciliter la compréhension et la mise en œuvre de l'EDD et du développement durable au niveau des deuxième et troisième cycles. La construction du réseau et les activités communes de ses membres sont actuellement financées par le Ministère de l'environnement du Japon.

3.4 L'EDD dans l'éducation non formelle et informelle

Cette section présente la contribution de la société civile à la mise en œuvre de l'EDD et les activités (non formelles) menées par les centres communautaires d'apprentissage.

Les organisations de la société civile

La société civile indonésienne a largement contribué à accélérer la démocratisation du pays et à faire connaître les questions de développement durable aux individus et aux communautés. Alors que l'État et la société civile concevaient l'enseignement et l'apprentissage de façon complètement différente dans le passé, leurs conceptions semblent aujourd'hui converger. D'un côté, l'État accepte et promeut l'EDD dans la mesure où la mise en relation de la société, de l'économie et de l'environnement et le besoin de démocratie et de participation apparaissent comme les bases du développement. De l'autre, la société civile et les ONG jouent un rôle primordial dans la reconstruction des régions dévastées par le tsunami et le tremblement de terre et dans l'éducation à la prévention des catastrophes et à l'atténuation de leurs effets.

Les centres communautaires d'apprentissage

Ces centres d'éducation non formelle relèvent de la Direction générale de l'éducation non formelle et informelle. Ils organisent généralement des activités

et des projets destinés à permettre aux communautés de mieux respecter l'environnement. Les communautés prennent ainsi conscience du potentiel de leurs villages et comprennent qu'il est possible de concevoir des plans d'activité fondés sur les principes du développement durable. Certaines se sont tournées vers de nouvelles activités (production de sucre cristal, de teinture d'indigo, élevage de lapins, industrie du café, etc.) à travers la création de petites entreprises.



3.5 L'EDD et d'autres groupes de partenaires

Cette section présente des initiatives destinées à renforcer la participation des médias et des communautés autochtones à l'EDD.

L'EDD et les médias

Les médias ont participé à l'organisation de plusieurs initiatives en matière d'EDD. Par exemple, en 2005 l'Institut de presse Soetomo a collaboré avec le Bureau de l'UNESCO à Jakarta à la préparation d'ateliers de journalisme sur le thème « Couverture du développement durable ». Ces ateliers visaient à renforcer les capacités des journalistes en matière d'EDD. Les participants ont été invités à réfléchir à la façon dont les communautés locales abordent les questions de développement durable. L'analyse de budgets locaux a notamment suscité une discussion sur l'inefficacité administrative et la corruption des autorités locales. Les participants ont reconnu que les médias pouvaient contribuer à promouvoir les principes de la démocratie, la transparence et la responsabilité institutionnelles. Ils se sont aussi formés – sur le plan des contenus, du style et de l'éthique – à la rédaction d'articles sur les questions de développement durable. Ils ont analysé de nombreux articles et pris part à des exercices interactifs.

L'EDD et les communautés autochtones

L'Indonésie a de nombreux artisans et une production artisanale importante (batik, tissus traditionnels, broderies, etc.). La Commission nationale pour l'UNESCO a mis en œuvre plusieurs programmes originaux et novateurs qui portent sur l'artisanat local ou autochtone et sur les modes de subsistance autochtones. Il pourrait être intéressant d'amplifier ces programmes de façon elle aussi originale et novatrice dans le cadre des activités d'EDD, d'autant plus qu'on a déjà mis en

relation l'enseignement professionnel, le développement durable et l'utilisation des ressources par l'artisanat traditionnel.

Il faudrait que les organisations de jeunes et notamment de jeunes autochtones participent aux projets d'EDD et contribuent plus activement au développement de l'EDD au niveau national. Les communautés autochtones jouent un rôle important dans la mise en œuvre de l'EDD, mais elles se font rarement entendre. Il pourrait être utile, du point de vue de l'EDD, de mettre les organisations de jeunes en relation avec les communautés autochtones.

3.6 Approches thématiques de l'EDD

Les organisations gouvernementales et non gouvernementales de l'Indonésie ainsi que les membres indonésiens des réseaux régionaux et internationaux concernés continuent d'assurer l'éducation à la paix, aux valeurs et à la compréhension internationale. Bien que ces différents types d'éducation « adjectivale » soient nécessaires et reçoivent le soutien de diverses organisations internationales, ils ont pour effet de fragmenter et de compartimenter les initiatives pédagogiques. En Asie, les types d'éducation « adjectivale » définis par des termes génériques comme « EDD » représentent à la fois un véritable défi et un obstacle à la construction de systèmes d'éducation plus cohérents et plus homogènes. Mais l'Indonésie, qui s'est engagée très clairement en faveur de l'EDD, s'efforce aujourd'hui de relier entre elles toutes les initiatives et toutes les activités dans le cadre de l'EDD. Ainsi, elle mène les activités d'EPT (Éducation pour tous) et d'EDD dans les mêmes perspectives et en vue des mêmes objectifs.

3.7 L'EDD dans les processus d'enseignement et d'apprentissage

Les auteurs de cette étude de cas ont présenté le modèle d'enseignement et d'apprentissage exemplaire utilisé dans le cadre du programme SCS-CEL, programme coordonné par l'Université Gadjah Mada et proposé dans divers établissements d'enseignement supérieur. Pour plus de détails, voir la section 3.3 (L'EDD dans l'enseignement supérieur).

Bien que les processus d'enseignement et d'apprentissage en matière d'EDD bénéficient d'un soutien considérable en Indonésie, il reste beaucoup de défis à relever et d'obstacles à surmonter. Par exemple :



- l'EDD n'est toujours pas prioritaire, parce qu'il y a des questions plus urgentes : ainsi, les écoles – en particulier dans les villages reculés – rencontrent de nombreux problèmes liés aux conditions locales (pauvreté, maladie, malnutrition, etc.) ;
- la nécessité de satisfaire en priorité à toutes les exigences et à toutes les normes fondamentales de l'enseignement scolaire laisse aux écoles peu de temps à consacrer à l'EDD. Il faudrait donc intégrer l'EDD dans tous les aspects de l'enseignement et de l'apprentissage, et non pas la considérer comme une activité hors programme ;
- l'EDD n'est pas considérée comme une activité prioritaire. La direction de la plupart des écoles se préoccupe avant tout de répondre aux demandes du Ministère de l'éducation, des parents et des entreprises ;
- le manque de cohérence entre les projets pédagogiques compétitifs, les programmes et les dossiers thématiques est tel qu'il faudrait élaborer des stratégies capables d'assurer la qualité, la cohérence et la synergie des interventions et des initiatives pédagogiques. L'EDD apparaît comme un cadre général où cette synergie pourrait s'opérer ;
- il existe un déséquilibre et un manque de cohérence entre les programmes de l'éducation formelle et ceux de l'éducation non formelle, entre les enseignements primaire, secondaire, supérieur et professionnel ;
- le renforcement des capacités qui permet d'améliorer les processus d'enseignement et d'apprentissage est insuffisant. Il est nécessaire de renforcer en particulier les capacités des formateurs d'enseignants, des éducateurs et des spécialistes de l'élaboration des programmes d'enseignement.

3.8 Coopération et partenariats en faveur de l'EDD

Cette section présente les mécanismes de coopération, les réseaux et les partenariats mis en place au niveau international. Par exemple :

- la coopération et les liens avec l'ONU et l'UNESCO aux niveaux régional et international ;
- le Réseau pour la promotion du développement durable dans l'enseignement et la recherche universitaires des deuxième et troisième cycles. Pour plus de détails, voir la section 3.3 (L'EDD dans l'enseignement supérieur) ;

- les centres régionaux d'expertise²⁰ ;
- la participation à des réunions internationales comme la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'EDD (Bonn, Allemagne, 31 mars - 2 avril 2009), les Programmes internationaux de formation avancée à l'EDD dans l'enseignement supérieur (Stockholm, Suède, 27 avril - 15 mai 2009 ; et Thani, Thaïlande, 3-14 août 2009) et la Conférence internationale sur le partenariat université-communauté (Penang, Malaisie, novembre 2009).



20 L'Université des Nations Unies a créé les centres régionaux d'expertise en 2005 afin qu'ils contribuent à la réalisation des objectifs mondiaux de la DEDD en les adaptant au contexte des communautés locales au sein desquelles ils travailleraient.

Mise en œuvre de l'EDD : atouts, opportunités, points faibles et risques

Cette section résume quelques-uns des atouts, des opportunités, des points faibles et des risques propres à la mise en œuvre de l'EDD au niveau national.

Les atouts

- ▶ L'inauguration de la DEDD par le Président de l'Indonésie a montré qu'il y avait un engagement en faveur de la DEDD au plus haut niveau de l'État. Les Ministères de l'éducation et de l'environnement ont signé un accord visant à promouvoir l'EDD.
- ▶ La nomination d'un universitaire de haut niveau comme coordonnateur national chargé de la mise en œuvre de l'EDD a facilité l'intégration de l'EDD dans tous les secteurs.
- ▶ Le coordonnateur national a fait des efforts considérables pour réunir différents ministères et les amener à renforcer la coopération transsectorielle en matière d'EDD.
- ▶ La Commission nationale pour l'UNESCO, qui a créé la fonction de coordonnateur national, joue un rôle politique et stratégique très actif.
- ▶ La mise en œuvre de l'EDD dans le système d'éducation suscite beaucoup d'enthousiasme chez les spécialistes de l'élaboration des programmes d'enseignement et chez les fonctionnaires du Ministère de l'éducation.
- ▶ Le coordonnateur national s'est constamment efforcé d'accroître la visibilité de l'EDD, par exemple en participant à des débats à la télévision et en organisant des ateliers.
- ▶ Les médias prennent une part active à l'EDD. Le Bureau de l'UNESCO à Jakarta a entrepris de renforcer les capacités des journalistes en matière de développement durable et les aide à traiter les questions d'EDD.

Les opportunités

- ▶ Une coopération plus étroite entre le coordonnateur national, la Commission nationale pour l'UNESCO et le Ministère de l'éducation leur permettrait de coordonner plus efficacement la planification, la mise en œuvre et le suivi de l'EDD.
- ▶ On pourrait amorcer un changement de politique pour soutenir les progrès de l'EDD au niveau des établissements. Malgré le soutien apporté à la politique de l'EDD en Indonésie, l'allocation des crédits et l'exécution des programmes

et des projets se font à un rythme relativement lent. D'autre part, l'EDD n'a pas encore été intégrée dans l'organisation et le fonctionnement de tous les secteurs du gouvernement.

- ▶ Il serait aussi largement possible de renforcer l'EDD au niveau communautaire grâce aux éducateurs communautaires, aux enseignants, aux spécialistes de l'élaboration des programmes d'enseignement et aux organismes qui sensibilisent le public, comme les associations de citoyens, les ONG et les médias. Mais pour intégrer l'EDD dans tous les programmes et tous les secteurs de l'éducation, il faudrait améliorer la formation et renforcer les capacités des professionnels de l'enseignement. Nous devons rendre possible la création d'une communauté de praticiens de l'EDD qui contribuera ensuite au développement des matériels pédagogiques et des services d'EDD aux niveaux national et régional. Ces ressources sont actuellement insuffisantes en Indonésie : il importe donc d'encourager et de préparer les éducateurs à relever ce défi.

Les points faibles

- ▶ L'absence d'une politique nationale qui permettrait d'élaborer des stratégies de mise en œuvre de l'EDD, et le manque de coopération entre les Ministères de l'éducation et de l'environnement.
- ▶ Le manque de thèmes et d'activités transversales au sein de l'UNESCO.
- ▶ Le manque de coopération entre les ministères. L'EDD est généralement considérée comme une activité qui incombe uniquement au Ministère de l'éducation.
- ▶ La confusion qui entoure la signification de l'EDD et les façons de la concevoir. L'EDD est un processus général dont le contenu et les objectifs doivent être expliqués. Il faut renforcer les capacités pour remettre en question la façon de concevoir les questions de développement durable et d'EDD.

Les risques

- ▶ L'absence de mécanismes satisfaisants de suivi et d'évaluation de l'EDD au niveau interministériel.
- ▶ L'insuffisance des crédits affectés à la mise en œuvre de l'EDD.

4 Les enseignements

Cette section présente les enseignements qu'on peut tirer de la mise en œuvre de l'EDD en Indonésie.

Sensibilisation à l'EDD, signification et champ de l'EDD

1. Préciser la signification et le champ de l'EDD au niveau national.
2. Élaborer des programmes de sensibilisation du public.
3. Créer une communauté des praticiens de l'EDD, qui pourra relancer le mouvement de l'EDD.

Réorientation des programmes d'enseignement, de l'enseignement et de l'apprentissage

4. Harmoniser les activités prévues par les programmes d'enseignement.
5. Élaborer un projet de réorientation des programmes d'enseignement à tous les niveaux de l'éducation formelle et non formelle (y compris dans les centres communautaires d'apprentissage).
6. Faciliter et élargir l'accès aux matériels et aux services d'EDD concernant la réorientation des programmes d'enseignement.

Renforcement des capacités

7. Élaborer et appliquer un plan stratégique pour améliorer les programmes de renforcement des capacités, surtout dans les établissements de formation des enseignants et dans les organismes chargés d'élaborer les programmes d'enseignement.
8. Renforcer les capacités en matière d'EDD à tous les niveaux de l'éducation ; renforcer aussi celles des administrateurs du système d'éducation et des hauts fonctionnaires.

Services et matériels d'EDD

9. Élaborer des matériels d'EDD adaptés aux contextes locaux de l'Indonésie.
10. Faciliter et élargir l'accès à des matériels et à des services d'EDD adaptés au contexte régional et international.

Synergie entre l'EDD et les autres types d'éducation « adjectivale »

11. Préciser la différence qui existe entre l'éducation à l'environnement et l'EDD, et créer des synergies entre elles.
12. Établir des liens entre les différents types d'éducation « adjectivale », par exemple entre l'éducation aux valeurs et l'EDD. Promouvoir la coopération entre groupes pour établir ces liens.

13. Préciser les objectifs de l'EDD. Expliquer aux parties prenantes que l'EDD ne vise pas à supprimer les autres types d'éducation « adjectivale », mais à les relier entre eux.

Création de réseaux nationaux

14. Nommer des coordonnateurs aux niveaux provincial et sous-régional pour que l'EDD soit mise en œuvre dans tout le pays, y compris dans les zones reculées. Ces coordonnateurs et le coordonnateur national pourraient assurer la création de réseaux transsectoriels efficaces.
15. Associer les communautés autochtones à la mise en œuvre de l'EDD aux niveaux national et régional.

Coordination et recherche

16. Créer un conseil national de coordination de l'EDD composé de représentants des ministères (en nommant de préférence des fonctionnaires de haut niveau). Ce conseil pourrait assurer la création de partenariats et de synergies et la coordination des activités liées à la mise en œuvre et à la promotion de l'EDD. Il pourrait aussi mener des recherches pour renforcer la coopération et en mesurer les résultats par des procédures de suivi et d'évaluation.

Financement

17. Affecter les crédits prévus aux activités d'EDD et prévoir de nouveaux crédits pour les activités futures, ce qui facilitera la contribution des organismes bilatéraux et multilatéraux au financement de l'EDD et l'évaluation des progrès de l'EDD.

Coopération internationale

18. Établir un plan de coopération internationale pour créer les synergies nécessaires entre les programmes nationaux de mise en œuvre de la DEDD.
19. Préciser le rôle de l'UNESCO dans la mise en œuvre de l'EDD en Indonésie.

Suivi et évaluation

20. Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation et définir des indicateurs pour évaluer les apports de l'EDD au développement durable et pour déterminer les enseignements à tirer de l'action menée.

5. Conclusions

Depuis le Sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio en 1992, les pays et les États du monde, y compris l'Indonésie, ont toujours montré leur attachement au développement durable et à la réalisation de ses objectifs par l'éducation et la formation. En 2002, à Johannesburg, les mêmes pays ont reconnu qu'ils n'avaient pas beaucoup progressé en 10 ans, et proposé par conséquent la proclamation de la DEDD (2005-2014) pour faire avancer le projet de développement durable par l'éducation. Il reste cependant de nombreux défis à relever pour atteindre les objectifs ambitieux de la DEDD. L'Indonésie pense que l'EDD fournit une excellente occasion de résoudre ces problèmes et de dessiner l'avenir d'une société prête à passer au développement durable.



KENYA

Dorcas Otieno

Au Kenya, la stratégie nationale de mise en œuvre de l'EDD est conçue comme une occasion d'utiliser l'éducation pour améliorer la qualité de vie dans tous les secteurs de la société. Cette stratégie guide l'intégration de l'EDD dans les formations existantes tout en encourageant la sensibilisation et l'élaboration d'une vision commune, la création de partenariats et la coordination, ainsi que les processus de renforcement des capacités. L'État, les organisations de la société civile et les communautés autochtones mènent un large éventail d'activités d'EDD sur le terrain. Ces activités sensibilisent les populations et les communautés, leur font acquérir des capacités et des compétences et leur donnent les moyens de construire un avenir plus viable. Il reste toutefois de gros efforts à faire pour créer des synergies entre ces initiatives et s'assurer un concours plus actif du secteur commercial.

1. Introduction

Au Kenya, les questions de développement durable sont à la fois complexes et étroitement liées entre elles. Les principales difficultés ont trait à des problèmes sociaux tels que la mauvaise gouvernance, la corruption, les réticences face à la diversité culturelle, les frictions interethniques, l'inégalité entre les genres, la propagation du virus de l'immunodéficience humaine responsable du syndrome d'immunodéficience acquise (VIH et SIDA) et ses effets, l'incidence du paludisme, de la tuberculose et d'autres maladies transmissibles et non transmissibles, les violations des droits de l'homme, la violence et l'insécurité croissante, l'abus des drogues et autres substances toxiques, ainsi que l'érosion des valeurs culturelles et des principes moraux. Dans le même temps, les Kényens sont confrontés à des difficultés économiques qui aggravent encore cette insécurité sociale. Par ailleurs, les niveaux élevés de pauvreté et les problèmes qui en découlent empêchent une évolution optimale de l'économie²¹. S'ajoutent à cela le manque d'investissements dans les infrastructures, qui a provoqué une hausse des taux de chômage, les migrations des campagnes vers les villes, l'irresponsabilité des entreprises, l'absence de transparence et la corruption. Des systèmes de production inefficaces et coûteux ont conduit à une utilisation non durable des ressources naturelles, provoquant leur dégradation. En outre, la mauvaise application de la réglementation en matière de production et de commercialisation fait obstacle à une croissance économique optimale.

Les défis environnementaux, à savoir les sécheresses, les catastrophes naturelles, les graves pénuries d'eau, le changement et la variabilité climatiques, la perte de la biodiversité et les mauvais systèmes de gestion des déchets compliquent encore la situation, avec pour conséquence la dégradation des terres et l'amenuisement du couvert forestier. De plus, les zones arides et semi-arides occupent environ 88 % de la superficie totale du pays tandis que la désertification s'accélère du fait de la fragilité des écosystèmes (NEMA, 2004).

Il est reconnu que le système éducatif kényen devait jouer un rôle essentiel face à ces défis. En effet, les principes et la philosophie sur lesquels il repose englobent le développement durable et peuvent offrir une assise solide pour un changement vers un avenir plus viable.

21 Voir : <http://www.unicef.org/voy/media/BACKGROUND%281%29.pdf>

2. Fondement stratégique des initiatives d'EDD

La stratégie nationale de mise en œuvre de l'EDD du Kenya définit une vision adaptée à la situation du pays et décrit des moyens d'amorcer le changement en vue du développement durable.

Elle propose des ensembles de mesures orientées vers l'action pour guider les acteurs sur la voie du développement durable. L'EDD est décrite comme une « éducation qui renforce le développement durable au Kenya » et dont la mission est de « créer un environnement favorable et doter l'ensemble des secteurs et des acteurs de la capacité de contribuer efficacement à la réalisation du développement durable » (NEMA, 2008, p. 13).

Les objectifs stratégiques de l'EDD au Kenya sont les suivants :

- (i) accroître le rôle de l'éducation et de l'apprentissage en faveur d'une utilisation équitable, efficace et durable des ressources du pays ;
- (ii) promouvoir une éducation de qualité à travers différentes méthodes d'apprentissage et de sensibilisation du public afin d'améliorer la qualité de vie et de garantir des moyens d'existence productifs ; et
- (iii) encourager des méthodes d'enseignement et d'apprentissage qui inculquent des valeurs, des comportements et des modes de vie allant dans le sens de la bonne gouvernance et de la durabilité.

L'EDD est décrite comme une « éducation qui renforce le développement durable au Kenya » et dont la mission est de « créer un environnement favorable et doter l'ensemble des secteurs et des acteurs de la capacité de contribuer efficacement à la réalisation du développement durable »

Un comité national de pilotage, dont les membres sont choisis parmi des représentants du secteur public, de la société civile et du secteur privé, doit diriger le processus de mise en œuvre de l'EDD. Des comités sectoriels d'EDD doivent être chargés d'aspects particuliers du développement durable présentant une importance essentielle, tandis que des conseillers régionaux et provinciaux en matière d'EDD et des coordonnateurs de district superviseront les activités d'EDD à l'échelon local.

La mise en œuvre et la coordination de l'EDD comprend sept grands volets : (i) élaboration d'une vision commune et mobilisation ; (ii) consultation et maîtrise ; (iii) partenariats et réseaux ; (iv) renforcement des capacités et formation ; (v) recherche et innovation ; (vi) utilisation des technologies de l'information et de

la communication (TIC) ; et (vii) suivi et évaluation. Plusieurs centres régionaux d'expertise (CRE)²² ont également été créés pour renforcer ce processus.

3. Étude nationale des activités menées dans le domaine de l'EDD

Un certain nombre d'initiatives et de bonnes pratiques en matière d'EDD ont été sélectionnées pour les besoins de la présente étude. Les informations ont été réunies à partir d'un questionnaire distribué aux acteurs de l'EDD, de données relatives aux activités d'EDD consultées sur l'Internet et dans d'autres sources documentaires, de visites dans des écoles et auprès d'organisations de la société civile et d'organisations professionnelles. Une série d'entretiens et un atelier consultatif ont permis de compléter et valider les informations ainsi recueillies.

Cette section présente une vue d'ensemble de ces différentes initiatives et pratiques et relève les mesures prises au niveau national pour faciliter et mettre en œuvre l'EDD au Kenya, en ce qui concerne notamment l'élaboration de matériels pédagogiques d'EDD, le renforcement des capacités et la promotion de la recherche, de la collaboration et des partenariats pour l'EDD, et l'établissement de mécanismes de suivi et d'évaluation.

3.1 Initiatives publiques

Cette sous-section décrit les politiques et les initiatives lancées par l'État pour faciliter la mise en œuvre de la stratégie d'EDD à l'échelon national.

« Programme de soutien au secteur de l'éducation au Kenya » (2005–2010)

Le document de séance n° 1 du Ministère de l'éducation de 2005 (MOEST, 2005a) définit la stratégie globale du gouvernement pour réaliser l'Éducation pour tous (EPT),



²² Les centres régionaux d'expertise ont été créés par l'Université des Nations Unies en 2005 pour aider à la réalisation des objectifs de la DEDD en transposant ses objectifs mondiaux dans le contexte des communautés locales au sein desquelles ils opèrent.

de façon à garantir à chaque Kényen le droit à l'éducation et à la formation quel que soit son statut socioéconomique. Ce document de séance est à l'origine du « Programme de soutien au secteur de l'éducation au Kenya » (KESSP, 2005–2010), correspondant à un plan quinquennal où priorité est donnée aux programmes d'investissement. L'accent est mis sur des programmes visant à améliorer l'accès, les taux de rétention, la qualité et l'équité pour les plus défavorisés (MOEST, 2005b). Le KESSP a contribué à un certain nombre de réalisations en matière de développement durable dans le pays. Il a : (i) fourni un cadre de formulation des politiques d'éducation et de calcul des coûts selon une approche sectorielle, (ii) conduit le Kenya à accélérer la réalisation de l'EPT et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), (iii) renforcé le rôle des organisations de la société civile dans l'adoption et l'application des objectifs de l'EPT, et (iv) encouragé la création de coalitions et de réseaux nationaux (entre autres Pamoja Kenya, Elimutu Yetu et le Réseau africain pour la campagne en faveur de l'éducation pour tous – ANCEFA). Sa vision s'intègre dans le plan du gouvernement exposé dans la Stratégie de redressement économique (ERS) de 2003. Le cadre stratégique de l'ERS justifie la mise en œuvre de grandes réformes dans le système éducatif actuel en vue d'assurer à tous les Kényens l'accès à une éducation et à une formation de qualité tout au long de la vie.

Le KESSP offre différentes possibilités de mettre en œuvre l'EDD dans l'éducation formelle (MOEST, 2005b) :

Dans les programmes d'éducation et de développement de la petite enfance, on a opté pour une intégration thématique de l'EDD. Parmi les thèmes abordés figurent l'eau, la santé, l'hygiène et l'environnement.

Les programmes de l'enseignement primaire et secondaire et de la formation des enseignants du primaire ont été révisés pour y intégrer des questions relatives au développement durable sur la base du Programme de soutien au secteur de l'éducation au Kenya²³ (2005-2010) du Ministère de l'éducation.

D'autres politiques d'EDD ont été élaborées au Kenya, notamment les suivantes :

- en 2009, le Ministère de la santé publique et de l'assainissement et le Ministère de l'éducation ont élaboré une politique nationale de santé scolaire visant à mieux coordonner les ressources disponibles pour améliorer la santé des enfants²⁴. Des directives ont été établies afin de rendre cette politique opérationnelle et de mieux intégrer les activités d'éducation sanitaire ponctuelles menées par les ONG dans les écoles ;

23 <http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Kenya/Kenya%20KESSP%20FINAL%202005.pdf>

24 <http://www.publichealth.go.ke/>

- le nouveau schéma directeur Vision 2030²⁵ adopté par le Kenya tente de répondre aux enjeux de l'EDD. Le plan à moyen terme (2008-2012) pour la mise en œuvre de Vision 2030 est un document important qui implique que tous les programmes d'enseignement des établissements de formation soient réorientés pour tenir compte des questions de développement durable ;
- le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles et le Ministère des forêts et de la faune ont élaboré en 2009 la Stratégie nationale pour faire face au changement climatique (NCCRS) et un programme-cadre d'investissements pour le Kenya. Les deux cadres soulignent l'importance de l'éducation relative au changement climatique²⁶ ;
- la National Environment Management Authority (NEMA), en collaboration avec le comité national de pilotage de l'EDD, guide la formulation de la politique d'EDD des établissements d'enseignement supérieur à travers l'Initiative d'éducation et de sensibilisation à l'environnement (EEAI) ;

La mise en œuvre de la stratégie nationale d'EDD a donné lieu à un certain nombre d'initiatives et d'actions du gouvernement, parmi lesquelles :

- un programme de sensibilisation sur la manière d'intégrer l'EDD mené dans plus de 20 départements ministériels au sein du gouvernement ;
- l'élaboration de directives pour la mise en œuvre de l'EDD au niveau des provinces et des districts (NEMA, 2008) ;
- l'élaboration par le Ministère de l'éducation d'un programme d'enseignement axé sur les compétences de la vie courante. Des enseignants et des responsables de l'éducation ont reçu une formation et ont participé à un projet pilote visant à promouvoir ce programme dans tout le pays.

3.2 L'EDD dans l'enseignement scolaire

Le « Programme Éco-École » et les activités menées par la Kenya Organization of Environmental Education (KOE) sont des initiatives importantes au niveau de l'enseignement primaire et secondaire.

Le Programme Éco-École

Le programme²⁷ porte sur les domaines de l'EDD suivants :

25 <http://www.nesc.go.ke/News&Events/KenyaVision2030Intro.htm>

26 <http://www.environment.go.ke/>

27 <http://www.koe.org/koe/Programmes/NaturalResourceManagement/ECOSCHOOLS BRIEF/tabid/158/Default.aspx>

(i) la réorientation des systèmes éducatifs existants à tous les niveaux pour les axer sur le développement durable : le programme apporte une formation utile et pertinente à travers des principes, des compétences, des points de vue et des valeurs relatives à la durabilité. Il a également pour effet de renforcer la collaboration et la coopération en utilisant les écoles comme point d'ancrage dans les communautés. Il est conçu pour associer ces dernières au travail éducatif, autonomiser les jeunes, les femmes et les pauvres, l'accent étant mis sur la protection de la biodiversité et les moyens de subsistance durables ;



(ii) l'information et la sensibilisation du public en ce qui concerne la durabilité : l'expérience acquise dans le cadre du programme montre que les écoles sont particulièrement bien placées pour sensibiliser les communautés avoisinantes aux questions de développement durable ;

(iii) la formation à l'EDD : le programme propose, entre autres activités, des formations par le biais de microprojets. Les écoles ont conscience que le renforcement de leurs capacités et de celles des membres de la communauté est d'une importance capitale pour obtenir des résultats durables ;

(iv) l'engagement des partenaires : les microprojets menés au niveau de l'école font intervenir de nombreux partenaires, parmi lesquels l'État, la société civile et le secteur privé ;

(v) l'élaboration de stratégies d'EDD par les écoles : les établissements scolaires définissent leur propre stratégie pour intégrer le développement durable dans leurs activités, qui comprend entre autres

Le réseau MESA œuvre pour la prise en compte systématique des préoccupations relatives à l'environnement et à la durabilité dans l'enseignement, la recherche, l'engagement communautaire et la gestion des universités africaines. À l'issue de ce programme, six universités du Kenya ont sensibilisé leur personnel et leurs étudiants, mais aussi un public plus large, en défendant une nouvelle vision de l'environnement, du développement et de la société

volets les campagnes de sensibilisation et l'élaboration d'une vision commune, le renforcement des capacités et la formation des enseignants,

l'utilisation des TIC, le suivi et l'évaluation des microprojets et des autres activités d'apprentissage, la consultation des bénéficiaires et la prise en main par ces derniers des initiatives environnementales, la création de partenariats entre les écoles et les communautés, l'innovation à travers des projets scolaires et communautaires, et la participation des communautés.

■ La Kenya Organization of Environmental Education

La KOEE intègre l'EDD dans les programmes d'enseignement du primaire et du secondaire dans le cadre du Programme Éco-École et de programmes de formation des enseignants à l'EDD sous la forme d'un apprentissage fondé sur une relation active avec l'environnement.

3.3 L'EDD dans l'enseignement supérieur

Cette sous-section présente les différentes initiatives d'EDD mises en œuvre dans les universités kényennes et entre elles.

Dans l'enseignement supérieur, l'éducation environnementale²⁸ est proposée dans les premier, deuxième et troisième cycles, en tant que cours complet dans certaines universités et comme unité d'enseignement dans d'autres. L'Université d'agriculture et de technologie Jomo Kenyatta (JKUAT) a élaboré une politique d'EDD pour orienter ses programmes et ses activités, avec l'aide du « Soutien au Programme pour l'environnement » (EPS)²⁹ de la NEMA et le financement de l'Agence danoise pour le développement international (DANIDA) et de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI).

Le Réseau pour la prise en compte systématique de l'environnement et de la durabilité dans les universités africaines (MESA) et le Projet d'éducation pour le développement durable en Afrique (ESDA) sont deux initiatives majeures concernant l'enseignement supérieur au Kenya.

28 Bien que l'éducation environnementale et l'EDD visent toutes deux à remettre en question les concepts et les pratiques non viables, elles diffèrent assez sensiblement sur le plan des principes et des méthodes. Si l'éducation environnementale a contribué à renforcer les possibilités d'apprentissage expérimental relatif à la nature, la sensibilisation à l'environnement et l'attention portée aux changements de valeurs et de comportements des individus, l'EDD repose sur l'intégration de la pensée et de l'action au sein des systèmes écologiques, sociaux et économiques.

29 http://www.nema.go.ke/index.php?option=com_content&task=view&id=56&Itemid=64

Intégrer l'environnement et la durabilité dans les universités africaines (MESA programme)

Mis en place par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le réseau MESA³⁰ œuvre pour la prise en compte systématique des préoccupations relatives à l'environnement et à la durabilité dans l'enseignement, la recherche, l'engagement communautaire et la gestion des universités africaines. À l'issue de ce programme, six universités du Kenya ont sensibilisé leur personnel et leurs étudiants, mais aussi un public plus large, en défendant une nouvelle vision de l'environnement, du développement et de la société.

L'apprentissage en ligne est un élément central des activités du programme MESA. C'est ainsi qu'ont été noués des partenariats avec le Service d'accès en ligne pour la recherche sur l'environnement (OARE)³¹ du PNUE et l'Université virtuelle mondiale, qui offre une formation à la conception et à l'élaboration de cours en ligne aux membres du réseau.

MESA a également contribué à améliorer la qualité et l'élaboration des matériels d'enseignement et d'apprentissage. Un certain nombre de participants au programme utilisent le MESA ESD Innovations Tool-Kit (Trousse d'outils pour l'innovation dans le domaine de l'EDD du programme MESA) pour concevoir de nouveaux matériels. Ils ont également utilisé pour leurs cours des matériels PNUE-MESA tels que le rapport *L'avenir de l'environnement en Afrique*.

Projet d'éducation pour le développement durable en Afrique

L'ESDA³² est un projet de l'Institut pour la durabilité et la paix de l'Université des Nations Unies (UNU-ISP) et de l'Université Kenyatta, qui a pour objectif d'élaborer et de tester des programmes d'enseignement de troisième cycle destinés à des professionnels susceptibles de s'engager en faveur du développement durable en Afrique. Les professionnels de l'enseignement universitaire supérieur recevront une formation afin d'acquérir les connaissances, les compétences et l'expérience pertinentes en matière de développement durable. Cette formation facilitera les initiatives dans l'EDD au Kenya.

3.4 L'EDD dans l'éducation non formelle et informelle

Cette sous-section passe en revue les différentes initiatives d'éducation non formelle et informelle mises en œuvre par diverses organisations au Kenya.

30 <http://www.unep.org/Training/mesa/toolkit.asp>

31 <http://www.oaresciences.org/fr/>.

32 <http://update.unuhq.info/2009/03/08/education-for-sustainable-development-in-africa>

En règle générale, l'EDD est peu intégrée dans les services d'éducation non formelle et informelle du Kenya. Actuellement, elle a un caractère sectoriel et dépend de l'organisation du ministère compétent et du domaine concerné. Voici quelques-unes des principales initiatives en cours :

Les centres régionaux d'expertise

Les centres régionaux d'expertise (RCE)³³ ont pour objectif de faciliter la mise en œuvre de l'EDD à travers :

- (i) la construction et la promotion d'une vision commune : de nombreuses campagnes de mobilisation et de sensibilisation du public ont été menées depuis la création en 2007 du Centre régional d'expertise pour le Grand Nairobi (RCEGN). Les médias ont joué un rôle important dans la sensibilisation à l'EDD au moyen de l'outil Media as Partners in Education for Sustainable Development: A training and Resource Kit (Les médias en tant que partenaires de l'éducation pour le développement durable : outil de formation et de documentation)³⁴, élaboré par l'UNESCO et mis à l'essai en 2007 ;
- (ii) consultation et maîtrise : le RCEGN a consacré plusieurs réunions et ateliers de consultation au programme d'EDD, qui ont débouché sur l'élaboration d'une stratégie nationale et de politiques sectorielles dans ce domaine ;
- (iii) les partenariats et les réseaux ont facilité le partage et l'échange des meilleures pratiques d'EDD ainsi que la diffusion des connaissances et des innovations en matière d'EDD auprès de publics plus larges, grâce à des forums. Deux nouveaux centres régionaux d'expertise ont été créés au Kenya, permettant à de nouveaux membres de rejoindre le réseau ;
- (iv) des mécanismes de renforcement des capacités et de formation ont permis d'organiser à l'intention des acteurs de l'EDD des programmes de formation pertinents et adaptés aux différents besoins et contextes ;
- (v) recherche et innovation : le sous-comité du RCEGN pour la recherche, l'innovation et la documentation a procédé à un état des lieux et produit un documentaire mettant en relief les questions et les propositions d'intervention pertinentes en matière d'EDD ;

33 Les centres régionaux d'expertise ont été créés par l'Université des Nations Unies en 2005 pour réaliser les objectifs de la DEDD en en transposant les objectifs mondiaux dans le contexte des communautés locales au sein desquelles ils fonctionnent.

34 L'outil de formation Media as Partners in Education for Sustainable Development: A training and Resource Kit est disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001587/158787e.pdf>

- (vi) utilisation des TIC : une stratégie d'apprentissage en ligne pour le secteur de l'environnement a été élaborée par des acteurs gouvernementaux, des organisations de la société civile, le secteur privé et des organismes de médias. Cette stratégie vise à favoriser la collaboration pour le partage de l'information, la diffusion des connaissances et la promotion de l'EDD ;
- (vii) mise au point de « Cartographie des résultats », un outil de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de l'EDD au Kenya qui énonce des principes directeurs aidant à déterminer et évaluer les contributions des initiatives de développement (projet, programme ou organisation) à la réalisation des objectifs de l'EDD.

Programme de réhabilitation et de restauration du fleuve Nairobi

L'éducation communautaire se trouve au cœur du « Programme de réhabilitation et de restauration du fleuve Nairobi ». Le projet est dirigé par le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, le PNUE, la NEMA, des organisations de la société civile et le RCEGN, et reçoit le soutien de plusieurs parties prenantes et partenaires de développement. La participation de la communauté, la formation, l'adoption de tronçons du fleuve et des approches multisectorielles et multidisciplinaires sont autant de moyens de promouvoir les principes de durabilité parmi les communautés vivant à l'intérieur et autour du bassin du fleuve Nairobi.

Projet communautaire d'assainissement de l'eau et d'hygiène

Ce projet, mené par le « Umande Trust », propose une formation communautaire sur les économies d'eau, les bonnes pratiques d'assainissement et l'hygiène dans les foyers. Dans le cadre du projet, la communauté a pris elle-même en main des biocentres construits par le « Umande Trust », tandis que d'autres partenaires fournissaient des équipements sanitaires aux habitants du bidonville de Kibera, encourageant ainsi les bonnes pratiques d'hygiène.

African Fund for Endangered Wildlife

Cette organisation soutient les programmes d'éducation environnementale relatifs à la protection de la faune avec une attention particulière pour les espèces en voie de disparition. Le Fonds (Fonds africain pour la faune menacée – AFEW) a créé un centre de ressources et élaboré un programme de formation des formateurs.

Programme d'éducation environnementale du bassin versant du lac Victoria

Ce programme, mené par le Fonds mondial pour la nature (WWF), a pour objectif d'autonomiser les communautés du bassin versant, les écoles et les partenaires régionaux en matière d'utilisation et de gestion durables des ressources naturelles. Le projet renforce les connaissances et les compétences au sein des communautés vivant dans le bassin versant du lac Victoria, par la formation des enseignants et la mobilisation des écoliers locaux, afin qu'elles puissent prendre des décisions éclairées concernant les méthodes de gestion de leur environnement. Le programme a amélioré la capacité des enseignants et des formateurs d'enseignants à dispenser une éducation environnementale dans le cadre de leur travail pédagogique quotidien, à travers notamment : l'élaboration de divers matériels d'éducation environnementale, des actions pour une sensibilisation et une compréhension accrues en matière de protection des écosystèmes d'eau douce, le renforcement des capacités sur le thème de la protection au bénéfice des communautés riveraines, et la création d'un mécanisme de partenariats dans le domaine de l'éducation environnementale.

Wildlife Clubs of Kenya

Wildlife Clubs of Kenya (WCK) a pour objectif de faciliter le partage des connaissances et de susciter l'intérêt pour l'EDD, en ce qui concerne notamment la faune, la protection et la biodiversité, au moyen d'un programme de formation des enseignants et d'un concours annuel entre élèves sur les meilleures pratiques d'EDD.

Jacaranda Designs

« Chanuka Express » est un programme proactif itinérant s'adressant aux jeunes sur les thèmes de la sécurité, de la paix, de la santé, de l'hygiène et de l'assainissement, de l'environnement, de la jeunesse et du développement communautaire, mis en œuvre par Jacaranda Designs en collaboration avec l'UNESCO.

3.5 L'EDD et d'autres groupes de partenaires

Cette sous-section présente quelques-unes des initiatives menées par le secteur commercial et les communautés autochtones. Elle signale également un certain nombre d'activités conçues pour sensibiliser le public et encourager sa participation.

L'EDD et le secteur commercial

La société Bamburi Portland Cement a fait du parc Haller à Mombasa un exemple de pratique optimale en matière de réhabilitation des terres en déshérence, de

protection de l'environnement et d'écotourisme. Le parc Haller est à la fois un centre d'apprentissage et un site d'écotourisme. Les établissements, de l'enseignement primaire au supérieur, utilisent le site en tant que ressource d'EDD.

La Chambre nationale de commerce et d'industrie du Kenya (KNCCI) est membre du comité national de pilotage de l'EDD et du RCEGN. La KNCCI propose des formations en entrepreneuriat aux groupes à faibles revenus ou marginalisés par la pauvreté des zones rurales du Kenya.

L'EDD et les communautés autochtones

(i) Gestion communautaire des ressources naturelles

Les bergers kényens ont adopté des mécanismes consistant à utiliser les pâturages selon un système de rotation qui protège également les points d'eau. Cette méthode garantit la survie de leur bétail en période de sécheresse.

(ii) Communautés de pêcheurs

Au Kenya, les communautés de pêcheurs utilisent des systèmes de gestion traditionnels qui leur permettent de contrôler les stocks de poisson et d'en garantir ainsi la durabilité. Le projet emploie des méthodes d'éducation communautaire. Par exemple, les pêcheurs se servent d'un certain type de filet qui laisse échapper les poissons de petite taille pour leur laisser le temps d'arriver à maturité et de se reproduire. Les communautés ont toutefois très peu d'influence sur la mise en œuvre de telles idées à plus large échelle.

(iii) Protection équitable

Les projets de protection équitable sont menés dans les régions du Kenya riches en ressources naturelles, telles que les forêts, les prairies et les écosystèmes des zones humides. Les zones gérées en collaboration et les zones de protection communautaires sont les deux grandes formes de protection participative que les Ministères de l'environnement et des ressources naturelles, des forêts et de la faune, des terres et du développement régional soutiennent en tant que pratiques de bonne gouvernance des ressources naturelles. Les techniques de mobilisation des communautés utilisées dans ces projets reposent sur divers processus d'apprentissage.

(iv) Initiatives des populations autochtones pour faire face au changement climatique

L'État encourage, par des approches fondées sur l'apprentissage, les initiatives communautaires de mitigation axées sur la planification coutumière de l'utilisation des terres. Le Ministère des forêts et de la faune met à profit les connaissances et savoir-faire autochtones des Ogiek pour restaurer et protéger la forêt de Mau, victime d'un déboisement intensif. Par ailleurs, l'État n'intervient que lorsque tel ou tel problème acquiert un caractère d'urgence et exige des solutions immédiates.

Des partenaires clés tels que le PNUE, l'UNESCO, l'Université Kenyatta, l'Université de Nairobi, la KOEE, WCK, le Kenya Wildlife Service, la NEMA et le Ministère de l'agriculture, entre autres, ont également contribué à sensibiliser l'opinion publique aux questions de développement durable et à les lui faire mieux comprendre en créant des centres de documentation et des bibliothèques dans le pays

L'EDD et la mobilisation du public

La sensibilisation du public aux questions de durabilité et d'environnement est au cœur de nombreuses activités et initiatives organisées par l'État, le secteur privé, les ONG, etc. Parmi ces initiatives figure la publication de matériels d'EDD, bulletins périodiques sur l'EDD, posters, brochures et fiches d'information, qui sont distribués gratuitement aux apprenants, aux enseignants et aux autres acteurs compétents de l'éducation.

Des partenaires clés tels que le PNUE, l'UNESCO, l'Université Kenyatta, l'Université de Nairobi, la KOEE, WCK, le Kenya Wildlife Service, la NEMA

et le Ministère de l'agriculture, entre autres, ont également contribué à sensibiliser l'opinion publique aux questions de développement durable et à les lui faire mieux comprendre en créant des centres de documentation et des bibliothèques dans le pays.

3.6 Approches thématiques de l'EDD

L'EDD peut être articulée avec de nombreuses autres activités et initiatives d'éducation menées au Kenya, par exemple les activités relatives au changement climatique ou l'éducation sanitaire. Cette sous-section présente quelques-unes de ces initiatives.

EDD et changement climatique

Le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles et d'autres acteurs tels que le Groupe de travail sur le changement climatique au Kenya (KCCWG) ont élaboré en 2009 une « Stratégie nationale pour faire face au changement climatique » (NCCRS). Un chapitre entier de cette stratégie est consacré aux programmes de communication, d'éducation et de sensibilisation au Kenya.

EDD et élimination de la pauvreté

La « Stratégie de redressement économique » (2003) du Gouvernement kényen vise à créer 500 000 nouveaux emplois par an et joue un rôle essentiel dans la promotion de l'EDD du fait qu'elle est axée sur la croissance, l'emploi et la réduction de la pauvreté. La Stratégie encourage une approche de l'enseignement et de l'apprentissage fondée sur l'acquisition de compétences par les jeunes, les femmes et d'autres groupes vulnérables.

EDD et gestion des déchets

La Direction de l'environnement du Conseil municipal de Nairobi a mis au point une stratégie de gestion des déchets solides basée sur la formation des communautés à la gestion durable de ce type de déchets, notamment pour en faire une source de richesse. Le projet devrait en principe s'articuler avec la formation dispensée dans le cadre du projet ESDA à l'Université Kenyatta.

EDD et systèmes énergétiques durables

Les initiatives comprennent la mise en œuvre de fourneaux « jiko » en céramique, la construction des biodômes du « Umande Trust » et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables telles que la biomasse, les biocarburants et les énergies solaire et éolienne.

EDD et gouvernance

D'autres initiatives portent sur le droit de l'environnement au Kenya, à savoir les lois, normes, réglementations, institutions et mécanismes administratifs mis en place pour contrôler les activités en matière de gestion de l'environnement et de développement durable. La Loi sur la gestion de l'environnement et sa coordination (EMCA) de 1999 en est un exemple saillant.

EDD et éducation au VIH et SIDA

Le Kenya Institute of Education a consacré un programme complet au VIH et SIDA en vue de soutenir l'intégration de l'éducation au VIH et SIDA dans les écoles primaires et secondaires du Kenya. Cela a été rendu possible grâce à l'Initiative mondiale sur l'éducation et le VIH et SIDA (EDUSIDA) de l'ONUSIDA. Ce programme permet tant aux apprenants qu'aux enseignants d'acquérir des compétences en matière d'éducation préventive.

EDD et acquisition des compétences de la vie courante

Le programme d'enseignement scolaire kényen a été révisé afin d'y intégrer les compétences nécessaires dans la vie courante. Compte tenu des violences consécutives aux élections de 2008, les sujets abordés comprennent la gestion des conflits, la cohésion sociale et la tolérance interethnique, les techniques de survie, l'égalité des genres, etc. Le Kenya Institute of Education a élaboré, piloté et mis en œuvre le programme et formé des enseignants et des responsables de l'éducation dans tout le pays.



Le Ministère de l'éducation et le Ministère de la santé publique et de l'assainissement ont élaboré une politique nationale de santé scolaire qui guide la mise en œuvre d'un programme complet dans ce domaine. Les objectifs sont les suivants : (i) encourager l'enseignement de valeurs positives et des compétences nécessaires dans la vie courante, (ii) promouvoir la prise en compte des questions liées au genre dans les écoles, promouvoir l'hygiène, l'assainissement et l'accès à l'eau potable, (iii) offrir aux apprenants handicapés ou ayant des besoins spéciaux un environnement favorable, pleinement accessible et inclusif, et (iv) s'assurer de la mise en place de mécanismes garantissant la longévité des programmes de santé scolaire.

3.7 L'EDD dans les processus d'enseignement et d'apprentissage

Cette sous-section montre comment le cadre national d'EDD garantit un processus adéquat d'intégration de cette forme d'éducation dans les programmes de l'enseignement formel. Elle présente également quelques approches pédagogiques d'EDD utilisées au Kenya.

Le cadre d'EDD préconise des programmes d'enseignement flexibles permettant la prise en compte des situations et problèmes locaux. Il accorde beaucoup d'importance aux approches thématiques et à l'intégration des savoirs locaux dans ces programmes. La Kenya Organization of Environmental Education (KOE), par l'intermédiaire du « Programme Éco-École », de l'AFEW et de WCK, encourage un apprentissage actif de l'écologie, axé sur la réalisation de projets et favorisant la créativité, l'innovation, l'esprit critique et la résolution des problèmes.

L'environnement immédiat ou proche sert de ressource pour l'apprentissage et l'enseignement, qui tiennent compte de ce contexte. Il convient de noter que les méthodes généralement utilisées dans le système éducatif kényen ne vont pas dans le sens des principes pédagogiques de l'EDD.

3.8 Matériels éducatifs et pédagogiques

Plusieurs mesures ont été prises au Kenya pour faire en sorte que les apprenants et enseignants, en particulier dans le système formel, aient accès à des outils et des matériels d'EDD adaptés : plusieurs partenaires ont ajouté des liens pertinents sur leurs sites Web pour fournir des informations relatives à l'EDD et ont créé des

centres de documentation sur l'EDD ; la KOEE a produit des dossiers thématiques sur l'EDD à l'intention des enseignants et des élèves des écoles primaires et secondaires et élaboré des guides de l'enseignant sur l'EDD et un manuel de formation pédagogique, auquel s'ajoute un guide réalisé dans le cadre du « Programme Éco-École » ; WCK a publié un manuel de référence sur l'éducation environnementale destiné aux enseignants et aux apprenants des écoles primaires et secondaires ; Nature Kenya a produit un manuel de référence sur l'EDD intitulé « Learning for Sustainable Living in Kenya » (Apprendre pour un mode de vie durable au Kenya) qui s'adresse à la fois aux enseignants et aux élèves.

Dans le secteur de l'éducation non formelle et informelle, le gouvernement n'a pas encore élaboré les matériels pédagogiques nécessaires pour soutenir l'EDD. Toutefois, plusieurs partenaires de l'EDD dans le pays ont déjà produit quelques matériaux dans ce domaine. Parmi ces organisations figurent la KOEE, qui a conçu un guide sur l'EDD pour les enseignants, des dossiers thématiques sur l'EDD, des manuels de formation des enseignants et des fiches d'information. Des microprojets d'EDD ont également contribué à renforcer l'apprentissage et les méthodes de résolution des problèmes.

3.9 Développement des capacités, innovation et promotion de la recherche

Cette sous-section présente les différentes mesures prises pour promouvoir l'innovation et la recherche au Kenya et instituer des bourses d'études et des subventions à la recherche, ainsi que d'autres mécanismes de soutien aux innovations dans le domaine de l'EDD.

Bourses d'études et subventions en faveur de l'EDD

Quelques organisations et universités telles que le Sustainability Institute for Community Development créé par l'UNU à l'Université Kenyatta, la Commonwealth Scholarship Commission East, East African Breweries Limited, l'ASDI et divers ministères gouvernementaux offrent des bourses d'études de maîtrise en sciences dans le domaine du développement durable et de l'EDD. L'UNESCO et la DANIDA ont alloué des fonds au « Programme Éco-École » kényen pour financer ses activités d'EDD dans les établissements scolaires. Le Bureau de l'UNESCO à Nairobi a soutenu la création puis le lancement en 2007 du RCEGN. L'UNESCO a également apporté son appui technique et financier pour la mise à l'essai du Media as Partners in Education for Sustainable Development: A training and Resource Kit (Les médias en tant que partenaires de l'éducation pour le développement durable : outil de formation et de documentation). Depuis, les médias ont mené des campagnes décisives de mobilisation et de sensibilisation du public. Le PNUE soutient les activités menées dans le cadre de la Journée mondiale de l'environnement.

Soutien à l'innovation dans le domaine de l'EDD

L'EDD souffre au Kenya de l'absence de soutien systématique. Les processus d'EDD ont bénéficié de l'impulsion donnée à certaines activités par l'UNESCO, le PNUE et plusieurs organisations de la société civile telles que la KOEE, Jacaranda Designs (à travers son projet Chanuka Express) et WCK (par le biais de programmes de formation des enseignants sur la faune et l'éducation environnementale). L'AFEW offre des formations sur la préservation de l'environnement aux écoliers, aux enseignants, aux étudiants et à des groupes communautaires. Quelques ONG, en collaboration avec le Ministère de la jeunesse et des sports, proposent des formations axées sur les compétences pour soutenir les innovations communautaires en matière de commercialisation, de vente des produits et de durabilité.

3.10 Coopération et partenariats en faveur de l'EDD

Le processus d'EDD au Kenya a un caractère multisectoriel et associe des acteurs du secteur public et du secteur privé, des organisations de la société civile et les médias. Voici quelques exemples de coordination des activités et des partenariats dans le domaine de l'EDD :

Coordination/intégration des initiatives d'EDD menées par les Nations Unies

L'UNESCO a participé à l'élaboration de la stratégie nationale de mise en œuvre de l'EDD au Kenya, des directives pour la mise en œuvre de l'EDD au niveau des provinces et des districts et de l'outil de suivi et d'évaluation de l'EDD ainsi qu'à la création du RCEGN et à la production de son documentaire. L'UNESCO soutient également l'éducation pour la prévention du VIH et SIDA dans les écoles kényennes. Le Groupe de l'éducation et de la formation environnementales dirige le programme MESA, auquel participent six universités kényennes. Le PNUE contribue à l'éducation environnementale dans les écoles et les universités du pays. Il participe à l'éducation communautaire et lui apporte son soutien dans le cadre du « Programme de réhabilitation et de restauration du fleuve Nairobi ». ONU-Habitat prend part au projet ESDA (projet conjoint d'EDD mené par l'UNU-IAS et l'Université Kenyatta). Il offre également un soutien technique sur les questions d'urbanisme.

Liens intersectoriels au sein du gouvernement

Le Ministère de l'éducation collabore actuellement avec plusieurs autres ministères pour mener à bien diverses initiatives d'EDD. Par exemple, il s'associe avec le Ministère de la santé publique et de l'assainissement pour assurer l'éducation sanitaire au niveau scolaire, organise avec le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles des activités d'éducation relative à l'environnement et au changement

climatique dans les écoles, met en œuvre le « plan de relance économique » avec le Ministère d'État de la planification, du développement national et de « Vision 2030 » et le Ministère des finances, et a participé à l'élaboration du programme d'enseignement et de formation techniques, industriels et professionnels avec le Ministère de la jeunesse et des sports.

Partenariats transfrontaliers et internationaux

Des liens ont été noués avec des RCE d'autres pays tels que le RCE de Graz, le RCE de Londres, le RCE de KwaZulu-Natal, etc. Des partenariats ont également été établis avec la London South Bank University, l'Université des Nations Unies, l'Initiative du Bassin du Nil et le Rwanda.

3.11 Suivi et évaluation

Plusieurs mécanismes de suivi et d'évaluation ont été mis en place pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'EDD sur le plan des programmes et des projets.

La stratégie kényenne de mise en œuvre de l'EDD comprend différents indicateurs – état d'avancement, communication, facilitation, résultats – permettant d'en suivre l'application à différents niveaux. La stratégie utilise la « Cartographie des résultats » comme instrument de suivi et d'évaluation pour dresser le bilan des activités et des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'EDD. Les directives relatives à la mise en œuvre de l'EDD élaborées à l'intention des comités de l'environnement des provinces et districts et d'autres partenaires contribuent aussi au processus de suivi et d'évaluation (NEMA, 2008). Le manuel *Indicator Handbook For The Monitoring And Evaluation (M&E) Of The Kenya Vision 2030* (Guide des indicateurs pour le suivi et l'évaluation de Kenya Vision 2030) s'adresse à tous les acteurs publics, depuis les hauts responsables chargés de la coordination, de l'administration et du contrôle général de la gestion jusqu'aux responsables de la mise en œuvre de Vision 2030.

Mise en œuvre de l'EDD : atouts, opportunités, points faibles et risques

Cette section passe en revue les atouts, les opportunités, les points faibles et les risques concernant la mise en œuvre de l'EDD au Kenya.

Les atouts

- ▶ L'existence d'une stratégie nationale de mise en œuvre de l'EDD implique des principes directeurs sur la manière d'intégrer la durabilité dans différents secteurs de l'éducation.
- ▶ La mise en œuvre et l'intégration de l'EDD sont moins avancées dans les secteurs de l'éducation non formelle et informelle que dans le système éducatif classique. Toutefois, le gouvernement a fait un pas en avant en nommant des acteurs du secteur privé et des organisations de la société civile au sein du comité national de pilotage de l'EDD.
- ▶ La sensibilisation à l'EDD s'est progressivement renforcée dans les différents secteurs au fil des ans.
- ▶ La contribution d'un large éventail de partenaires a contribué de manière décisive à améliorer les pratiques d'EDD au Kenya.
- ▶ Quelques mesures ont déjà été prises pour faciliter l'accès aux outils d'EDD, par exemple en créant des centres de ressources. L'utilisation croissante des TIC est une étape essentielle pour que ces matériels soient disponibles et accessibles.

Les opportunités

- ▶ La stratégie du KESSP offre des possibilités de mise en œuvre de l'EDD dans le système d'éducation formelle. Elle exige toutefois une révision adéquate des programmes d'enseignement et l'établissement de principes directeurs relatifs à la formation initiale et en cours de services des enseignants, ainsi que l'élaboration de matériels d'EDD.
- ▶ Les programmes d'enseignement et d'apprentissage doivent être flexibles pour permettre la prise en compte du contexte et des problèmes locaux.
- ▶ L'innovation en matière d'EDD souffre au Kenya de l'absence de tout soutien systématique. L'appui fourni par l'UNESCO, le PNUE et quelques rares organisations de la société civile a donné un certain élan au processus d'EDD. La définition d'une vision commune liant l'ensemble des acteurs permettrait d'obtenir un soutien plus large.

Les points faibles

- ▶ « Vision 2030 », le nouveau schéma directeur pour le développement du Kenya aborde les enjeux de l'EDD, mais de manière encore trop vague. Le plan à moyen terme (2008-2012) pour « Vision 2030 » exige que tous les programmes des établissements de formation soient réorientés afin de traiter des problèmes socioéconomiques. Toutefois, le rôle du Ministère de l'éducation n'est pas clairement défini. Une analyse critique du document révèle que s'il fait mention du pilier écologique du développement durable, il ne définit aucune stratégie précise pour atteindre les objectifs dans ce domaine.
- ▶ Le niveau d'intégration et de pratique de l'EDD au sein des différents ministères reste très faible. Sur 19 ministères, seuls cinq ont lancé des initiatives d'EDD.
- ▶ Les approches de l'enseignement et de l'apprentissage utilisées dans le système éducatif kényen ne vont pas encore dans le sens des principes pédagogiques de l'EDD.
- ▶ Dans l'enseignement tertiaire, toutes les écoles supérieures et universités formant des enseignants ont une faculté ou un département d'études environnementales qui propose aujourd'hui un cours sur l'éducation environnementale. Cette formation est toutefois limitée s'agissant des méthodes d'apprentissage essentielles que requiert l'EDD.
- ▶ L'intégration de l'EDD dans le programme d'études, telle qu'elle est préconisée par la stratégie de mise en œuvre de l'EDD, est généralement peu poussée dans tous les contextes d'apprentissage, et notamment dans l'éducation et développement de la petite enfance. Des initiatives ont été lancées, en particulier au niveau de l'enseignement supérieur, dans le cadre du programme MESA.
- ▶ Au Kenya le programme d'études est axé principalement sur les examens. Y intégrer l'EDD représente donc un défi qui requiert une formation initiale et continue des enseignants. De plus, la pléthore de contenus et de résultats d'apprentissage rend l'intégration de l'EDD extrêmement complexe.
- ▶ L'absence de synergie entre les activités d'EDD se traduit parfois par la duplication de certaines initiatives, comme les activités de formation pédagogique de la KOEE, de la NEMA, de l'AFEW et de WCK, ainsi que par un manque d'efficacité dans l'élaboration et l'utilisation des ressources d'EDD.
- ▶ Les projets innovants des organisations communautaires et des petites communautés ne bénéficient pas d'un soutien adapté. De plus, nombre de ces innovations sont issues de groupes qui, du fait de leurs capacités limitées, ne savent pas rédiger des propositions de projets propres à convaincre les donateurs.

- ▶ Le manque de matériels d'EDD, notamment dans les secteurs informel et non formel, représente un autre obstacle majeur au progrès de la mise en œuvre de l'EDD au Kenya.
- ▶ Le fait que l'État ne soutient guère les innovations du secteur privé en matière de développement durable freine la réalisation de progrès significatifs dans l'intégration systématique de l'EDD.
- ▶ Il n'existe aucune mesure visant clairement à soutenir la recherche et le développement dans le domaine de l'EDD. Les établissements d'enseignement supérieur, qui disposent des ressources techniques et humaines nécessaires pour mener des recherches pertinentes sur l'EDD, restent attachés au modèle de la recherche universitaire traditionnelle qui, la plupart du temps, ne s'intéresse pas aux problèmes locaux.
- ▶ Les différents partenaires, connaissant et comprenant mal la « cartographie des résultats », sont réticents à l'adopter.

Les risques

- ▶ Les programmes d'enseignement ont fait l'objet de quelques révisions ponctuelles. Mais l'EDD a été considérée comme une forme supplémentaire d'éducation à thème (ou « adjectivale ») qui vient s'y ajouter. Ces révisions, menées dans l'enseignement formel, ne peuvent avoir d'équivalent dans le secteur non formel et informel où il n'existe aucun programme d'études écrit.
- ▶ Une révision complète des programmes de l'enseignement scolaire et supérieur est nécessaire pour intégrer l'EDD dans les processus d'enseignement et d'apprentissage.
- ▶ Quelle que soit la multiplication des initiatives, il n'existe aucune politique nationale qui énonce des orientations et prévoit des crédits pour la protection, l'utilisation et la promotion des savoirs autochtones.
- ▶ Un des principaux obstacles est le manque de ressources permettant de mettre en œuvre et d'intégrer l'EDD à différents niveaux et dans différents secteurs. Il convient de noter que, du fait des pesanteurs administratives et de l'absence de financement, la stratégie de mise en œuvre de l'EDD publiée en 2008 n'a toujours pas été officiellement lancée.
- ▶ L'indécision et les désaccords entre le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles et le Ministère de l'éducation, ainsi que l'absence de véritable leadership, ont retardé la mise en œuvre de l'EDD au Kenya.
- ▶ Le caractère inapproprié ou inadéquat des politiques de développement de l'éducation ne facilite pas l'intégration de l'EDD dans les programmes d'enseignement.
- ▶ La plupart des organisations de la société civile n'ont pas été capables d'influer sur les politiques nationales faute d'une sensibilisation et d'une

mobilisation suffisantes en faveur de l'EDD. Les réticences des responsables politiques face aux initiatives menées par les ONG ne leur facilitent pas la tâche.

- ▶ Les initiatives menées par de petits réseaux butent sur le fait que les différents acteurs ont une connaissance très inégale de l'EDD.
- ▶ Bon nombre de personnes au Kenya ne comprennent pas très bien ce qu'est l'EDD. Le pays ne dispose encore dans ce domaine que de rares spécialistes capables de familiariser les esprits avec ce concept. De plus, l'élaboration des matériels d'EDD demeurera un défi tant que des réseaux d'experts et de groupes intéressés n'auront pas intensifié et consolidé les mécanismes de renforcement des capacités.

4. Les enseignements

Cette section tire les enseignements de l'expérience concernant les moyens de contribuer au succès de la mise en œuvre de l'EDD au Kenya.

1. Une stratégie globale et cohérente doit guider la révision des programmes de l'enseignement formel et l'intégration du développement durable dans ces programmes.
2. Le processus de mise en œuvre devrait être renforcé en faisant appel à l'expertise en matière d'EDD qui est disponible auprès des bureaux des Nations Unies, des ONG et des universités. La révision annuelle du KESSP offre des possibilités d'y intégrer les approches de l'EDD. Celles-ci, et les questions de durabilité, pourraient être intégrées dans des activités telles que l'initiation aux TIC, la formation des enseignants, l'aménagement de l'infrastructure scolaire, l'éducation des adultes, la formation continue, le suivi et l'évaluation, le renforcement des capacités et la formation, et les services d'éducation offerts dans les zones arides et semi-arides.
3. Les ministères doivent soutenir les pratiques d'EDD exemplaires existant au Kenya. Une impulsion plus affirmée est nécessaire pour créer des synergies entre les acteurs de l'EDD et faire ainsi avancer la cause de l'EDD au Kenya. Il importe de tenir compte des contributions du secteur public, des organisations de la société civile, des médias et des établissements d'enseignement supérieur.
4. Les partenaires de l'EDD doivent être formés à l'utilisation de l'outil de suivi et d'évaluation qui a été élaboré afin de pouvoir mesurer les progrès accomplis. Il conviendrait aussi de réviser la stratégie pour : (i) s'assurer que les indicateurs sont clairs pour l'ensemble des partenaires ; (ii) s'aligner sur des stratégies connexes établies dans d'autres secteurs ; et (iii) s'aligner sur les évolutions récentes dans les secteurs public et privé.
5. Le Ministère de l'éducation et le Ministère de l'enseignement supérieur, de la science et de la technologie (responsables de la mise en œuvre de l'EDD) devraient jouer un rôle plus actif dans le processus d'EDD au Kenya. Le processus de coordination de l'EDD dont s'occupe actuellement la NEMA serait renforcé si un organe rattaché aux deux ministères y participait.
6. Des mécanismes de coordination verticaux et horizontaux, qui font actuellement défaut au Ministère de l'éducation, assureraient une mise en œuvre plus efficace de l'EDD.
7. Le processus d'élaboration des politiques d'EDD devrait reposer sur une approche ascendante associant un large éventail d'acteurs informés de la stratégie de mise en œuvre.

8. Il faudrait revoir la planification du dispositif requis pour former des formateurs en matière de VIH et de SIDA qui formeront ensuite d'autres enseignants, et identifier des spécialistes pour assurer cette formation. Les fonctionnaires du Ministère de l'éducation devraient s'employer activement à fournir un soutien logistique plutôt que de s'occuper de l'élaboration des activités de formation.
9. Il conviendrait de renforcer les capacités des éducateurs dans le domaine de l'EDD en leur faisant acquérir des compétences pédagogiques utiles pour les aider à réorienter leurs approches didactiques et leurs pratiques éducatives.
10. Le secteur privé devrait participer davantage aux activités d'EDD.
11. « Vision 2030 » devrait tenir compte des enjeux des changements climatiques et sensibiliser le public aux questions de développement durable. Le projet devrait également prévoir la révision complète des programmes scolaires.
12. Le Gouvernement kényen et ses partenaires de développement devraient affecter des ressources accrues à l'EDD, par exemple en établissant d'autres RCE.
13. Les établissements d'enseignement supérieur devraient consacrer davantage de fonds à la recherche dans le domaine de l'EDD.

5. Conclusions

L'existence d'une stratégie nationale signifie que la mise en œuvre de l'EDD dans les secteurs public et privé, les organisations de la société civile et les médias peut s'appuyer sur des principes directeurs. Le comité national de pilotage de l'EDD offre une plate-forme de coordination institutionnelle pérenne, fonction remplie actuellement par la NEMA, qui assure son secrétariat. La coordination de l'EDD figure dans le contrat de performance des fonctionnaires de la NEMA, et cela est un gage de stabilité, de continuité et de durabilité du processus d'EDD au Kenya. Un appui sectoriel accru permettrait sans doute de populariser plus rapidement ce processus.

La campagne d'information menée par le comité national de pilotage de l'EDD a eu pour effet de sensibiliser peu à peu l'ensemble des secteurs au concept d'EDD. Même si cette prise de conscience est encore insuffisante, elle peut déjà, au stade actuel, inciter à réviser les programmes de l'enseignement scolaire et supérieur en vue d'y intégrer le développement durable. Par ailleurs, puisque le Ministère de l'éducation et ses partenaires de développement révisent chaque année le KESSP, il y a là une occasion d'intégrer l'EDD dans les activités d'éducation, notamment en ce qui concerne les TIC, la formation des enseignants, l'aménagement des infrastructures scolaires, l'éducation des adultes et la formation continue, le suivi et l'évaluation,

le renforcement des capacités et la formation, les services d'éducation offerts dans les zones arides et semi-arides, etc. L'éducation et ses résultats acquerront ainsi de nouvelles dimensions qui contribueront à la réalisation des objectifs nationaux.

La participation des secteurs public et privé, des organisations de la société civile et des médias a produit au Kenya des pratiques d'EDD exemplaires, susceptibles d'être reproduites dans d'autres pays de la région. Au nombre de ces pratiques figurent le Programme Éco-École, les RCE, MESA, l'éducation communautaire pour la réhabilitation et la restauration du bassin fluvial et l'éducation communautaire concernant l'utilisation de l'eau potable, l'hygiène domestique et l'assainissement. Bien qu'encore réservé aux partenaires formés à son utilisation, l'outil de suivi et d'évaluation élaboré de l'EDD au Kenya est d'un précieux secours. Ce peut être un modèle utile pour les autres pays de la région. Les directives relatives à la mise en œuvre de l'EDD dans les provinces et les districts permettent d'agir au niveau de la population. On leur doit les modestes progrès réalisés à ce niveau.

Le secteur privé n'est pas encore associé à l'EDD au Kenya. Son engagement exige de plus amples aménagements de la politique nationale d'EDD et notamment des mécanismes de consultation et de participation.

L'expertise en matière d'EDD des ONG, des universités et des bureaux des Nations Unies présents au Kenya peut aider au renforcement des capacités d'EDD dans le pays. La politique nationale d'EDD devrait faire fond sur cette expertise. L'UNESCO, le PNUE et d'autres partenaires du développement apportent leur appui à ce processus.



OMAN

Abdullah Khamis Ali Ambusaidi

L'Oman a été l'un des premiers États arabes à exprimer son engagement en faveur du développement durable et de l'EDD. Dans le cadre de la DEDD, le pays a formé une équipe et nommé un coordonnateur afin de piloter le processus de mise en œuvre de l'EDD sur le plan national. Dans la pratique, diverses initiatives d'éducation formelle et non formelle ont vu le jour. Dans le système éducatif classique, les Écoles associées de l'UNESCO et l'Université Sultan Qabus offrent au corps enseignant et aux étudiants la possibilité de s'engager dans des projets de développement durable. Les activités d'éducation non formelle privilégient quant à elles les partenariats entre l'État, les organisations de la société civile et le secteur commercial, considérés comme indispensables pour réaliser le développement durable.

1. Introduction

Cette section présente la situation socioéconomique et géographique de l'Oman, souligne les difficultés qui en résultent sur le plan du développement durable et rappelle les changements intervenus depuis les années 1970, ainsi que la politique adoptée par le gouvernement pour promouvoir les initiatives nationales et internationales en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable.



Il est impossible de penser et réaliser le développement durable au Sultanat d'Oman sans tenir compte des caractéristiques socioéconomiques et environnementales du pays, et de son héritage culturel. Son territoire s'étend à l'extrême sud-est de la péninsule arabique sur une superficie de 300 000 kilomètres carrés et compte une population de 2 350 000 habitants (selon le recensement national de 2003). À la croisée des routes commerciales entre l'Orient et l'Occident, l'Oman occupe une situation géographique privilégiée. Il lui faut préserver sa forte diversité géographique – le pays comprend de vastes déserts (plaines caillouteuses et étendues de dunes de sables), d'importantes chaînes de montagne et des zones côtières – afin d'assurer sa prospérité et sa sécurité.

Depuis 1970, le Gouvernement omanais s'emploie à transformer les modes de vie et à édifier une nation moderne fondée sur les principes du développement durable. Au nom du progrès économique et social, des changements ont été opérés dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'économie, auxquels s'est ajoutée la construction d'infrastructures modernes.

La politique du gouvernement, et notamment le lancement de plusieurs projets et programmes, témoigne de son engagement en faveur de la préservation de l'environnement. En 1970, l'Oman a été le premier pays au sein du monde arabe à se doter d'un ministère de l'environnement. Depuis, le Sultanat a contribué à la mobilisation de la communauté internationale en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable et a participé à la mise en œuvre de nombreuses initiatives internationales dans ce domaine.

2. Fondement stratégique des initiatives d'EDD

La présente étude décrit l'évolution des politiques en matière de développement durable ainsi que les réponses nationales à la DEDD. Elle passe également en revue les différentes mesures prises pour coordonner l'EDD dans le pays, telles que la formation d'une équipe nationale et la nomination d'un coordonnateur.

Vision pour l'économie « Oman 2020 »

L'une des plus importantes initiatives nationales menées en faveur du développement durable est le programme Vision pour l'économie « Oman 2020 », qui souligne la nécessité :

- (i) de développer les ressources humaines et promouvoir les savoir-faire et les compétences propres à assurer un progrès technologique véritable face aux changements qui ne cessent de se produire aux niveaux tant national que mondial ;
- (ii) de créer un cadre macroéconomique stable dans lequel le secteur privé puisse utiliser efficacement les ressources humaines et naturelles tout en respectant l'environnement ;
- (iii) d'encourager l'émergence d'un secteur privé solide et compétitif et renforcer les mécanismes et les institutions de nature à favoriser la formulation de visions, de stratégies et de politiques partagées par l'État et le secteur privé ;
- (iv) de créer les conditions nécessaires à la diversification de l'économie par une utilisation optimale des ressources naturelles, compte tenu de la situation géostratégique du Sultanat ;
- (v) d'améliorer le niveau de vie des Omanais en réduisant les disparités entre les régions et entre des habitants dont les revenus sont inégaux, et faire en sorte que le développement ait des retombées positives pour tous les citoyens.

Initiatives nationales pour la DEDD

En 2007, la Commission nationale du Sultanat d'Oman pour l'UNESCO a participé à la préparation et à l'élaboration, en association avec le Bureau de l'UNESCO à Beyrouth, d'un projet d'agenda de l'EDD pour la région arabe, qui entendait contribuer ainsi à la Décennie. Sous la supervision du Bureau, la Commission nationale a distribué le premier questionnaire relatif au Cadre mondial de suivi et d'évaluation de la DEDD auprès des acteurs qui avaient participé à des activités régionales d'EDD pendant la période 2005-2007 et a nommé un coordonnateur

national. Jusqu'alors, l'Oman ne possédait ni équipe ni coordonnateur pour diriger les activités d'EDD et la mise en œuvre de la DEDD, de sorte qu'il n'avait pu apporter de réponses précises au questionnaire.

Le Ministère omanais de l'éducation a manifesté son soutien constant à l'EDD, en reconnaissant la nécessité de renforcer la coopération internationale autour de politiques de l'EDD et de programmes conformes aux objectifs de la DEDD. La Commission nationale a ainsi suggéré que le Ministère joue le rôle de coordonnateur national de l'EDD et constitue à cet effet une équipe nationale.

La décision ministérielle n° 78/2008, publiée en avril 2008 à l'initiative du Ministre de l'éducation, a abouti à la mise en place d'une équipe nationale de l'EDD composée de représentants de la Commission nationale du Sultanat d'Oman pour l'éducation, la culture et la science (point focal), de l'Université Sultan Qabus et des ministères du travail, de la santé, de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de l'économie nationale, de l'environnement et des questions climatiques, de l'agriculture, et du développement social. L'équipe a pour tâche de coordonner les politiques, les manifestations et autres activités menées dans le domaine de l'EDD sur le plan national. Elle délègue aussi certaines de ses fonctions à des organisations et des acteurs du secteur privé, ainsi qu'à des ONG possédant des compétences en la matière. Un coordonnateur national appartenant à la Commission nationale pour l'UNESCO a également été désigné.

L'équipe nationale a participé à de nombreuses initiatives liées à la mise en œuvre de l'EDD et de la DEDD dans le pays. Elle a collaboré à l'élaboration d'un projet de Stratégie nationale du Sultanat d'Oman pour la DEDD. Un rapport intitulé *Priorité à l'éducation pour le développement durable en Oman : vers un monde plus viable* (2009) a été rédigé et présenté à la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable, « S'engager dans la seconde moitié de la Décennie », qui s'est tenue à Bonn (Allemagne) du 31 mars au 2 avril 2009.

3. Étude nationale des activités menées dans le domaine de l'EDD

Plusieurs techniques ont été employées pour recenser les activités et les initiatives menées dans le domaine de l'EDD au sein des différents secteurs. Un certain nombre de documents et de sites Web émanant du gouvernement, d'organismes privés, d'établissements d'enseignement et d'organisations de la société civile ont été rassemblés et analysés afin de comprendre comment les dimensions et les thèmes de l'EDD sont abordés et intégrés dans les différents secteurs. L'étude nationale a été complétée par des visites dans quatre écoles associées de l'UNESCO qui mettent en œuvre des projets d'EDD. Lors de ces visites, on s'est principalement intéressé pour chaque projet aux

objectifs, au financement, à la période de mise en œuvre, aux résultats et aux difficultés rencontrées des différents projets.

Une fois l'étude nationale menée à bien, un séminaire de validation d'une journée a été organisé au siège de la Commission nationale pour l'UNESCO. Des représentants du Ministère de l'éducation, de l'Université Sultan Qabus, de la Commission nationale, de la compagnie Oman Liquefied Natural Gas (LNG) et de l'Environment Society of Oman y ont assisté et ont exprimé leur point de vue.

La section suivante présente les initiatives prises dans les secteurs de l'éducation formelle, non formelle et informelle.

3.1 L'EDD dans l'enseignement scolaire

Cette section décrit le processus d'intégration de l'EDD dans les programmes scolaires de l'enseignement primaire et secondaire. Elle passe également en revue les projets d'EDD et les réseaux spécifiques existant à ces niveaux de l'enseignement.

En Oman, le développement durable a été intégré dans des matières particulières des programmes du primaire et du secondaire comme les compétences de la vie courante, les technologies de l'information et les mathématiques appliquées. D'autres matières, parmi lesquelles les sciences exactes et naturelles (en ce qui concerne notamment l'environnement), les sciences sociales (société, environnement et économie), l'éducation islamique et les langues (arabe et anglais), sont également l'occasion de traiter des thèmes et des sujets en rapport avec le développement durable.

C'est ainsi que les cours d'acquisition des compétences nécessaires dans la vie courante abordent des thèmes tels que la paix, la compréhension entre les cultures, la diversité culturelle et linguistique, mais aussi l'emploi et le lieu de travail, les débouchés professionnels et le service public. L'essentiel ici est de développer l'esprit critique. Dans les cours d'initiation aux technologies de l'information, les élèves se familiarisent avec l'outil informatique et réfléchissent aux défis de la technologie. Les mathématiques appliquées, axées sur

En Oman, le développement durable a été intégré dans des matières particulières des programmes du primaire et du secondaire comme les compétences de la vie courante, les technologies de l'information et les mathématiques appliquées. D'autres matières, parmi lesquelles les sciences exactes et naturelles (en ce qui concerne notamment l'environnement), les sciences sociales (société, environnement et économie), l'éducation islamique et les langues (arabe et anglais), sont également l'occasion de traiter des thèmes et des sujets en rapport avec le développement durable

l'apprentissage des fondements de l'économie, traitent également d'aspects liés au développement durable.

Divers documents et principes directeurs ont été élaborés afin d'aider les enseignants à intégrer les questions du développement durable dans leur travail quotidien. De fait, de nombreux programmes, initiatives et projets éducatifs en rapport avec l'EDD ont vu le jour dans le système éducatif formel omanais. Bon nombre d'entre eux sont mis en œuvre au sein des Écoles associées de l'UNESCO. En voici quelques exemples :

Principes directeurs concernant la sécurité routière

Le Ministère de l'éducation, en partenariat avec Shell-Oman, a adopté l'un des projets sociaux les plus importants dans le secteur de l'éducation formelle en lançant en 2004 l'établissement d'un document visant à intégrer les questions de « sécurité routière » dans les programmes scolaires. Il s'agissait de fournir aux responsables de l'élaboration des programmes et aux enseignants une méthodologie et des outils en vue de sensibiliser les enfants et d'améliorer leurs connaissances sur des thèmes tels que la circulation, l'environnement, les bonnes habitudes, etc. Le projet lui-même consistait à intégrer les questions de « sécurité routière » dans plusieurs matières et à participer à diverses initiatives sur le sujet. Les résultats ont servi à définir des principes directeurs de base concernant les programmes scolaires et à élaborer des activités et des matériaux sur les questions de « sécurité routière ». Une formation a également été offerte aux professeurs du primaire et du secondaire.

Un document directeur pour l'intégration de l'éducation environnementale dans les programmes scolaires

Le Ministère de l'éducation, en collaboration avec le Ministère de l'environnement et des questions climatiques et l'Environment Society of Oman, s'emploie à mettre au point un projet visant à intégrer les concepts de l'éducation environnementale dans les programmes scolaires. Il s'agit d'élaborer un document directeur et de proposer des formations aux responsables et superviseurs des programmes ainsi qu'aux acteurs du secteur éducatif. Un expert en EDD de la République libanaise a été chargé de le rédiger avec l'appui de Shell-Oman. Le document indique les notions élémentaires d'écologie qui doivent être abordées à l'école, ainsi que les ressources et les activités pouvant aider les enseignants à traiter ces questions et à transmettre les compétences requises.

Programme de développement des connaissances des élèves en science, mathématiques et géographie environnementale

Un programme national conçu pour améliorer les méthodes d'enseignement et d'apprentissage dans les domaines de la science, des mathématiques et de la géographie environnementale a été adopté au cours de l'année scolaire 2007-2008.

Il vise à promouvoir la culture de la science et de la recherche parmi les élèves, les enseignants, les parents et dans la communauté, ainsi qu'à améliorer les résultats des élèves dans ces matières. Le programme a pour objectif final de diffuser et d'encourager une méthodologie scientifique et des compétences cognitives plus poussées. Aussi est-il fondé sur les principes fondamentaux suivants : créativité, démarche scientifique, application pratique, clarté, compétences et raisonnement.

Concours visant à encourager un environnement scolaire propre et sain

Ce concours est organisé par le Ministère de l'éducation pour améliorer la santé et l'hygiène scolaires et promouvoir des valeurs positives parmi les élèves, les enseignants et les parents dans ce domaine. Les enfants s'impliquent dans des activités qui les encouragent à se prendre en charge et à se préoccuper de leur environnement à l'école. Le programme resserre les liens et la coopération entre les élèves, les enseignants, les responsables de l'école et la communauté en les incitant tous à améliorer l'environnement scolaire.

Les Écoles associées de l'UNESCO en Oman ont mis sur pied toutes sortes de programmes, de projets et d'initiatives exemplaires en matière d'EDD. On peut citer notamment :

Construisons ensemble notre environnement

Ce projet visait à mieux sensibiliser les élèves à l'environnement. Il s'agissait de conférences données par des spécialistes sur des questions d'écologie et des pratiques allant dans le sens du développement durable, comme le système d'irrigation traditionnel omanais (*Falaj*). Les élèves ont également participé à plusieurs concours de création artistique (par exemple réalisation de prospectus sur l'environnement), à la conception de campagnes de sensibilisation au sein de leurs communautés et à des opérations de nettoyage de certaines plages. Le projet comprenait aussi la célébration de la « Journée mondiale de l'eau » et des activités organisées pour les parents (telles que la plantation d'arbres dans l'école de leurs enfants) et la communauté.

Le Forum de la communication et de la tolérance

Ce forum avait pour objet de promouvoir la communication et la culture de la tolérance. Plusieurs activités et événements ont été organisés dans ce cadre, parmi lesquels : (i) une exposition artistique sur le thème de la paix et de la tolérance, présentant des peintures sur des thèmes tels que la paix, l'amitié, l'environnement ou la famille réalisée par les élèves ; (ii) une exposition spéciale en l'honneur de Sa Majesté le Sultan Qabus bin Said, célébrant son rôle déterminant dans l'instauration de relations pacifiques avec d'autres pays et cultures, ainsi que son appel constant

en faveur de la paix dans le monde ; (iii) l'élaboration par des élèves de magazines et de plaquettes illustrant le titre du forum ; (iv) des débats avec des orateurs invités sur des questions ayant trait à la communication familiale et à la tolérance.

Le Projet sur le patrimoine immatériel

Ce projet visait à faire comprendre aux élèves de l'Oman l'importance de la préservation du patrimoine immatériel (à travers les arts omanais) : artisanat traditionnel, jeux, contes populaires, etc. Les écoles avaient mis à contribution les parents et la communauté locale. Les premiers ont joué un rôle décisif en initiant les jeunes aux différents aspects de la culture omanaise, notamment l'artisanat traditionnel, la danse et les contes populaires. Ils ont également participé aux activités afin d'éveiller l'intérêt des élèves pour le patrimoine omanais. Certaines écoles ont organisé des compétitions culturelles, et des expositions artistiques ont contribué à mieux familiariser les élèves avec leur propre culture. Le projet ayant donné d'excellents résultats, il a été décidé de le poursuivre.

Le Projet pour la paix

Ce projet visait à promouvoir la culture de la paix parmi les élèves. Ceux-ci ont organisé plusieurs activités lors de la « Journée internationale de la paix » ; ils ont notamment réalisé de grandes peintures illustrant leur vision de ce thème. Une école omanaise a invité plusieurs écoles internationales à participer au programme le temps d'une journée consacrée à des concours de dessin, à des présentations et à des jeux. Un atelier local a également été organisé sur le thème de « la paix dans les programmes scolaires omanais ».

Atelier sur l'EDD dans un monde de diversité culturelle : prenons nos responsabilités pour préparer l'avenir

Cet atelier régional, tenu à Barka (Mascate) du 8 au 12 novembre 2008, a été l'une des manifestations phares de la DEDD, à laquelle ont participé plus de 100 élèves, professeurs et coordonnateurs nationaux d'écoles associées de l'UNESCO du monde entier. Il était organisé par le Ministère de l'éducation et la Commission nationale du Sultanat d'Oman pour l'éducation, la culture et la science, avec la coopération de l'UNESCO, de l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture, de la Commission allemande pour l'UNESCO, de la Commission du Koweït et de plusieurs entreprises privées. Cet atelier avait pour objet de promouvoir l'EDD à travers l'échange d'expériences entre élèves et enseignants de cultures différentes et à élaborer des projets communs sur le thème de la DEDD.



Projet Connecting Cultures

En 2007, le Ministère de l'éducation et la Commission nationale du Sultanat d'Oman pour l'éducation, la culture et la science ont soutenu ce projet, conçu pour encourager le dialogue entre les jeunes des pays arabes et ceux des pays occidentaux par le biais de courts voyages et de visites propres à favoriser les rencontres entre ces représentants de plusieurs nationalités. Le projet visait à combattre les préjugés sur les différentes cultures tout en faisant ressortir les valeurs communes. Depuis son lancement, trois voyages ont été organisés à l'intention de 52 jeunes issus de 13 pays arabes et européens. Quelque 14,6 millions de personnes ont suivi ces visites dans les médias arabes et européens ainsi que sur le site Internet du projet. Chacun de ces voyages a donné lieu à des activités de suivi.

3.2 L'EDD dans l'enseignement supérieur

L'État assure la gratuité des études à un grand nombre de diplômés. Les étudiants qui ne peuvent pas s'inscrire à l'université publique ou payer les droits perçus par les universités privées peuvent bénéficier de bourses finançant leurs études en partie ou en totalité. Dans le Sultanat, on considère que les femmes sont des partenaires indispensables pour la prospérité et le processus de développement du pays, comme le montre le nombre croissant de celles qui font des études supérieures.

Plusieurs projets d'EDD mis sur pied par les facultés de commerce, d'éducation et d'agriculture de l'Université Sultan Qabus sont considérés comme des initiatives exemplaires dans l'enseignement supérieur.

Faculté de commerce

La faculté de commerce de l'Université Sultan Qabus (SQU) forme les étudiants dans les domaines du commerce et de l'économie. Elle offre des cours dans lesquels la dimension économique du développement durable est abordée. Ces cours sont conçus pour :

- (i) présenter des pratiques commerciales novatrices fondées sur la créativité et la résolution des problèmes ;
- (ii) forger des liens étroits et des alliances avec le secteur commercial à travers des séries de conférences, des recherches sur le terrain et des stages ;
- (iii) promouvoir la recherche fondamentale et appliquée pour compléter les connaissances théoriques et pratiques dans les différents domaines de spécialisation ;
- (iv) former les étudiants afin qu'ils acquièrent certaines compétences liées aux techniques de résolution des problèmes, à la créativité et à l'utilisation des technologies modernes (informatique et Internet).

Les étudiants de quatrième et cinquième années sont encouragés à élaborer des projets concernant les aspects économiques du développement durable puis à les présenter à leurs camarades et professeurs. La faculté organise également des manifestations en rapport avec l'EDD comme la « Semaine du commerce », le « Forum du marché financier » et la « Journée du marché ».

■ Faculté des sciences de l'éducation

La faculté des sciences de l'éducation de l'Université SQU forme les enseignants de demain et offre des programmes de qualité pour atteindre les objectifs de la DEDD. Divers sujets liés à l'EDD y sont traités, tels que l'EPT, l'égalité entre les sexes, le rôle de l'éducation dans l'élimination de la pauvreté et de la faim, ou encore la paix. Ces sujets sont également abordés dans les programmes préparant à une licence de lettres ou à une maîtrise.

L'expérience pratique est l'un de éléments les plus importants de la formation des enseignants car elle met les étudiants en contact avec leur futur environnement de travail. La faculté des sciences de l'éducation organise des stages pratiques pour les étudiants ainsi que pour les diplômés. Ceux-ci peuvent ainsi expérimenter les méthodes et contenus pédagogiques de l'EDD dans des situations réelles.

■ Faculté des sciences agricoles et maritimes

La faculté des sciences agricoles et maritimes a introduit des thèmes liés au développement durable dans ses programmes de licence, en particulier dans les cours qui traitent de l'eau et de la pêche. Par exemple, dans le cours intitulé « Ressources naturelles et économie environnementale », les enseignants abordent la question du développement durable et de son importance du point de vue de la gestion des ressources naturelles. Les étudiants travaillent sur des projets pratiques en rapport avec le développement durable, autour de sujets spécifiques comme l'eau, les pêcheries, la pollution, la croissance démographique et les ressources non renouvelables.

La faculté mène également des recherches sur les défis liés au développement durable en Oman, notamment la rareté de l'eau de pluie.

Les activités organisées par les étudiants au sein de cette faculté représentent des contributions majeures à l'EDD et comptent entre autres la « Journée du fermier omanais », la « Journée de l'arbre », la « Journée mondiale de l'eau », le « Forum sur l'économie », le « Festival de la marée verte ». Lors de ce dernier, par exemple, les étudiants réfléchissent aux problèmes et risques



environnementaux majeurs auxquels la collectivité est confrontée et proposent les meilleures solutions possibles aux autorités compétentes. Le « Festival de la marée verte » est ponctué par une vente de charité, une soirée de divertissement éducatif, des ateliers, des concours et diverses campagnes de sensibilisation sur l'environnement.

3.3 L'EDD dans l'éducation non formelle et informelle

Les ONG présentes en Oman contribuent de façon significative au développement durable. Cette section expose certaines pratiques exemplaires mises en œuvre par des organisations de la société civile dans le domaine de l'EDD.

Les ONG jouent un rôle déterminant dans les travaux d'intérêt général et le développement des ressources humaines. En Oman, plusieurs d'entre elles sont à l'origine d'importantes initiatives d'EDD. Voici une description des activités menées par l'Environment Society of Oman et de la contribution de cet organisme à l'EDD :

L'Environment Society of Oman

Fondée en mars 2004, l'Environment Society of Oman s'est fixé les objectifs suivants :

- (i) apporter son assistance et contribuer à l'éducation visant à mieux sensibiliser le public aux questions environnementales ;
- (ii) encourager la participation à des activités collectives destinées à préserver l'environnement ;
- (iii) organiser des séminaires ayant pour objet l'échange de points de vue et d'informations sur l'environnement omanais ;
- (iv) promouvoir la coopération entre le gouvernement et le secteur privé en vue de la préservation du milieu naturel omanais ;
- (v) mener des recherches et des études pour soutenir les initiatives en faveur de la préservation de l'environnement omanais.

L'Environment Society of Oman a conçu une stratégie fondée sur l'éducation, l'enseignement et la sensibilisation. Cet organisme emploie également des professionnels qui donnent des conférences dans les écoles et les institutions afin de diffuser l'information et de sensibiliser le public. Citons aussi les interventions suivantes : la révision et l'évaluation des pratiques et des programmes d'éducation et de sensibilisation ; la définition de projets propres à mobiliser la communauté et des volontaires pour la préservation de l'environnement ; la diffusion de brochures

d'information en arabe et en anglais, pour promouvoir le bénévolat en faveur de la protection de l'environnement.

L'Environment Society of Oman a également signé un accord de consultation avec le Ministère de l'éducation en vue de l'élaboration d'un module d'éducation environnementale pour inclusion dans les programmes scolaires.

3.4 L'EDD et d'autres groupes de partenaires

Cette section expose certaines des activités du secteur commercial.

L'EDD et le secteur commercial

Le développement durable et l'EDD ne peuvent être mis en œuvre de manière efficace en l'absence d'un véritable partenariat avec le secteur privé. Cette section présente les initiatives des compagnies Petroleum Development Oman et Oman Liquefied Natural Gas.

Petroleum Development Oman

La compagnie Petroleum Development Oman soutient l'enseignement en fournissant du matériel pédagogique et des formations, mais aussi en apportant une aide financière aux Ministères de l'éducation, de l'enseignement supérieur et du travail. Elle offre également des bourses aux étudiants et met des centres de ressources pour l'apprentissage à la disposition des écoles omanaises.

Oman Liquefied Natural Gas

La compagnie Oman LNG subventionne de nombreuses activités liées au développement durable ; elle finance notamment des programmes de formation, des ressources pédagogiques destinées aux écoles et collèges techniques et du matériel pour les étudiants issus de milieux défavorisés. LNG a également soutenu des projets scolaires dans les domaines de la santé et de la sécurité, et aidé à l'achat de laboratoires mobiles pour 11 écoles de différentes régions.

Mise en œuvre de l'EDD : atouts, opportunités, points faibles et risques

Cette section traite des atouts, des opportunités, mais aussi des points faibles et des risques propres à la mise en œuvre de l'EDD en Oman.

Les atouts

- ▶ Dans l'enseignement formel, secondaire et supérieur, les élèves et étudiants acquièrent des connaissances, des compétences et des valeurs propres à renforcer leur compréhension du développement durable du double point de vue socioéconomique et environnemental. Ils sont également encouragés à participer activement à la recherche de solutions dans ce domaine.
- ▶ Le sultanat d'Oman prêche une grande attention à l'enseignement supérieur, qu'il considère comme un pilier essentiel du système éducatif du fait qu'il précède l'arrivée sur le marché du travail. Les établissements d'enseignement supérieur privilégient un apprentissage participatif et interactif dans lequel les technologies modernes jouent un rôle essentiel. La formation pratique proposée par nombre de ces établissements permet aux étudiants d'appliquer la théorie dans des situations réelles. Des partenariats entre les universités, l'État et le secteur privé visent à offrir aux étudiants des possibilités de stages ou de formations.
- ▶ Le secteur commercial est aux yeux du Gouvernement omanais un partenaire important dans le domaine du développement durable et des travaux d'intérêt général. Le secteur privé a répondu à l'appel du gouvernement en contribuant de plusieurs façons au développement humain et à l'EDD.

Les opportunités

Le Ministère de l'éducation omanais s'assure que les programmes d'études abordent les questions liées au développement durable. Les initiatives et les projets qu'il met en œuvre actuellement sont ambitieux et visent à atteindre de multiples objectifs ; certains sont ancrés dans le système éducatif formel depuis longtemps déjà, tandis que d'autres viennent tout juste d'être lancés. Voici quelques-unes de ces initiatives et les commentaires qu'elles appellent :

- ▶ « Principes directeurs concernant la sécurité routière » : le succès de ce projet dépend essentiellement de la formation des enseignants ;
- ▶ document directeur pour l'intégration de l'éducation environnementale dans les programmes scolaires : il s'agit là d'une contribution majeure à

l'EDD de par sa dimension environnementale. Une fois achevé, il fournira aux formateurs du département des programmes scolaires, aux superviseurs ainsi qu'aux enseignants des orientations sur la façon d'aborder les concepts environnementaux dans le cadre du programme d'enseignement ;

- ▶ programme de développement des connaissances : une évaluation préliminaire de ce projet a révélé un certain nombre de problèmes. Comme les contrôles des connaissances officiels n'en tenaient pas compte, les élèves et certains enseignants l'ont boudé ;
- ▶ « Concours visant à encourager un environnement scolaire propre et sain » : bien qu'obligatoire, le projet a été mal appliqué dans certaines écoles omanaises.

Comme il a été dit plus haut, les Écoles associées de l'UNESCO organisent de nombreuses activités relevant de l'EDD. Ces projets et initiatives font apparaître plusieurs points positifs, mais aussi des obstacles qui devront être surmontés. Entre autres aspects positifs :

- ▶ les élèves acquièrent les compétences et les valeurs indispensables pour comprendre le monde qui les entoure ;
- ▶ chaque projet repose sur la participation et sur des mécanismes de renforcement des capacités ;
- ▶ les initiatives sont accueillies avec enthousiasme par les élèves ;
- ▶ nombre d'entre elles impliquent des membres de la communauté ;
- ▶ ces initiatives créent des liens entre les élèves, leur environnement et les communautés, tant aux niveaux local que global.

Quelques points faibles dans la mise en œuvre des projets et des initiatives :

- ▶ l'insuffisance des ressources allouées aux projets ;
- ▶ le peu de temps consacré à ces initiatives pendant les heures de classe normales ;
- ▶ le manque de motivation ; la participation à ces activités n'étant souvent pas notée, les élèves ne les prennent pas toujours au sérieux ;
- ▶ l'absence.

Les risques

- ▶ Les partenariats entre l'État et les organisations de la société civile sont essentiels si l'on veut que les objectifs de l'EDD soient atteints. La préservation de l'environnement est une importante responsabilité qui incombe à la fois à l'État et à la communauté. L'Environment Society of Oman a contribué au développement durable en lançant plusieurs initiatives liées à l'environnement. Cependant, en l'absence d'une culture du volontariat en Oman, cet organisme a quelques difficultés à attirer des bénévoles et cherche

donc à s'assurer le concours de compagnies privées et de particuliers pour organiser manifestations et projets. De manière générale, il se heurte comme les autres ONG à l'insuffisance des ressources financières et humaines.

4. Les enseignements

Parmi les enseignements que l'on peut tirer de l'expérience de l'EDD en Oman, notons la nécessité :

1. d'assurer la formation initiale et en cours d'emploi des enseignants et des éducateurs ;
2. d'allouer des fonds et des ressources pour lancer des initiatives d'EDD dans tous les secteurs de l'éducation ;
3. de considérer le soutien aux partenariats avec les institutions locales et internationales comme une stratégie essentielle pour la réalisation des objectifs de la DEDD ;
4. d'identifier les possibilités qui s'offrent aux femmes de faire des études supérieures et de travailler dans des organismes compétitifs ;
5. de faire en sorte que toutes les matières et disciplines traitent du développement durable dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur ;
6. de prendre en compte l'EDD dans les méthodes pédagogiques et les mécanismes d'évaluation ;
7. d'élaborer des stratégies claires en vue de forger des partenariats avec le secteur commercial ;
8. d'aider les organisations de la société civile sur le plan des ressources humaines et financières.

5. Conclusions

Le développement durable représente de nombreux défis pour tous les pays du monde. L'EDD permet aux citoyens de comprendre ces défis et d'agir pour construire un avenir viable. En Oman, elle a notamment donné lieu à la constitution d'une équipe nationale et à la nomination d'un coordonnateur chargé d'organiser, de gérer et de mener à bien les projets afin de répondre à l'appel lancé dans le cadre de la DEDD.

Divers projets et manifestations ont été organisés depuis le lancement de la Décennie. Beaucoup sont menés en coopération avec l'UNESCO et d'autres organisations œuvrant pour la paix, la tolérance et le dialogue entre les cultures. Les établissements d'enseignement supérieur ont également été à l'origine de nombreux projets qui témoignent d'un intérêt croissant pour l'EDD dans le pays. Quant au secteur privé et aux organisations de la société civile, ils travaillent activement à la réalisation des objectifs du développement durable, et le Sultanat d'Oman a à cœur de forger à l'avenir un partenariat plus vaste et plus solide avec ces organisations.

La présente étude nationale donne un aperçu des efforts et des initiatives du Sultanat d'Oman en matière d'EDD, mais aussi des défis auxquels le pays est confronté dans ce domaine. Les plus importants sont dus au fait que les soutiens financiers, la motivation des enseignants et des éducateurs, la sensibilisation aux objectifs de la DEDD, la fourniture de matériel et de ressources et les partenariats avec le secteur privé et les ONG sont encore insuffisants.



PAYS-BAS

Marlon van der Waal

Aux Pays-Bas, la mise en œuvre de l'EDD s'inscrit dans le Programme d'éducation pour le développement durable. Ce programme national répond à une approche novatrice unique basée sur les mécanismes de l'apprentissage social et de l'apprentissage tout au long de la vie. Il est étayé par plusieurs initiatives visant à intégrer l'EDD dans l'éducation formelle, non formelle et informelle. L'expérience néerlandaise montre que la création de réseaux sectoriels et sous-sectoriels aux niveaux national et international est un puissant adjuvant à la mise en œuvre des actions d'EDD. Au stade suivant, des mécanismes de suivi et d'évaluation sont maintenant nécessaires pour assimiler les leçons apprises et guider les progrès à venir, en privilégiant de nouvelles formes d'évaluation capables de tirer parti de la qualité des différents projets menés dans tout le pays.

1. Introduction

La présente section décrit les engagements du Gouvernement néerlandais (à l'échelon national, régional et local), du système éducatif (formel, non formel et informel), ainsi que du secteur privé et des médias, pour intégrer le développement durable à leurs activités. Elle met également en lumière certains des défis rencontrés dans la mise en œuvre de l'EDD au niveau national.

De nombreux aspects du développement durable font l'objet aux Pays-Bas de politiques publiques, telles que la pêche, l'énergie, le bâtiment et la mobilité. Les initiatives en matière d'EDD sont constamment revues et en sont à des stades très divers de leur application. Certaines peuvent présenter un impact plus important que d'autres sur la poursuite d'un avenir plus viable.

La crise écologique et économique qui frappe la planète suscite une prise de conscience grandissante, parmi les citoyens, les entreprises et les établissements d'éducation néerlandais, de la nécessité de changer, d'agir ensemble et de développer les sources d'énergie alternatives. De façon générale, la société néerlandaise est disposée à trouver des solutions durables aux problèmes, entre autres, du changement climatique, des inégalités sociales, de la dégradation des écosystèmes et de la perte de biodiversité, de la pauvreté mondiale et du déficit éducatif et sanitaire général. En outre, la société et le secteur privé manifestent un intérêt croissant pour des modes de production et consommation plus durables et pour les entreprises industrielles et les institutions éducatives qui donnent de plus en plus la priorité aux principes du développement durable.

2. Fondement stratégique des initiatives d'EDD

Dans le cadre de ce bilan national, il était important de comprendre les racines et l'évolution de l'éducation environnementale et de l'EDD ayant mené au programme actuel d'EDD. Cette sous-section détaille trois grandes politiques nationales de mise en œuvre de l'EDD.

Les initiatives d'EDD lancées aux Pays-Bas ont leur origine dans les mouvements d'éducation pour la conservation de la nature et d'éducation environnementale. Au début du XX^e siècle, la Fondation nationale pour la protection de la nature, le Service national des forêts et les collectivités locales ont joué un rôle déterminant dans l'offre éducative relative à la nature et dans la création d'une conscience environnementale.

À la fin des années 1960 et au début des années 1970, l'éducation pour la conservation de la nature s'est transformée en éducation environnementale, connue aux Pays-Bas sous le nom d'éducation à la nature et à l'environnement (ENE). Cette évolution est essentiellement le fruit de travaux et colloques internationaux, ainsi que de preuves toujours plus flagrantes de pollution environnementale. À cette époque, l'éducation environnementale était axée sur la modification des comportements et des nombreuses organisations qui ont alors vu le jour, la plupart partageaient cette optique.

La première politique ministérielle en matière d'éducation environnementale remonte à 1988 et a été soutenue par un grand nombre de départements ministériels, en ce qu'elle mettait l'accent sur les dimensions écologiques mais aussi socioéconomiques du développement durable.

Dans les années 1990, l'EDD est devenue plus populaire et plus visible ; après le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, les accords internationaux et les nouvelles formes de gouvernance ont mis en avant le rôle des citoyens dans la vision de l'avenir et la prise de décisions. Entre 1992 et 1996, l'éducation environnementale a été dispensée essentiellement dans le cadre du système éducatif formel. Puis, de 1996 à 2000, elle est progressivement entrée dans l'éducation informelle et non formelle (à l'intention des jeunes, des agriculteurs, des organisations citoyennes et des paroisses).

En 2004, bénéficiant d'une longue tradition de programmes pluriannuels d'éducation environnementale, un rapprochement entre six ministères, les autorités provinciales et les conseils de l'eau des Pays-Bas a donné naissance au Programme d'éducation pour le développement durable.

Les principales politiques formulées en vue de la mise en œuvre de l'EDD aux Pays-Bas sont présentées ci-après.

En 2004, bénéficiant d'une longue tradition de programmes pluriannuels d'éducation environnementale, un rapprochement entre six ministères, les autorités provinciales et les conseils de l'eau des Pays-Bas a donné naissance au Programme d'éducation pour le développement durable

La Stratégie nationale de développement durable

En 2008, la Stratégie nationale de développement durable (KADO) a été annoncée dans une lettre au parlement par les ministres de l'environnement et des affaires étrangères et de la coopération. Elle s'inspirait largement de deux rapports sur le développement durable : (i) « Les Pays-Bas dans un monde durable : pauvreté, climat et biodiversité, seconde enquête sur la durabilité » (MNP, 2008), et (ii) « Une nouvelle stratégie pour le développement durable : une occasion à ne pas manquer ! » (RMNO, 2007).

La conception et la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement durable obéissent à trois démarches corrélées :

- (i) la priorité est donnée à six thèmes centraux : l'eau, l'adaptation climatique, l'énergie durable, les biocarburants et le développement, le piégeage et stockage du carbone, la biodiversité, l'alimentation ;
- (ii) le gouvernement est responsable d'une gestion durable ;
- (iii) le gouvernement instaure activement le dialogue sur le développement durable.

Le Gouvernement néerlandais a également mis en place un mécanisme de surveillance de la durabilité géré par le Bureau central de statistique (CBS) et plusieurs organismes de contrôle.

Le Programme national d'éducation environnementale

Le Programme national d'éducation environnementale est étroitement lié au Programme d'éducation pour le développement durable précédemment mentionné. Défini et soutenu par les ministères de l'agriculture, de l'environnement et de l'éducation, il vise à encourager les initiatives axées sur l'acquisition des compétences nécessaires à la protection de l'environnement. Il s'adresse aux personnes, aux entreprises, aux organismes gouvernementaux et aux organisations non gouvernementales.

Le Programme repose sur cinq axes et principes fondamentaux :

- (i) élaborer un plan commun d'éducation environnementale à l'échelon local, provincial et national ;
- (ii) concevoir une éducation environnementale davantage basée sur la demande ;
- (iii) faire des enfants et des jeunes le groupe cible prioritaire ;
- (iv) privilégier l'apprentissage fondé sur l'expérience, et
- (v) développer la collaboration administrative en termes de direction et de contrôle ainsi que de formulation d'une stratégie d'éducation environnementale plus efficace.

En 2009, un Bureau a été créé pour exécuter ce programme, sous l'autorité du même comité directeur que le Bureau du Programme d'éducation pour le développement durable. Les stratégies appliquées sont décrites dans le document Uitvoeringskader NME (SenterNovem, 2009a). La vision du programme (SenterNovem, 2009c) définit clairement l'éducation environnementale comme un moyen de parvenir à un avenir plus viable. Dans une optique d'efficacité, le comité de pilotage a retenu trois thèmes : « green », l'eau, l'énergie. Il a aussi choisi de soutenir la naissance de nouveaux « arrangements » ou « coalitions vitales » au sein desquels un groupe hétérogène d'acteurs locaux ou régionaux s'efforcent de trouver collectivement des réponses à des problèmes locaux ou régionaux et de mettre sur pied des projets

recevant un très large appui. Par rapport à « Apprendre pour le développement durable », le Programme national d'éducation environnementale s'intéresse plus à la protection de l'environnement et privilégie davantage les personnes, les approches ascendantes et les questions et réponses locales.

Le Programme d'éducation pour le développement durable

La mise en œuvre du plan d'action national pour la DEDD et de la stratégie d'EDD de la Commission économique pour l'Europe correspond aux deux phases du Programme d'éducation pour le développement durable (« de la marginalité à l'inclusion » : 2004-2007 et « de la planification à l'action » : 2008-2011). Le gouvernement national et les provinces affectent ensemble quelque 5 millions d'euros par an à ce programme, dont le comité directeur est présidé par le Ministère de l'agriculture et composé de membres des ministères de l'environnement, des affaires étrangères, des affaires économiques et de l'énergie, des affaires générales, des transports, des travaux publics et de la gestion des eaux, et de l'éducation. Les autorités provinciales et les conseils de l'eau y participent également. L'Agence NL (Agentschap NL) – anciennement SenterNovem – est responsable de l'administration du programme. Cet organisme met également en œuvre le programme national d'éducation environnementale et est chargé d'optimiser les liens et la communication entre les deux programmes et leurs activités.

Le Programme d'éducation pour le développement durable repose sur le postulat que l'EDD doit être présente au cœur de toute activité. Les personnes, les pouvoirs publics, les organisations de la société civile et les entreprises doivent acquérir des compétences pour intégrer le développement durable à toutes leurs actions et décisions. En ce sens, le Programme s'attache à faciliter la prise de décision durable :

- (i) en expliquant en termes clairs le concept de développement durable, notamment par les moyens suivants : publication d'une série d'essais (sur le développement durable, l'apprentissage social et la direction durable) ; définition de normes d'apprentissage ; soutien d'une communauté de pratique ; élaboration d'outils tels que le « ppp-stamp » (stimulant la réflexion et la discussion critiques), le « ppp-tool » (outil de prise de décision durable) ou « l'échelle du développement durable » (présentant un éventail d'exemples et de bonnes pratiques) ; enfin, création d'une base de données des projets de développement durable nationaux, provinciaux et locaux sur le site Web du programme ;

Le Programme d'éducation pour le développement durable repose sur le postulat que l'EDD doit être présente au cœur de toute activité. Les personnes, les pouvoirs publics, les organisations de la société civile et les entreprises doivent acquérir des compétences pour intégrer le développement durable à toutes leurs actions et décisions

- (ii) en rassemblant les acteurs concernés (à tous niveaux) pour examiner les questions clés (organisation d'ateliers, lancement de réseaux, soutien de sites Web pour l'échange de connaissances), et
- (iii) en formant et conseillant les partenaires du programme (par exemple aux mécanismes conçus pour intégrer le développement durable à la structure et à la gestion des organisations).

Le Programme d'éducation pour le développement durable s'articule autour de trois piliers :

Pilier 1 – L'éducation de la personne. Tous les diplômés du système scolaire et universitaire doivent être capables de contribuer activement à la poursuite d'un développement durable. Ce volet du programme s'adresse aux établissements d'enseignement, au corps enseignant et aux administrateurs de l'enseignement (aux niveaux primaire, secondaire et supérieur et dans l'enseignement professionnel du système formel) et vise à inscrire l'EDD à tous les programmes d'études. Il concerne de même les organismes secondant le système éducatif (SLO, Cito, Kennisnet, etc.) et ceux œuvrant pour le développement durable (hors du secteur éducatif).



L'objectif est d'intégrer le développement durable dans l'éducation formelle en adoptant des stratégies de changement : agir d'en haut sur le système éducatif : (i) les organismes du primaire et du secondaire (SLO, Cito, Kennisnet, Onderwijsraad, PO Raad et VO Raad), de l'enseignement professionnel et de l'enseignement supérieur (VSNU, HBO Raad, MBO Raad, AOC Raad) s'emploient à faire inscrire officiellement par l'État le développement durable dans les activités éducatives ; (ii) dans une perspective ascendante, susciter la création de réseaux nationaux par les enseignants et les apprenants, un réseau étant mis en place à chaque niveau éducatif pour identifier les besoins et stimuler les progrès. Aucun réseau n'a été créé à ce jour pour le secondaire, mais quelques initiatives intéressantes ont vu le jour (réseau d'utilisateurs dans la région des nouveaux CER³⁵, GLOBE-schools et communautés dans le cadre de Kennisnet) ; (iii) diffuser les connaissances pertinentes dans les structures éducatives : par exemple, Kennisnet a établi une liste de compétences essentielles au développement durable, organisé des campagnes thématiques et des

35 Les Centres d'expertise régionaux ont été créés en 2005 par l'Université des Nations Unies pour atteindre les objectifs mondiaux de la DEDD en les appliquant au contexte local.

congrès, et publié des articles dans des revues professionnelles ; (iv) proposer et soutenir des projets éducatifs locaux en faveur du développement durable.

Pilier 2 – L'éducation des collectivités. Les fonctionnaires et responsables doivent acquérir les compétences nécessaires à une prise de décision responsable dans le domaine écologique, social et économique. Les cibles prioritaires de ce volet sont les autorités nationales, provinciales et locales et les conseils de l'eau. Les actions menées dans ce cadre visent les destinataires et les domaines suivants : (i) gouvernement national : former les fonctionnaires des départements ministériels ; élaborer et mettre en œuvre des programmes d'apprentissage ; conseiller les chefs de projet travaillant sur les politiques de durabilité ; mettre en place des parcours et des matériels d'intervision pluridisciplinaire ; enfin, soutenir le programme gouvernemental de développement durable en assistant le Ministère des affaires générales dans la conception de plans et l'exécution dudit programme ainsi qu'en formant des équipes spéciales de formation et de supervision dans le domaine de la durabilité ; (ii) provinces : assister plusieurs organismes provinciaux et concevoir et mettre en œuvre plusieurs parcours d'intervision ; (iii) conseils de l'eau : organiser des réunions entre le Réseau néerlandais de responsabilité sociale des entreprises (MVO) et les conseils de l'eau, et encourager et faciliter l'utilisation du logiciel du réseau MVO-scan ; (iv) créer et soutenir des communautés de pratique et d'apprentissage où peuvent se rencontrer responsables politiques et acteurs sociaux. Établir des ponts entre les coordinateurs des piliers 2 et 3 et entre ces coordinateurs et ceux des équipes provinciales du programme.

Pilier 3 – L'éducation de la société. Ce volet du programme est géré principalement au niveau provincial. Les autorités locales (conseils provinciaux, conseils municipaux et conseils de l'eau), les entreprises, les organisations de la société civile, les ONG et les simples citoyens sont invités à participer aux processus de prise de décision et d'apprentissage. Les réseaux provinciaux du programme affectent des ressources à la réalisation de ces objectifs et diffusent leurs résultats. Le processus d'apprentissage entre acteurs concernés est défini comme un « apprentissage social », axé sur les thèmes d'intérêt commun, la satisfaction de la clientèle et le caractère attractif du programme.

Ce processus d'apprentissage social s'insère dans un contexte d'acteurs multiples s'occupant de questions cruciales comme l'eau, l'énergie, le territoire et la mobilité, le bâtiment et les chaînes de production. Dans les communautés de pratique, l'échange de valeurs, de connaissances et d'intérêts jette les fondements d'un dialogue qui fait appel aux TIC, à l'organisation d'ateliers, à la publication d'articles et à la tenue de réunions. Les acteurs de ce volet du programme travaillent généralement ensemble sur un projet, sous la conduite d'un directeur provincial en contact étroit avec les municipalités, les conseils de l'eau et les organismes sociaux. Les activités menées dans ce cadre visent : (i) la réalisation de projets provinciaux et locaux sous la responsabilité d'un directeur provincial, finalisée sous forme de « déclaration de politique provinciale » encourageant les provinces à orienter leurs thèmes de travail relatifs au développement durable sur des accords

de coalition nationaux ; (ii) le transfert et la production de connaissances par la méthode du méta-apprentissage et l'analyse de projets décentralisés, en utilisant les connaissances issues d'expériences pilotes et de résultats intégrés à un haut niveau d'abstraction et à grande échelle et en associant des innovations à grande échelle aux expériences pilotes de la région ; (iii) la mise en place de mécanismes de communication tels que publication de journaux et d'essais, fonctionnement d'une base de données des projets du Programme d'EDD ou réunions d'acteurs sociaux ; (iv) établissement d'un lien structurel entre les activités des piliers 2 et 3 (comme indiqué pour le pilier 2).

3. Étude nationale des activités menées dans le domaine de l'EDD

Diverses techniques ont été employées pour recueillir les données sur les activités et initiatives d'EDD menées dans différents secteurs aux Pays-Bas.

Plusieurs experts en EDD ont fourni un matériel important sur la manière de concevoir, structurer et développer ce bilan national. Ils ont également alimenté l'avancement du rapport. L'identification des bonnes pratiques en matière d'EDD a été réalisé essentiellement en interrogeant des informateurs clés dans le pays. Un certain nombre d'autres spécialistes ont été contactés par courriel et/ou téléphone. Les pratiques retenues étaient aussi décrites et évaluées dans des projets du Programme d'éducation pour le développement durable.

La présente section détaille différentes initiatives d'EDD entreprises au niveau gouvernemental et dans différents environnements éducatifs. Elle en présente les résultats et analyse leur degré de réalisation des objectifs et perspectives de l'EDD.

3.1 Initiatives publiques

Une importante initiative due à un organisme public, l'Institut néerlandais des programmes scolaires (SLO), vise à inscrire l'EDD aux programmes d'études primaires et secondaires.

Le « programme de base sur le développement durable »

En 2007, le SLO a défini un « programme de base sur le développement durable » pour le système scolaire (couvrant les élèves de 4 à 16 ans) en vue d'identifier les possibilités d'intégrer le développement durable aux programmes d'enseignement et à la pratique pédagogique traditionnels (SLO, 2007). Un guide pratique a été publié en 2009 à l'intention des établissements scolaires. Néanmoins, on dispose actuellement de peu d'informations sur la façon dont ce programme est appliqué dans de nombreux établissements.

3.2 L'EDD dans l'enseignement scolaire

On trouvera dans cette sous-section une description du système scolaire néerlandais et du processus d'intégration de l'EDD dans l'enseignement primaire et secondaire, ainsi que des programmes et réseaux spécifiques existant dans ces deux niveaux.

Le système scolaire néerlandais se caractérise par l'exercice d'un « droit constitutionnel à la liberté de l'éducation », c'est-à-dire que les établissements choisissent librement leurs contenus et leurs méthodes d'enseignement. L'EDD

est concernée par cette liberté de choix, les mesures imposées d'en haut étant considérées comme moins appropriées dans ce domaine. Néanmoins, le Ministère de l'éducation fixe une liste minimale d'objectifs éducatifs à atteindre. Il est à noter que quelques établissements scolaires néerlandais ont adopté en matière d'EDD des cadres et normes internationaux, tels que ceux des Éco-École, de pavillon vert ou des écoles associées de l'UNESCO. Toutefois, compte tenu de la « liberté d'éducation » susmentionnée, ces concepts génériques ne sont pas appliqués de manière organisée.

Le fonctionnement du système scolaire néerlandais relève de trois organismes distincts : Institut national d'évaluation en éducation (Cito), SLO et Kennisnet. Le Cito est responsable des examens, le SLO de l'élaboration des programmes d'études ; Kennisnet est le centre de documentation national pour l'éducation et les TIC. Le financement émane du Ministère de l'éducation, du Ministère de l'agriculture (pour les lycées agricoles) et des collectivités locales.

Dans les écoles primaires, le développement durable est souvent une composante d'un projet d'éducation environnementale proposé par une ONG ou un organisme de protection de la nature. Dans la plupart des cas, ces projets ne sont pas inscrits au programme scolaire. Toutefois, le développement durable figure officiellement au programme de quelque 80 écoles. De façon générale, les projets de développement durable mis en œuvre à l'école ou les sujets sur le développement durable intégrés aux méthodes et matériels pédagogiques de l'établissement (Heideveld et Eussen, 2010) manquent d'une vision d'ensemble. Une bonne pratique consiste à créer un réseau d'écoles primaires « durables » ; cette initiative a été lancée dans le cadre plus vaste du réseau Duurzame Pabo.

Dans l'enseignement professionnel, 20 des 70 centres pédagogiques régionaux (ROC) et centres pédagogiques agricoles (AOC) appliquent réellement des politiques de durabilité. Dans ce cadre, l'enseignement du développement durable est axé sur la praticabilité et le développement des compétences. Un exemple en est l'emploi de matériaux écologiques dans la construction ou l'aménagement paysager

Dans l'enseignement secondaire, le développement durable est essentiellement incorporé à des disciplines comme la géographie et la biologie. Il fait également partie des connaissances requises aux épreuves de ces disciplines. Les thèmes du développement durable peuvent aussi être aisément intégrés à d'autres matières telles que « nature, vie et technologie », à des projets interdisciplinaires ou aux stages extérieurs obligatoires.

Dans l'enseignement professionnel, 20 des 70 centres pédagogiques régionaux (ROC) et centres pédagogiques agricoles (AOC) appliquent réellement des politiques de durabilité. Dans ce cadre, l'enseignement du développement durable est axé sur la praticabilité et le développement des compétences. Un exemple en est l'emploi de matériaux écologiques dans la construction ou l'aménagement paysager. Le développement durable n'est pas explicitement mentionné dans les « dossiers de qualification » (spécifiant le contenu de l'enseignement), sauf en technologie.

La création de divers réseaux dans l'enseignement primaire et secondaire, ainsi que la mise en œuvre de plusieurs programmes scolaires exemplaires, contribuent à renforcer l'intégration de l'EDD à l'éducation formelle.

Duurzame Pabo – Réseau durable de formation enseignante³⁶

Duurzame Pabo est un réseau d'écoles normales et d'écoles primaires. Le Programme d'éducation pour le développement durable le finance en partie, mais il fonctionne surtout avec des fonds de NME. Il travaille auprès de 80 écoles primaires qui ont intégré la durabilité à leur projet pédagogique. Il organise des activités pour les enseignants et les élèves (stages, participation à la Journée du développement durable, groupe LinkedIn, etc.) et a créé des « portraits d'école » illustrant la façon dont les écoles primaires peuvent aborder la question du développement durable et le rôle que peuvent jouer en ce sens enseignants et élèves.

Duurzaam Middelbaar Beroeps Onderwijs – Réseau durable d'enseignement professionnel³⁷

Le réseau Duurzaam Middelbaar Beroeps Onderwijs (DMBO) a pour objet l'adoption de mesures pour intégrer le développement durable dans l'enseignement et dans l'entreprise. DMBO organise et soutient un large éventail d'activités telles que des cours d'initiation au développement durable (téléchargeables par l'Internet), des stages sur le développement durable, des colloques et des groupes de travail. Son congrès annuel a réuni 150 enseignants ainsi que le département jeunesse de VNO-NCW (groupe d'intérêts de chefs d'entreprise).

³⁶ Pour plus d'informations, voir <http://www.duurzamepabo.nl>

³⁷ Pour plus d'informations, voir <http://www.duurzaambo.nl/dmbo/web/>

Scholen voor Duurzaamheid – L'école de la durabilité³⁸

« Scholen voor Duurzaamheid » est un programme interdisciplinaire mis au point par la Fondation pour l'éducation à la nature et l'environnement, Veldwerk Nederland (IVN) à l'intention des établissements d'enseignement secondaire. Il les met en contact avec les acteurs sociaux de la vie locale et engage les élèves à travailler sur les questions de développement durable posées par les ministères, les collectivités locales, les conseils de l'eau, les entrepreneurs et les propriétaires terriens. Les élèves sont ainsi invités à trouver différentes solutions aux « vrais » problèmes des entreprises et des gouvernants en créant des scénarios. Ce programme est financé principalement par les commissaires locaux et les provinces, mais bénéficie occasionnellement du soutien de municipalités et d'entreprises.

GLOBE³⁹

GLOBE, lancé par Al Gore, est un programme éducatif sur la science et l'environnement grâce auquel les élèves de 22 000 établissements d'enseignement (primaire et secondaire) de 112 pays collectent des données sur l'environnement de la planète aux côtés de scientifiques. Aux Pays-Bas, GLOBE reçoit un soutien financier des ministères de l'éducation, de l'environnement et des transports par le truchement du Programme d'éducation pour le développement durable et de la Plate-forme Bêta Technique. Il est en outre parrainé par plusieurs entreprises. Il a récemment mis au point en collaboration avec des enseignants un module sur le développement durable destiné au premier cycle du secondaire.

Codename Future⁴⁰

Travaillant avec 300 établissements d'enseignement primaire et secondaire et 40 000 élèves, l'éditeur Stichting Codename Future leur propose des fichiers numériques. Le développement durable est intégré à tous les fichiers par le biais d'un « ppp-tool ». Les établissements peuvent l'incorporer à leur programme, le contenu répondant aux normes du système éducatif. Ce cadre est propice à des expériences pilotes réussies et/ou innovantes. Un exemple en est le projet « Bienvenue dans notre voisinage », dans lequel des élèves enquêtent sur leur entourage, photographiant et filmant celles qui sont très bien et celles qui pourraient être améliorées. Parents, entreprises et organisations préparent ensuite un plan d'amélioration présenté à la communauté et aux autorités locales. Les zones étudiées sont localisées par GPS et accessibles à tous.

38 Pour plus d'informations, voir <http://www.scholenvoorduurzaamheid.nl>

39 Pour plus d'informations, voir <http://www.globenederland.nl>

40 Pour plus d'informations, voir <http://www.codenamefuture.nl>

Check it Out !⁴¹

« Check it Out ! » est un projet européen cofinancé par l'Union européenne (UE) au titre du programme Energie Intelligente Europe, auquel participent cinq pays européens : Allemagne, Bulgarie, Espagne, Hongrie et Pays-Bas. Les établissements scolaires sont encouragés à réduire sensiblement leur consommation énergétique ou à rechercher la neutralité climatique. « Check it Out ! » s'adresse aux élèves, aux enseignants, au personnel administratif des établissements, aux familles et à la communauté locale ; il fournit du matériel pédagogique et propose une aide aux élèves et aux parents. En 2009, le projet a été mis en œuvre dans 16 écoles néerlandaises. En outre, 200 écoles du pays ont demandé un audit énergétique, et 150 autres ont appliqué le volet éducatif du projet (orienté vers la sensibilisation).

Energieke Scholen – L'école de l'énergie⁴²

Le projet Energieke Scholen a été lancé dans le cadre du Programme national d'éducation environnementale, sous forme de campagne nationale à l'intention des élèves des écoles primaires. Il encourage les enfants à rendre leurs bâtiments scolaires plus sains et plus économes en énergie. Le projet promeut également la coopération avec des partenaires locaux.

Sarah's Wereld – Le monde de Sarah⁴³

Sarah's Wereld est un projet d'EDD destiné aux écoles primaires. Il pose sous forme de jeu des questions sur la durabilité, le changement climatique, la consommation et le gaspillage.

3.3 L'EDD dans l'enseignement supérieur

Il y a aux Pays-Bas deux types d'établissements d'enseignement supérieur : les universités et les *Hogescholen* (universités de sciences appliquées). Les premières sont axées sur la recherche et l'enseignement scientifique, les secondes sur les compétences professionnelles. De manière générale, les secondes sont plus attentives que les premières au développement durable (RMNO, 2009). La signature d'une charte du développement durable par les universités de sciences appliquées a eu effectivement pour résultat d'intégrer la « durabilité » à tous leurs programmes. Par exemple, la pensée systémique et les valeurs du développement durable sont prévues dans toutes les disciplines. Les étudiants peuvent aussi choisir des matières mineures sur le développement durable.

41 Pour plus d'informations, voir <http://www.cio-scholen.nl>

42 Pour plus d'informations, voir <http://energiekescholen.nl>

43 Pour plus d'informations, voir <http://www.saraswereld.nl>

En 1993, toutes les universités ont signé la Charte de Copernicus pour le développement durable dans l'enseignement supérieur. L'objectif premier de cette charte est d'intégrer le développement durable à la mission, aux programmes d'études, aux travaux de recherche et à la gestion des établissements d'enseignement supérieur. Elle a suscité la création d'un vaste éventail d'initiatives relatives à la durabilité dans les universités néerlandaises.

L'Université de technologie de Delft est actuellement la seule université des Pays-Bas à avoir inscrit le développement durable à tous ses programmes. D'autres universités l'intègrent à leurs programmes de recherche, proposent des licences et des masters en développement durable et créent des stages d'été spécialisés. Certaines universités, comme celle de Leyde, ont mis en place des matières mineures sur le développement durable.

Aux Pays-Bas, deux réseaux agissent auprès des établissements d'enseignement supérieur afin de développer leur composante durable.

En 1993, toutes les universités ont signé la Charte de Copernicus pour le développement durable dans l'enseignement supérieur. L'objectif premier de cette charte est d'intégrer le développement durable à la mission, aux programmes d'études, aux travaux de recherche et à la gestion des établissements d'enseignement supérieur. Elle a suscité la création d'un vaste éventail d'initiatives relatives à la durabilité dans les universités néerlandaises

Duurzaam Hoger Onderwijs (DHO) – Organisation pour la durabilité dans l'enseignement supérieur⁴⁴

Financée par le Ministère de l'éducation (50 %), des ONG (30 %) et des établissements d'enseignement supérieur (20 %), l'organisation DHO est en liaison avec toutes les universités néerlandaises. En 2007, elle comptait 1 500 membres associés. Trois réseaux se sont formés en son sein : (i) le réseau *Duurzame Pabo* (aujourd'hui indépendant), précédemment mentionné ; (ii) le Réseau pour la construction durable (soutenant des initiatives en matière d'efficacité énergétique, de matériaux écologiques, d'énergies renouvelables, etc.), et (iii) le Réseau pour la gestion durable de l'eau (rassemblant des professionnels de la gestion de l'eau, des enseignants et des étudiants). La DHO a œuvré à tous niveaux et a atteint beaucoup des objectifs fixés pour l'enseignement supérieur. Elle a également mis en place un « instrument d'audit de la durabilité dans l'enseignement supérieur », outil d'évaluation et auto-évaluation permettant de renforcer l'intégration du développement durable dans les politiques éducatives et l'enseignement et donnant lieu, employé par un auditeur certifié, à la délivrance par la DHO d'un « label de développement durable » et par

⁴⁴ <http://www.dho.nl>

la NVAO (organisation d'accréditation néerlandais-flamande) d'un « label spécial de développement durable ».

Morgen – Réseau étudiant pour le développement durable dans l'enseignement supérieur⁴⁵

Le réseau Morgen a pour objectifs d'encourager les étudiants à pratiquer quotidiennement le développement durable ; de faire inscrire le développement durable à tous les programmes d'études ; d'organiser des stages ; d'aider ou inciter les universités à adopter des méthodes de gestion plus durables. Le réseau permet l'échange d'informations et organise des activités telles qu'excursions, projets, débats et ateliers. Des groupes étudiants ou des organisations étudiantes locales pour l'environnement peuvent en devenir membres. Morgen a lancé de nombreuses initiatives étudiantes et contribué à beaucoup d'activités d'organisations partenaires, telles que les « 9-9-9 » (pour la Journée nationale du développement durable), « Greening the Ivory Tower » (colloque sur la durabilité à l'intention des personnels techniques et administratifs, responsables politiques, enseignants et étudiants des universités et des Hogescholen, visant à générer une synergie et une ambition collective), Cookbook for the Sustainable University (« recettes pour une université durable », 14 initiatives d'avant-garde pour la durabilité sur les campus autour de la planète), « En route pour Copenhague » avec des délégations et des réunions d'information pour les étudiants, ainsi qu'un profil en ligne Hyves.

3.4 L'EDD dans l'éducation non formelle et informelle

Les initiatives menées aux Pays-Bas dans le domaine de l'éducation non formelle et informelle sont diverses. Les exemples présentés dans ce rapport concernent l'éducation préscolaire et les Buitenschoolse Opvang (écoles communautaires).

Activités éducatives non formelles à l'intention de la petite enfance

Les politiques, initiatives et programmes d'éducation non formelle et informelle relative à l'environnement à l'intention de la petite enfance visent à stimuler l'intérêt pour la nature par l'expérience concrète et à développer la compréhension des concepts de l'EDD.

Buitenschoolse Opvang (écoles communautaires)

Les *Buitenschoolse Opvang* (BSO) s'adressent à tous les âges mais plus spécifiquement aux enfants scolarisés dans le primaire. Elles proposent une grande

45 Pour plus d'informations, voir <http://www.studentenvoormorgen.nl>

variété de programmes permettant aux enfants de développer leurs talents dans le cadre d'activités extrascolaires, souvent à l'école même. En ce sens, l'école communautaire relève à la fois du système formel et non formel. Le Programme d'éducation pour le développement durable a établi des liens avec ces écoles, notamment la Brede School Vereniging et Ekokids Nederland.

3.5 L'EDD dans d'autres secteurs

Cette sous-section regroupe les activités émanant du secteur privé et les activités de sensibilisation du grand public.

L'EDD et le secteur privé

L'un des domaines où l'EDD est la plus active est celui de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), dont les thèmes centraux sont la participation (d'une main-d'œuvre variée), la réduction de la pauvreté (dans les pays en développement ; exemple de la marque Max Havelaar), la biodiversité (labels), la santé (programmes de stimulation pour les salariés), le changement climatique, l'énergie et l'environnement (énergie verte, tri des déchets, etc.), la chaîne de responsabilité et l'achat durable (codes de conduite, entreprises coopératives et stratégies d'achat).

Des initiatives probantes sont gérées par les organismes suivants :

MVO Nederland – Réseau néerlandais de responsabilité sociale des entreprises⁴⁶ – est un réseau et centre de documentation employant 36 personnes à temps plein pour inciter les entreprises à s'engager dans la RSE. Ses activités couvrent la collecte de bons exemples, la production d'instruments, d'articles et d'ouvrages sur les aspects de la RSE, la diffusion des connaissances relatives à la RSE, la mise en réseau et le transfert des connaissances, ainsi que la publication de projets de RSE aux Pays-Bas et à l'étranger. MVO Nederland est partenaire de CSR Europe, réseau européen d'organisations indépendantes pour la RSE (MVO, 2009). Dans son « Plan 2010 », MVO Nederland appelle à créer une coalition nationale de la durabilité regroupant des organismes gouvernementaux, des entreprises et des ONG en vue de la formulation d'une stratégie cohérente de développement durable ; cette stratégie recouvre entre autres des mesures politiques, le transfert intensif de connaissances, la professionnalisation et la communication.

Un autre acteur important du secteur privé (mentionné sur le site Web du Programme d'EDD) est Hiteq⁴⁷, un centre d'innovation pour le développement durable orienté principalement vers les professions et formations techniques. Hiteq fournit aux entreprises et aux établissements d'enseignement privés des concepts, des modèles

⁴⁶ Pour plus d'informations, voir <http://www.mvonderland.nl/english>

⁴⁷ Pour plus d'informations, voir <http://www.hiteq.nl>

et des scénarios pour l'avenir dans quatre domaines : société, entreprise et salariés, éducation, technologie.

■ EDD et sensibilisation du grand public

De nombreuses actions ont été entreprises pour sensibiliser le grand public aux thèmes de l'EDD, notamment, au niveau national : Dag van de duurzaamheid (Journée du développement durable), Warme truiendag (Journée « gros pull »), Week van het landschap (semaine du paysage), Duurzame Dinsdag (mardi durable) et l'importante campagne HIER sur le climat. À ces initiatives nationales s'ajoutent les activités de Milieu Centraal (organisation nationale offrant au grand public des services d'information), les périodiques ayant une rubrique sur le développement durable (Volkskrant, Metro) et Urgenda, « action-organisation » pour l'innovation et le développement durable identifiant des décideurs dans ce domaine et les reliant à des réseaux régionaux.

3.6 Approches thématiques de l'EDD

L'EDD peut être associée à nombre d'autres initiatives et activités éducatives menées aux Pays-Bas, spécialement en matière d'éducation globale et d'égalité des sexes.

■ EDD et éducation globale

Les Pays-Bas promeuvent l'éducation globale par le truchement du Comité national pour la coopération internationale et le développement durable (NCDO). Le programme éducatif du NCDO œuvre à la réalisation de la citoyenneté mondiale à l'école, soutient le renforcement des capacités des enseignants, crée des matériels pédagogiques et diffuse l'information relative à l'éducation globale sur tous les médias.

Les initiatives suivantes sont également de bons exemples des manières de promouvoir l'éducation globale aux Pays-Bas.

■ Xplore⁴⁸

Mis en œuvre entre 2004 et 2009, Xplore était un programme conçu pour faciliter les échanges, le volontariat et les stages dans les pays en développement ; il a été suivi par 7 000 jeunes Néerlandais. Il encourageait les jeunes à partager leurs différences culturelles, leurs expériences de travail et leurs projets de vie. Un nouveau programme pour la jeunesse devrait voir le jour en 2011.

⁴⁸ <http://www.xplore.nl>



Initiative de l'Alliance chrétienne sur l'éducation et le VIH/SIDA⁴⁹

Plusieurs organisations sont membres de l'Initiative de l'Alliance chrétienne sur l'éducation et le VIH/SIDA, visant à promouvoir, élaborer et soutenir des réponses complètes du secteur éducatif à la pandémie.

Campagne mondiale pour l'éducation⁵⁰

Face à la crise mondiale de l'éducation, ce mouvement de la société civile incite et encourage différents gouvernements à s'engager en faveur de l'éducation pour tous. Aux Pays-Bas, de nombreuses organisations collaborent à cette initiative.

EDD et égalité des sexes

La problématique de l'égalité des sexes est à peine abordée dans l'EDD. Les projets locaux d'Action 21 privilégient plutôt la couverture des groupes sociaux marginalisés (bas revenus et migrants). Des exemples de projets sur l'égalité des sexes sont ceux destinés aux Turques et aux Marocaines, encouragées à suivre des cours sur la façon de diminuer leur consommation d'énergie.

Aux Pays-Bas, il n'y a pas de distinction de groupes autochtones, donc pas de savoir autochtone officiel. Les langues locales comme le frison font l'objet d'une certaine attention. Suite à l'immigration, la diversité culturelle et l'intégration suscitent un intérêt croissant. La question est souvent traitée comme un aspect de la citoyenneté mondiale.

3.7 L'EDD dans les processus d'enseignement et d'apprentissage

Cette sous-section met en évidence le rôle déterminant des processus d'apprentissage social et d'apprentissage tout au long de la vie aux Pays-Bas dans la poursuite des objectifs du développement durable.

Le développement durable suppose des changements d'ordre écologique, économique et social (Wals, Hoeven et Blanken, 2009). Aux Pays-Bas, les processus d'apprentissage social sont encouragés en tant qu'approches exemplaires des questions du développement durable. La caractéristique de l'apprentissage social est de contribuer à instaurer un « système d'enseignement et d'apprentissage » dans lequel chacun apprend de l'autre et avec l'autre et tous deviennent ensemble plus capables de faire face à l'incertitude, à la complexité et aux risques que présente le chemin vers le développement durable. En d'autres termes, en apprenant l'un

49 Pour plus d'informations, voir <http://www.educaids.nl>

50 Pour plus d'informations, voir <http://www.campaignforeducation.org/fr/>

de l'autre au sein d'un groupe hétérogène, on construit la confiance et la cohésion sociale. L'on s'approprie également et le processus d'apprentissage, et les solutions trouvées, en y trouvant collectivement un sens. En soi, l'apprentissage social rapproche des personnes dont les connaissances, l'expérience, l'horizon et les perspectives diffèrent, et cette diversité contribue à l'élaboration de réponses plus créatives à des questions sans solution toute faite.

En matière d'apprentissage social, les Pays-Bas expérimentent différents progrès. Un exemple est celui des « arrangements » (appelés parfois « coalitions vitales », « constellations » ou « configurations ») d'acteurs sociaux. Au sein de ces arrangements, des acteurs traditionnellement tournés vers l'environnement, comme les ONG, travaillent sur des thématiques aux côtés d'une équipe dynamique, avec des représentants d'acteurs moins traditionnels tels que responsables politiques, professeurs des écoles et entrepreneurs. Ces constructions hybrides, où chacun vient avec ses propres buts, s'efforcent de transcender les intérêts individuels pour atteindre de nouveaux objectifs d'apprentissage collectifs par le mécanisme dit de co-création de connaissances.

En 2009, trois ministères néerlandais ont décidé de financer la formation de coalitions vitales dans l'éducation environnementale, dans le cadre d'un protocole de réforme de ce secteur éducatif visant à le rendre plus proche des grandes orientations de la société, plus autonome et plus novateur. Le gouvernement a également mis en place un plan prévoyant la création de coalitions vitales dans trois domaines clés liés à l'EDD : « green », l'énergie et l'eau (SenterNovem, 2008). Le bureau du Programme NME recueille les leçons de ces coalitions vitales et s'en sert pour créer des coalitions plus fortes.

L'apprentissage du développement durable étant un processus permanent, il concerne tous les types d'environnements éducatifs. Aux Pays-Bas, apprendre tout au long de la vie est considéré comme un concept intrinsèque à l'EDD, à l'instar de l'apprentissage social. Le Forum sur le leadership (Leren voor de Toekomst) est un réseau de pédagogues influents, d'entrepreneurs et de fonctionnaires appelant dans sa déclaration de mission à la création d'espaces éducatifs ouverts où l'on apprend en interaction directe avec son environnement et où l'enseignement, l'activité industrielle et commerciale et la science soient interdépendants et apportent savoir et expérience à l'appui de ces processus d'apprentissage en travaillant sur des thèmes nécessaires à la construction d'un avenir viable.

3.8 Coopération et partenariats en faveur de l'EDD

On trouvera dans cette sous-section une description des principaux réseaux et partenariats contribuant à renforcer les processus d'EDD et de leurs réalisations aux Pays-Bas.

L'UNESCO a désigné le Programme d'éducation pour le développement durable des Pays-Bas comme point focal pour l'organisation des activités de la DEDD. Les membres de ce programme participent à des réseaux et groupes de travail internationaux de l'UE, de la CEE et de la DEDD, parmi lesquels :

Le Groupe d'experts de la CEE sur les compétences en matière d'EDD⁵¹

Ce groupe d'experts a identifié la nécessité d'approfondir la nature des compétences nécessaires en matière d'EDD et les façons dont ces compétences peuvent être développées dans le secteur éducatif. Il se penche également sur l'exigence d'un contexte politique favorable à ces compétences et à leur développement dans chaque État membre.

Le Centre d'expertise régional sur l'éducation pour le développement durable Rhin-Meuse⁵²

Le CER Rhin-Meuse couvre les Pays-Bas, la Belgique et plusieurs États allemands limitrophes des Pays-Bas. En 2009, il a lancé et soutenu des initiatives pertinentes, dont la création du Forum sur le leadership et d'un programme d'échanges dans le secteur du bâtiment (« Bâtir l'avenir ») entre l'Afrique et les Pays-Bas.

La Conférence environnementale des régions d'Europe⁵³

La Conférence environnementale des régions d'Europe (ENCORE) a été créée en 1993 pour offrir une plate-forme aux ministres de l'environnement et aux dirigeants politiques régionaux. Elle se réunit tous les deux ans. Ses objectifs sont de contribuer par la coopération politique à l'application d'une politique environnementale européenne, d'améliorer la gouvernance en matière d'environnement et de mettre en œuvre le développement durable dans les régions d'Europe.

Les conférences du Bénélux sur l'éducation environnementale⁵⁴

À l'issue de la troisième Conférence intergouvernementale du Bénélux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) tenue en 1975, une Commission pour l'environnement et un groupe de travail « Education, information et communication » ont été créés en vue d'améliorer les « environnements vitaux » de ces pays ainsi que de coordonner

51 Pour plus d'informations, voir <http://www.unece.org/env/esd/SG.EGC.htm>

52 Pour plus d'informations, voir <http://www.euregio-office.eu/en/organization/europe/rhine-meuse/rce/default.aspx>

53 Pour plus d'informations, voir <http://www.encoreweb.org>

54 Pour plus d'informations, voir <http://www.lne.be/themas/natuur-en-milieueducatie>

différentes activités. Depuis 1985, la conférence se tient annuellement dans un des trois États et aborde régulièrement les questions du développement durable.

■ **La table ronde européenne sur la consommation et la production durables**⁵⁵

La table ronde européenne sur la consommation et la production durables (ERSCP) est une association à but non lucratif qui s'attache à susciter, créer et diffuser des initiatives inédites encourageant la mise en pratique des concepts de consommation et de production durables, et propose des approches au sein des initiatives locales et régionales de développement durable.

■ **Environmental Management for Sustainable Universities (EMSU)**⁵⁶

EMSU est une conférence internationale explorant le rôle des universités dans la création de nouvelles connaissances et attitudes pour répondre aux enjeux actuels de l'environnement. Elle promeut un échange à double sens des connaissances entre les universités et la société. En 2010, la 14^e ERSCP et la 6^e EMSU se sont tenues à Delft.

■ **Le réseau international Engineering Education in Sustainable Development (EESD)**⁵⁷

Le réseau international EESD a son point de départ dans la Déclaration de Barcelone affirmant l'importance de l'EDD dans l'enseignement des technologies et encourageant les établissements d'enseignement supérieur à la mettre en œuvre. Différents établissements de formation d'ingénieurs travaillent actuellement à faciliter l'échange d'informations et d'expériences dans ce domaine. En 2002, la réunion semestrielle d'EESD a eu lieu à l'Université de technologie de Delft.

■ **Les initiatives sur la Charte de la Terre**⁵⁸

Plus d'une vingtaine d'initiatives ont vu le jour aux Pays-Bas autour de la Charte de la Terre, dues à différents organismes tels que Worldconnector, le Club de Rome et l'Institut des valeurs humaines Jacob Soetendorp.

55 Pour plus d'informations, voir <http://www.erscp-emsu2010.org>

56 Pour plus d'informations, voir <http://www.erscp-emsu2010.org>

57 Pour plus d'informations, voir <http://www.upc.edu/eesd-observatory>

58 Pour plus d'informations, voir <http://www.earthcharter.nl>



3.9 Suivi et évaluation

Dans le cadre d'évaluations annuelles du Programme d'éducation pour le développement durable et sans perdre de vue son orientation générale, des stratégies sont définies pour de nouvelles étapes. Ces activités de suivi et d'évaluation sont réalisées à trois niveaux distincts : celui du programme même, celui du groupe cible et celui du projet.

Au niveau du programme, deux rapports d'évaluation ont déjà été publiés (EIM, 2007 ; EIM, 2008), fondés sur quatre critères : contributions (input), processus (throughput), résultats (output) et conséquences (outcomes), qui répondent à la liste d'indicateurs de la stratégie d'EDD de la EEE. Depuis 2009, le suivi et l'évaluation de ce programme sont étroitement liés à ceux du Programme national d'éducation environnementale.

Au niveau du groupe cible, deux équipes spéciales se réunissent régulièrement pour organiser les activités et examiner les progrès accomplis au titre de chaque pilier du programme. L'équipe sur l'éducation est composée de représentants de réseaux d'EDD, de groupes de discussion interprovinciaux et du SLO. L'équipe sur les pouvoirs publics examine et évalue l'avancement des activités des piliers 2 et 3 dans le cadre de réunions périodiques avec les provinces et ministères qui collaborent au programme afin d'identifier les améliorations à lui apporter.

Beaucoup de rapports ont été rédigés sur des projets. Un grand nombre d'entre eux ont été publiés sur les sites Web des provinces et sur celui du Programme d'éducation pour le développement durable, accompagnés d'outils permettant d'analyser et d'améliorer ces projets. Des transferts de connaissances entre provinces ont lieu

dans le cadre de la discussion thématique des résultats de projets (pour la plupart pilotes, mais de façon souvent informelle et à un rythme irrégulier.

Mise en œuvre de l'EDD : atouts, opportunités, points faibles et risques

La présente section résume les points forts, opportunités, risques et points faibles caractérisant la mise en œuvre de l'EDD aux Pays-Bas.

Les atouts

- ▶ Le Programme d'EDD a réussi à inscrire le développement durable dans le débat stratégique sur l'éducation.
- ▶ Thème autrefois marginal, le développement durable occupe désormais une place centrale dans les préoccupations des pouvoirs publics.
- ▶ Les provinces néerlandaises ont su impliquer un nombre croissant d'acteurs sociaux dans des projets de développement durable touchant notamment au changement climatique, à la gestion de l'eau, à l'aménagement de l'espace et à la production et la consommation durables.
- ▶ L'instauration d'un processus participatif et d'un dialogue entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux.
- ▶ Un fonctionnement démocratique de la société.
- ▶ Un haut niveau d'instruction, un enseignement obligatoire, un faible taux d'analphabétisme et un haut pourcentage d'utilisateurs de l'Internet.
- ▶ Une forte participation des ONG.
- ▶ La coopération entre départements ministériels pour engager des fonds.
- ▶ La conceptualisation de l'EDD au sein de l'éducation formelle, non formelle et informelle dans le cadre de « l'éducation de la personne », « l'éducation des collectivités » et « l'éducation de la société » (centralisées et décentralisées).
- ▶ L'efficacité de réseaux tels que DHO, DMBO et Duurzame Pabo.
- ▶ La création d'un « Réseau des référentiels éducatifs », ensemble de métadonnées sur l'EDD au sein du système général de matériaux éducatifs numériques.

Les opportunités

- ▶ La création de solides réseaux dans l'éducation formelle accélérerait l'intégration du développement durable dans ce secteur.
- ▶ Un système complet de suivi et d'évaluation pourrait être mis en place pour les programmes d'EDD et d'éducation environnementale.

- ▶ Assurer la disponibilité en ligne des matériaux d'EDD faciliterait le travail des éducateurs concernés.

Les points faibles

- ▶ Le droit constitutionnel à la « liberté de l'éducation » laisse peu de latitude pour agir d'en haut sur les programmes d'enseignement. Établissements et enseignants sont donc libres de définir leurs propres contenus. Le rôle du Ministère de l'éducation se limite à la définition des objectifs généraux de l'enseignement primaire et à l'organisation des examens dans le secondaire. Les inspections concernent essentiellement les tests Cito et la surveillance de l'absentéisme. Le Ministère ne contrôle pas la qualité des matériels et contenus pédagogiques.
- ▶ Compte tenu de l'énorme volume d'information relative à des projets d'éducation environnementale et d'EDD, l'un des défis à relever actuellement est de garantir que les usagers y trouvent facilement et rapidement ce qu'ils cherchent. Un autre défi est de mettre au point un logiciel capable de transformer les données d'EDD en information utile.
- ▶ Il est difficile de reproduire à une échelle supérieure des projets intégrés et exécutés localement.
- ▶ Le secteur de l'éducation environnementale innove très peu.
- ▶ L'EDD manque de méthodes intégrées publiées par des éditeurs spécialisés.
- ▶ Faute d'un mécanisme d'évaluation à l'échelle des établissements scolaires, il est malaisé de déterminer avec précision si un intérêt accru pour l'EDD résulte de mesures du Programme d'éducation pour l'environnement ou d'autres causes.

Les risques

- ▶ La faible priorité donnée à l'EDD par les établissements d'enseignement.
- ▶ Les problèmes de temps : les établissements manquent de temps pour remplir leurs obligations minimales et en ont donc peu à accorder à des programmes additionnels.
- ▶ En général, les responsables d'établissement cherchent d'abord à satisfaire les demandes du Ministère de l'éducation, des parents et des entreprises, au détriment des questions d'EDD.
- ▶ Un très grand nombre de projets « éducatifs » ou thématiques sont en concurrence pour figurer dans les programmes d'enseignement. De même, l'absence de contrôle de la qualité de ces projets est préjudiciable.
- ▶ Certaines ONG travaillant dans le domaine de l'éducation environnementale et de l'EDD n'ont pas les compétences nécessaires pour gérer des réformes de l'enseignement, restant centrées sur leurs messages écologiques.

4. Les enseignements

La présente section expose les enseignements tirés de la mise en œuvre de l'EDD aux Pays-Bas, en s'appuyant sur le rapport de suivi et d'évaluation publié à mi-parcours de la DEDD (UNESCO, 2009b).

Ce rapport identifiait dix grands domaines d'action et formulait des recommandations pour la seconde moitié de la DEDD. Sur ces bases et considérant les initiatives et approches nationales actuelles en matière d'EDD, cette section identifie les grandes voies pour mettre en œuvre avec succès l'EDD.

Sensibilisation, signification et portée de l'EDD

1. Équilibre entre éducation formelle, non formelle et informelle dans le cadre du Programme d'éducation pour le développement durable.
2. Forte coopération interministérielle, les responsabilités étant clairement définies et encouragées au titre de la Stratégie nationale de développement durable (KADO).

Réorientation des programmes, de l'enseignement et de l'apprentissage

3. Définition des contenus relatifs au développement durable dans l'enseignement primaire ; élaboration d'un programme de base et de principes directeurs pour l'intégration du développement durable à l'éducation formelle.
4. Création de réseaux solides dans l'éducation formelle.
5. Processus de prise de décision et de la formulation de politiques axés sur l'EDD.
6. Soutien des approches multipartenariales, des coalitions vitales, de l'apprentissage social, de la formation en ligne et de l'apprentissage tout au long de la vie.

Renforcement des capacités

7. Mise en place de parcours d'apprentissage en matière de développement durable et de citoyenneté mondiale.
8. Création de masters, licences, matières mineures, projets, ateliers et stages dans l'enseignement supérieur et secondaire.
9. Soutien et organisation de présentations de disciplines, congrès, etc.

Recherche, suivi et évaluation

10. Mise en place d'un programme général de suivi et d'évaluation des programmes nationaux d'EDD et d'éducation environnementale opérationnel en 2010.

Synergie entre l'EDD et d'autres secteurs éducatifs spécialisés

11. L'Agence NL-SenterNovem est responsable de la coordination et de la mise en œuvre des programmes d'éducation pour le développement durable et d'éducation environnementale ; des synergies sont par conséquent possibles et souhaitables entre les deux. L'adoption des trois piliers du programme d'EDD et l'intérêt croissant pour le partage des connaissances multiplient les possibilités de relier l'EDD à l'éducation relative à l'eau, à l'éducation globale et à l'éducation sanitaire.

Ressources et matériels d'EDD

12. Outils, ressources et méthodologies devraient être proposés en ligne.

Coopération internationale

13. Soutien des initiatives sur l'environnement et l'EDD, et coopération déjà effective avec la CEE, l'UNESCO, l'UE, le Centre Nord-Sud, le CER Rhin-Meuse et les conférences du Bénélux.

Création de réseaux nationaux

14. Soutien des initiatives sur l'environnement et l'EDD au sein de réseaux existants tels que DHO, DMBO, Duurzame Pabo, Morgen et Rijksduurzaamheidsweb.

Coordination

15. Coordination de projets nationaux d'EDD, d'éducation environnementale et de développement durable.

Financement

16. Plusieurs des sources de financement de l'EDD sont disponibles jusqu'en 2012. Toutefois, l'incertitude grandit concernant la pérennité de ces financements face aux changements politiques et à la crise financière.

5. Conclusions

Le rapport final d'évaluation du Programme d'éducation pour le développement durable (EIM) montre que l'EDD, autrefois marginale, occupe aujourd'hui une place centrale reconnue. Les Pays-Bas ont appliqué une politique efficace d'EDD et d'éducation environnementale. Des mesures exemplaires ont permis d'étendre et d'approfondir l'approche de l'EDD, en multipliant les possibilités de coopération

entre des acteurs traditionnels, comme les ONG, et d'autres moins traditionnels comme les entrepreneurs, les responsables politiques et les établissements scolaires, au sein de nouveaux arrangements. Dans le cadre de l'éducation formelle, l'EDD est confortée non seulement par la mise en place d'un programme de base pour le primaire et le secondaire mais par l'afflux de projets lancés par des ONG et soutenus par des organismes gouvernementaux. Dans l'enseignement supérieur, des réseaux comme la DHO, Duurzame Pabo, DMBO et Morgen développent depuis la base la réflexion critique sur la problématique de la durabilité, à l'intérieur des établissements et en collaboration avec divers partenaires. Les universités et les Hogescholen ont signé des chartes pour le développement durable, des cours orientés sur le développement durable ont été créés et sont donnés, et beaucoup d'enseignants spécialisés ont été nommés.

Le rapport final d'évaluation du Programme d'éducation pour le développement durable (EIM) montre que l'EDD, autrefois marginale, occupe aujourd'hui une place centrale reconnue

Dans l'éducation non formelle et informelle, l'EDD est abordée avant tout au titre des piliers 2 et 3 du Programme d'éducation pour le développement durable. Les initiatives réalisées dans ces deux secteurs cherchent à faire intervenir différents acteurs, établir des réseaux, transférer des connaissances, développer des compétences, intégrer les thèmes de la durabilité et instaurer une coopération. L'accueil des enfants de tous âges hors des heures d'école offre d'autres possibilités de promouvoir et dispenser l'EDD. La didactique du développement durable, de l'école primaire à l'université, fait appel de plus en plus à l'expérience directe, à l'expérimentation et au partenariat avec différents acteurs.

L'EDD présente encore aux Pays-Bas un certain nombre de lacunes, qu'il conviendra de combler pour améliorer son efficacité. Les rapports d'EIM (2008) et de MVO indiquent que dans la société néerlandaise, la possibilité d'agir pour la durabilité est peu exprimée. Malgré des efforts de sensibilisation sans doute accrus, citoyens, politiciens et entrepreneurs n'ont pas assez conscience de l'urgence de la situation. Des aspects comme la nécessité de faire figurer l'EDD aux programmes scolaires, l'adoption d'une politique officielle de financement de l'EDD et la création de réseaux sont cruciaux pour les progrès futurs de sa mise en œuvre. En dépit de l'existence d'une Stratégie nationale de développement durable et du fait que six ministères participent au Programme d'éducation pour le développement durable, les crédits budgétaires sont insuffisants. On ignore de surcroît si le nouveau gouvernement continuera à soutenir et à financer l'EDD. Les subventions gouvernementales aux projets d'EDD sont également menacées, et l'on exige de plus en plus des résultats quantifiables. Or, l'EDD appelle une évaluation qualitative.

Il est fortement recommandé de poursuivre le Programme d'éducation pour le développement durable, qui reçoit un appui croissant et améliore ses stratégies dans chacun de ses piliers. Il importe d'encourager les liens avec les initiatives, projets

et réseaux nationaux et internationaux existant dans le domaine du développement durable, de l'EDD et de l'environnement. Pour pouvoir surveiller les progrès et réalisations en matière d'EDD, il faudrait mettre en place un système central de suivi et d'évaluation. Enfin, les organismes gouvernementaux devraient œuvrer à la création de nouveaux moyens de contrôle de la qualité des projets et produits répondant aux principes et aux méthodologies de l'EDD.



Analyse
des initiatives
nationales



Les études nationales présentées ici décrivent des approches et des initiatives variées. Les processus de mise en œuvre de l'EDD sont examinés dans leur contexte, compte tenu du cadre environnemental et de la diversité culturelle, des caractéristiques socioéconomiques et politiques et du système éducatif. L'EDD est considérée comme un processus d'apprentissage social dans lequel les besoins des individus, des communautés et des nations sont examinés en vue de tracer des voies utiles vers un avenir plus viable. Le présent chapitre passe brièvement en revue les principales observations qui se dégagent des études retenues aux fins de cette publication.

Formulation et coordination de l'EDD : politiques et stratégies

Répondant à l'appel de la Décennie, les gouvernements des cinq pays considérés se sont concrètement engagés en faveur de l'EDD en formulant une stratégie de mise en œuvre et des politiques. Les cadres ainsi définis guident l'application des principes de l'EDD dans l'éducation formelle, non formelle et informelle. Ils reposent sur une philosophie, des visions et des missions communes, dans l'esprit de la Décennie. Néanmoins, les approches retenues et les mécanismes de coordination varient d'un pays à l'autre.

Principales observations

- Les cadres de mise en œuvre et les politiques en matière d'EDD ont tous pour fondement le principe de l'« Éducation pour tous ». L'EDD est conçue comme un moyen d'offrir à chacun l'accès à une éducation pertinente et de qualité quels que soient le statut économique et social, le sexe ou la religion. L'Indonésie offre un bon exemple d'un système éducatif soucieux d'équité et de qualité.
- Les cadres d'EDD nationaux procèdent d'une volonté de susciter le changement social par la mise en place de mécanismes facilitant la collaboration et le dialogue entre les acteurs clés et la formulation de stratégies orientées vers l'action.
- Ces différents cadres ont été élaborés en concertation avec les parties prenantes et après consultation des citoyens. Beaucoup assoient leurs mécanismes de mise en œuvre sur la mobilisation de partenaires multiples.
- Même si tous les pays partagent la même vision de l'EDD, les méthodes d'apprentissage adoptées diffèrent. Les Pays-Bas ont mis au point par exemple une approche qui leur est propre, fondée sur l'apprentissage social et la formation tout au long de la vie. Des « arrangements » ou « coalitions vitales » visent à promouvoir cet apprentissage social auprès des parties prenantes de l'EDD, des fonctionnaires, des gestionnaires de projets et autres partenaires. Au Chili, l'EDD est mise en œuvre par le biais de plans d'action nationaux et régionaux. Les plans d'action régionaux ont été élaborés avec le

concours des acteurs intéressés au sein des collectivités et des municipalités, et l'accent y est mis sur la nécessité de mécanismes de renforcement des capacités et de formation sur les questions relatives à l'EDD.

- Si tous les cadres ont pour objectif fondamental de doter les citoyens et les collectivités des compétences et des capacités requises pour contribuer au développement durable, aucune des stratégies n'aborde les différents piliers de ce développement de manière intégrée. C'est ainsi que l'Oman se préoccupe avant tout de créer un secteur économique viable, le Kenya de résoudre les problèmes de santé et de justice sociale par l'éducation, et l'Indonésie de créer des mécanismes d'apprentissage plus démocratiques. Même si l'EDD doit être adaptée au contexte et aider les communautés à relever les défis du développement durable propres à la situation locale, les cadres stratégiques ne privilégient encore qu'un ou deux de ces piliers.
- Les stratégies de l'EDD sont élaborées principalement à l'initiative des ministères (ou départements ministériels) chargés de l'éducation et/ou de l'environnement. Divers mécanismes de coordination ont toutefois été adoptés. Au Kenya, par exemple, c'est un comité national de pilotage composé de représentants de tous les secteurs de la société qui met en œuvre l'EDD. Des comités régionaux sont chargés en outre de questions particulières et nomment les conseillers et coordonnateurs des régions et provinces. Aux Pays-Bas, l'élaboration du programme « Apprentissage pour le développement durable » est une entreprise menée en coopération par six ministères distincts, les autorités des provinces, et les conseils de gestion de l'eau. Toutes les activités entreprises s'appuient sur des mécanismes d'apprentissage social.
- Même si les cadres nationaux sont souvent le fruit de la concertation de plusieurs ministères, force est de constater que, dans la plupart des pays considérés, une telle coopération demande à être améliorée.
- Il existe certes des mécanismes de coordination permettant d'articuler entre elles les différentes stratégies et politiques élaborées mais, dans la plupart des cas, il n'y a pas de vision commune ni de création de synergies. Les Pays-Bas sont un exemple de bonne pratique dans ce domaine. Des mécanismes de coordination assurent l'articulation entre les programmes « Apprentissage pour le développement durable » et « Éducation environnementale nationale ».

Réalisation concrète de l'EDD : mise en œuvre et initiatives

Le changement social est au cœur des initiatives d'EDD décrites dans les différentes études nationales qui sont présentées ici. Ces initiatives mobilisent des groupes sociaux et des communautés tels que les enfants, les jeunes, les groupes

marginalisés, les professionnels des médias, les femmes migrantes, les populations autochtones, les artisans, etc. et leur donnent les moyens de participer grâce à des actions d'éducation et de formation pertinentes. Même si quantité d'entre elles s'inscrivent encore dans le cadre du système éducatif classique (établissements scolaires et d'enseignement supérieur), un nombre croissant de projets créatifs et novateurs lancés par les organisations de la société civile et le secteur commercial renforcent la part de l'éducation non formelle et informelle dans la mise en œuvre de l'EDD.

Principales observations

- Un grand nombre d'initiatives sont organisées au niveau de l'enseignement primaire et secondaire. Plusieurs études nationales mentionnent la création d'écoles « vertes » ou « écoresponsables » (voir le Kenya et l'Indonésie) ou d'un « système de certification des écoles écoresponsables » (Chili), ces établissements mettant en général l'accent sur les questions d'écologie. L'Oman et l'Indonésie soulignent aussi le rôle des Écoles associées de l'UNESCO dans la prise en compte de l'EDD à ces niveaux du système éducatif.
- S'agissant de l'enseignement primaire et secondaire, beaucoup de pays mettent en avant différents projets et initiatives thématiques, dus à des organisations de la société civile et, dans certains cas, au secteur commercial. De telles initiatives sont particulièrement utiles pour amener l'école et la collectivité locale à prendre part à des projets communs. Ces différentes activités reposent sur des approches participatives.
- En ce qui concerne l'enseignement supérieur, plusieurs efforts ont été faits pour intégrer l'EDD dans certains cours et pour concevoir des modules traitant des questions relatives à la durabilité. Néanmoins, cette intégration s'opère encore de manière ponctuelle. Les établissements d'enseignement supérieur sont encore loin de réorienter l'ensemble de leurs programmes pour les axer sur le développement durable. Des structures d'apprentissage et des mécanismes pleinement institutionnalisés sont nécessaires pour que la durabilité devienne une préoccupation centrale dans les activités menées au niveau universitaire.
- Au Kenya, au Chili, aux Pays-Bas et en Indonésie, des réseaux regroupant diverses universités nationales ont montré leur forte capacité d'accélérer et d'améliorer qualitativement le processus d'intégration du développement durable dans les programmes d'études et la gestion et le fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur.
- Rares sont les initiatives qui s'intéressent à l'éducation de la petite enfance. Le Kenya est un bon exemple dans ce domaine : l'éducation environnementale

y figure au programme des petites classes, dans lesquelles elle est abordée selon une approche thématique.

- Les initiatives lancées dans le domaine de l'éducation non formelle sont souvent le fait des organisations de la société civile et des ONG. Leur nature varie selon les pays. Au Chili et en Indonésie, par exemple, l'accent est mis sur l'apprentissage au sein de la communauté. Des liens sont tissés entre, notamment, la communauté, l'école et le secteur commercial. Certaines initiatives intéressantes sont également soutenues par les pouvoirs publics. C'est ainsi qu'aux Pays-Bas, les activités ciblent les administrations provinciales et locales et visent à doter les fonctionnaires et les gestionnaires de projets de compétences en matière de développement durable.
- Même si elles ne reconnaissent pas toujours le rôle du secteur commercial et des communautés autochtones dans l'offre d'apprentissage non formel, les études de cas présentées ici mentionnent des exemples d'initiatives citoyennes des entreprises (Pays-Bas) et d'utilisation des savoirs traditionnels (Kenya et Indonésie) qui visent à améliorer les processus de l'EDD.
- Le Kenya, les Pays-Bas et l'Indonésie soulignent le rôle des centres régionaux d'expertise dans la mobilisation des acteurs de différents horizons en vue de leur participation à des processus d'apprentissage efficaces.
- Peu d'études nationales font état d'initiatives dans le domaine de l'éducation informelle. Seule exception : l'Indonésie, où différents ateliers ont été organisés pour renforcer les compétences des professionnels des médias et des journalistes en matière de communication sur le développement durable. Au Kenya, les médias ont contribué à cette sensibilisation à l'EDD au moyen d'un « outil de formation aux médias ».
- Il est impératif de créer des synergies entre les diverses initiatives en cours au niveau national. De même, il est manifestement nécessaire de contrôler la qualité et la méthodologie de ces activités.

Réflexion sur la qualité de l'EDD : les processus d'enseignement et d'apprentissage

Les études relatives aux cinq pays sélectionnés s'intéressent principalement à la réorientation des programmes d'études formels au sein du système éducatif déjà existant. Elles n'accordent que peu d'attention aux programmes de l'éducation non formelle et informelle, et à la qualité des processus ayant pour objet d'intégrer l'EDD dans ces différents programmes. Peu d'entre elles s'étendent sur les approches pédagogiques qui contribuent à la prise en compte de l'EDD dans les différents secteurs de l'éducation. Seuls les Pays-Bas font exception.

L'EDD implique que l'on revoie les structures et les systèmes d'éducation en vue de les réorienter selon la perspective du développement durable. Aucun des pays n'a mené une réflexion sur le rôle de l'éducation, ni sur le défi que constitue la refonte de l'éducation elle-même.

Principales observations

- Les différentes études nationales insistent sur les efforts accomplis pour intégrer l'EDD dans les programmes de l'éducation formelle. Malgré certaines initiatives à l'échelle du cadre institutionnel, la réalité est que beaucoup de ces efforts ont encore un caractère ponctuel. Le système éducatif de certains pays se révèle d'une très grande rigidité lorsque l'on tente d'y intégrer les questions relatives au développement durable et les approches de l'EDD. Dans d'autres, il est fondé sur le principe de la « liberté de l'enseignement », en vertu duquel les établissements décident librement du contenu des programmes et des méthodes pédagogiques. Dans les deux cas, la mise en œuvre de l'EDD dépend de la motivation des individus et des établissements d'enseignement et de leur volonté de promouvoir le développement durable. Pour intégrer pleinement l'EDD dans l'enseignement, il faut revoir les structures et systèmes existants, voire réformer le système éducatif lui-même. Aucune des études nationales ne témoigne d'une telle entreprise complexe.
- Les approches pédagogiques sur lesquelles reposent les initiatives présentées par certains pays privilégient la réflexion systémique, la créativité, l'innovation et l'utilisation des TIC, et un apprentissage participatif et adapté au contexte. Il est donné peu d'exemples de la manière dont ces pédagogies sont utilisées ou développées dans la pratique. Les approches soucieuses de la diversité culturelle et du dialogue interculturel semblent quasiment absentes dans les études de cas considérées.

Appui à la mise en œuvre de l'EDD : capacités, ressources, innovation et recherche

L'analyse de l'expérience acquise par les pays sélectionnés aux fins de la présente publication dans les différentes régions distinguées par l'UNESCO met en évidence des insuffisances en ce qui concerne les initiatives de renforcement des capacités, les ressources pédagogiques et l'appui à l'innovation et à la recherche. Les études font ressortir le caractère interdépendant de ces facteurs : par exemple, le manque de renforcement des capacités des éducateurs et des concepteurs des programmes d'études a pour effet un déficit des activités de recherche, qui compromet à son tour l'élaboration de ressources pédagogiques de qualité.

Principales observations

- On reconnaît la nécessité de développer les activités de renforcement des capacités afin de donner aux enseignants, aux éducateurs et aux spécialistes

de l'élaboration des programmes les outils et les compétences nécessaires pour intégrer l'EDD dans leur travail quotidien. Certains pays jugent ces activités indispensables pour créer une « communauté d'experts de l'EDD » capables de guider la mise en œuvre de l'EDD dans les différents secteurs de l'éducation.

- Plusieurs pays ont élaboré des ressources pédagogiques pour l'EDD, mais celles-ci sont essentiellement conçues pour répondre aux besoins des éducateurs de l'enseignement formel, les matériels destinés aux éducateurs, animateurs et chercheurs travaillant pour l'éducation non formelle et informelle étant beaucoup moins nombreux.
- Comme indiqué dans la présente publication, le Kenya offre des bourses aux étudiants préparant une maîtrise spécialisée dans le développement durable ou suivant d'autres cours de deuxième ou troisième cycle. On note toutefois l'absence générale de moyens et de mécanismes de financement pour soutenir la recherche sur l'EDD.

Renforcement de la coopération, de la qualité et de la pertinence : des partenariats pour l'EDD

La création de partenariats, en particulier dans le secteur commercial, est considérée comme un moyen essentiel de faire avancer les efforts en faveur du développement durable. Il ne semble pas toutefois que des partenariats véritables ou officialisés aient été établis dans les pays sélectionnés en vue de promouvoir l'EDD.

Principales observations

- Les études nationales soulignent le rôle des conférences et réseaux nationaux, régionaux et internationaux dans la conquête de la durabilité. Elles citent aussi différentes initiatives menées en coordination avec des organisations internationales telles que, par exemple, les organismes des Nations Unies. Le Chili décrit les mécanismes de coordination établis entre les ministères et les parties prenantes pour l'application de sa « Stratégie nationale d'EDD ».
- Si elle ne donne que peu d'éléments sur la conception des mécanismes de coopération, l'étude relative au Kenya fait cependant état de la création de partenariats avec des universités internationales et des centres régionaux d'expertise.

Examen des progrès et du changement obtenus : mécanismes de suivi et d'évaluation

Le Kenya et les Pays-Bas sont les seuls pays qui aient mis en place des systèmes de suivi et d'évaluation pour vérifier les progrès accomplis et les changements produits par la mise en œuvre de l'EDD. L'un et l'autre pays jugent néanmoins nécessaire

d'améliorer leurs mécanismes et outils d'évaluation. Le suivi et l'évaluation de l'EDD est un domaine nouveau et complexe, qu'il importe de développer plus avant pour s'assurer de la pertinence des processus d'apprentissage et mesurer les résultats des initiatives en faveur de l'EDD.

Principales observations

- Le compte rendu que le Kenya et les Pays-Bas font de leur expérience en matière de suivi et d'évaluation donne peu de détails sur la conception d'indicateurs ou le processus d'évaluation lui-même. Au Kenya, la stratégie de mise en œuvre de l'EDD repose sur différents types d'indicateurs et l'élaboration d'un outil de suivi et d'évaluation. Il semble que les différentes parties prenantes n'aient pas une connaissance et une compréhension suffisantes de la manière d'utiliser cet outil. Aux Pays-Bas, le programme « Apprentissage pour le développement durable » fait l'objet d'évaluations annuelles. Ces évaluations ne portent en général que sur les résultats mesurables et quantifiables du programme, et oublient souvent de s'intéresser aux types de changements produits par ce travail.



Les
enseignements

135



La présente section passe en revue les enseignements que l'on peut tirer des études nationales et de la mise en œuvre de l'EDD au niveau national. Les initiatives qui ont été décrites ici peuvent être une source d'inspiration et donner une idée des mécanismes à mettre en place à ce niveau pour promouvoir l'EDD. Les acteurs s'occupant d'intégration de l'EDD devront toutefois garder à l'esprit les besoins et défis en matière de développement durable qui sont propres au contexte national.

Formulation et coordination de l'EDD : politiques et stratégies

1. *Articuler les stratégies et cadres de l'EDD avec les processus décisionnels nationaux et gouvernementaux* : veiller à ce que les politiques stratégiques reflètent l'engagement du gouvernement et des acteurs clés d'intégrer l'EDD dans tous les secteurs de l'éducation. Les politiques nationales d'EDD doivent être le fruit d'un processus de concertation multipartenarial et de consultation des citoyens.
2. *Établir des mécanismes de coordination de l'EDD associant à sa mise en œuvre un large éventail d'acteurs clés* : afin que l'EDD soit mise en œuvre dans l'ensemble des secteurs, nommer des coordonnateurs nationaux et régionaux et constituer des équipes nationales composées d'acteurs clés représentant toutes les sphères de la vie sociale (gouvernement, éducation, secteur commercial, organisations de la société civile, ONG, associations professionnelles, grands groupes culturels, etc.).
3. *Renforcer la coordination et la concertation entre les différents ministères et départements ministériels* : prendre en compte l'EDD dans toutes les activités lancées par le gouvernement de telle sorte que les divers programmes et initiatives entrepris soient coordonnés selon une vision et une quête communes du développement durable. À cet effet, créer des espaces de participation où les ministères puissent coordonner leur action, se concerter et échanger leurs vues.

Réalisation concrète de l'EDD : mise en œuvre et initiatives

4. *Encourager le recensement des besoins et des mesures à prendre pour créer des possibilités d'apprentissage formel et informel en vue du développement durable* : la DEDD insiste sur le rôle de l'apprentissage – entendu par opposition à l'enseignement – comme moyen d'offrir aux citoyens des possibilités de se mobiliser en faveur du développement durable. L'apprentissage intéresse le spectre complet de la société, du fait qu'il englobe non seulement les activités ayant pour cadre le système éducatif mais aussi celles qui relèvent de la vie quotidienne et professionnelle. Il importe à cet égard de soutenir les processus d'apprentissage non formels et informels.

5. *Stimuler l'élaboration de plans d'action qui confèrent au secteur commercial, aux collectivités autochtones et aux médias un rôle important dans l'offre de possibilités d'apprentissage en matière d'EDD* : les possibilités d'apprentissage non formel et informel sont offertes en général par les organisations de la société civile. Il est important d'associer à la mise en œuvre de l'EDD le secteur commercial, les collectivités autochtones et les médias, dont les points de vue et les aspirations sont essentiels si l'on veut hâter l'avènement d'un avenir plus viable.
6. *Créer des synergies entre les initiatives et les programmes d'EDD afin de favoriser l'adoption d'une vision partagée du développement durable* : de nombreuses initiatives, organisées au niveau national par différentes parties prenantes, portent sur différents aspects du développement durable. Il est nécessaire de fédérer ces initiatives et de créer des synergies entre elles sous la thématique générale de l'EDD, en définissant une vision commune et des objectifs en matière de développement durable.
7. *Établir des plans pour évaluer la qualité et la pertinence des activités d'EDD* : il importe de contrôler la qualité des différentes initiatives en faveur de l'EDD afin de s'assurer que les questions relatives au développement durable sont traitées comme il convient et selon une approche pédagogique efficace.

Qualité des processus d'enseignement et d'apprentissage de l'EDD

8. *Promouvoir des actions et plans nationaux visant à définir clairement des approches pédagogiques propres à faciliter l'EDD, et encourager et faciliter ces approches dans toutes les activités* : il est certes important que les actions éducatives traitent de connaissances et de contenus en rapport avec le développement durable, mais il est plus essentiel encore que les processus d'apprentissage reposent sur des approches didactiques conformes à l'optique de l'EDD. D'où la nécessité de définir dans les plans d'action pour l'EDD des démarches pédagogiques comme la théorie des systèmes, la réflexion critique et créative, la participation, la prospective, la prise en compte de la diversité culturelle et le dialogue interculturel.
9. *Encourager les initiatives fondées sur la mobilisation de l'ensemble de l'établissement, l'apprentissage social et la création d'organisations axées sur l'apprentissage* : les initiatives fondées sur la prise en compte de l'EDD dans les établissements d'enseignement ont tendance à privilégier l'intégration de contenus relatifs au développement durable dans les programmes d'études, selon une approche souvent fragmentaire. Il faut que le développement durable ait sa place dans toutes les activités fondamentales des établissements éducatifs dans le cadre d'une démarche impliquant l'ensemble de l'établissement, tout entier tourné vers l'apprentissage.

Appui à la mise en œuvre de l'EDD : capacités, ressources, innovation et recherche

10. *Définir clairement les capacités qu'il importe de renforcer et lancer des activités à cet effet* : il est nécessaire de faciliter, au stade de la formation initiale et de la formation en cours d'emploi, les activités de renforcement des capacités des enseignants et éducateurs, des spécialistes de l'élaboration des programmes scolaires, des fonctionnaires, des chercheurs, etc., afin qu'ils prennent en compte l'EDD dans leur travail quotidien et que se créent des « communautés d'experts de l'EDD ». Il convient d'identifier les besoins spécifiques et les mesures à prendre pour permettre aux parties prenantes de renforcer leurs capacités.
11. *Faire en sorte qu'éducateurs et apprenants disposent des ressources pédagogiques requises en matière d'EDD* : il importe de s'assurer que des ressources pédagogiques sont produites pour tous les secteurs de l'éducation (formel, non formel et informel). Il est toutefois plus important encore de contrôler la qualité et la pertinence de ces matériels et de veiller à les mettre à la disposition de toutes les parties prenantes.
12. *Mettre sur pied des mécanismes de financement et des structures spécifiques pour appuyer l'innovation et la recherche dans le domaine de l'EDD* : l'innovation et la recherche sont indispensables si l'on veut revoir les pratiques actuelles en matière d'EDD et proposer des perspectives nouvelles, créatives et originales sur la manière de se rapprocher de la durabilité. Les gouvernements devraient encourager les travaux novateurs en offrant des bourses d'études et de perfectionnement et des subventions à la recherche.

Renforcement de la coopération, de la qualité et de la pertinence : des partenariats pour l'EDD

13. *Identifier les besoins et les mesures à prendre pour faciliter les partenariats en faveur de l'EDD* : les mécanismes de coopération doivent déboucher sur la formation de véritables partenariats multisectoriels à long terme entre l'État, les secteurs de l'éducation et le secteur commercial, les ONG, les groupes culturels, etc. Les partenariats peuvent aider à créer des synergies entre les participants, à définir des visions qui leur soient communes, à partager leurs ressources et à renforcer leurs capacités.

Examen des progrès et du changement obtenus : mécanismes de suivi et d'évaluation

14. *Mettre en place des systèmes multipartenariaux de suivi et d'évaluation participatifs* : il importe de concevoir et mettre en œuvre des mécanismes d'évaluation multipartenariaux fondés sur une approche participative qui

suscitent une prise de conscience et une volonté d'appropriation des initiatives. Des indicateurs de l'EDD doivent être élaborés selon cette approche, les acteurs clés être associés à la collecte des données de façon que l'information ne soit pas biaisée, et les résultats de l'évaluation être communiqués et discutés afin que les actions futures puissent être décidées sur la base d'une vision partagée.

15. *Concevoir des méthodes de suivi et d'évaluation qui permettent de mesurer la qualité des processus d'apprentissage et des expériences en matière d'EDD et non plus seulement leurs résultats* : si les études quantitatives peuvent être utiles dans des cas particuliers, il importe que l'évaluation se concentre sur les processus d'apprentissage et les méthodes pédagogiques des programmes et des initiatives. Il faut donc concevoir les outils d'évaluation et les méthodes de collecte des données de manière à mesurer la « qualité » des initiatives d'EDD.



Quelles
perspectives ?

Les études nationales qui ont été présentées ici témoignent de la complexité et de la difficulté de la tâche pour les pays qui s'efforcent de prendre en compte le développement durable dans tous les secteurs. Les initiatives d'EDD qui sont décrites ont pour moteur des partenariats multiples fonctionnant sur le mode de la collaboration et visent à produire un changement pour un avenir plus viable. Il est essentiel d'assurer une approche inclusive de l'EDD, mais tout aussi important de tisser entre les politiques et les activités des synergies qui aboutissent à une vision partagée du développement durable. Les études de cas insistent sur ces aspects.

Nombre des documents déjà publiés sur l'EDD traitent des différentes dimensions thématiques du développement durable, particulièrement pertinentes pour les États membres de l'UNESCO. Reconnaisant l'importance des processus d'apprentissage et des approches pédagogiques sur lesquelles s'appuient les initiatives d'EDD, nous avons tenté de les mettre en relief dans les rapports des pays. Doivent aussi retenir l'attention les mécanismes multipartenariaux de suivi et d'évaluation de la qualité et de la pédagogie des programmes et projets d'EDD, ainsi que les dispositifs de renforcement des capacités des professionnels de l'EDD. Des recherches orientées vers l'action sont indispensables pour créer et appuyer des possibilités d'apprentissage d'une réelle utilité pour les individus, les communautés et l'ensemble de la société afin de leur permettre de contribuer au développement durable dans les contextes qui leur sont propres et de guider l'élaboration de pratiques réfléchies et créatrices dans ce domaine.

Le premier *Rapport mondial de suivi et d'évaluation de la DEDD* publié lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable (Bonn, 2009) a traité de certains des défis et des perspectives d'avenir dont il est fait état ici. Le rapport note que d'importants progrès concernant les changements structurels et politiques ont été accomplis dans toutes les régions du monde, mais laisse entendre que la compréhension des processus et des approches de l'EDD demeure insuffisante et que cela représente un enjeu fondamental (UNESCO, 2009b). La conjoncture économique mondiale complique encore cette problématique mais accroît aussi la nécessité de conjuguer les intérêts sociaux, économiques et environnementaux pour bâtir un avenir plus viable.

L'impact de la DEDD est encore incertain. Néanmoins, les études de cas montrent que la coopération et l'engagement de la communauté internationale, sur lesquels s'appuie notamment la Décennie, peut déboucher au niveau national sur des stratégies et des actions en faveur d'un monde meilleur. À cet égard, la marche vers l'EDD décrite dans les pages qui précèdent nous offre l'exemple à méditer des initiatives prises par différents États membres pour progresser sur la voie qu'ils se sont tracée et une source d'inspiration pour les acteurs qui s'emploient à prendre en compte l'éducation en vue du développement durable au niveau national.



Références

- Brown, G., Juliá, M.T., Silva, O. 1996. Fundamentos de la educación ambiental. Dans : Salazar, O. (dir. publ.) *Manual de educación ambiental no formal*, Santiago, Casa de la Paz, CONAMA et UNICEF, p. 7-31.
- Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe. 2002. *Déclaration de Maastricht sur l'éducation à la citoyenneté mondiale*. Un cadre stratégique européen pour améliorer et développer l'éducation à la citoyenneté mondiale d'ici à 2015. Maastricht, Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe.
- CNUED. 1992. *Action 21 : Programme d'action pour un développement durable*. Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. Rio de Janeiro, CNUED.
- CONAMA. 1998. *Una política ambiental para el desarrollo sostenible*. Santiago, CONAMA.
- CONAMA. 2009. *Política nacional de educación para el desarrollo sustentable*. Santiago, CONAMA.
- EIM. 2007. *Goed op weg? Tussenevaluatie leren voor duurzame ontwikkeling*. Zoetermeer, EIM.
- EIM. 2008. *Aansluiten, mee veren en ombuigen*. Eindevaluatie van het programma leren voor duurzame ontwikkeling. Zoetermeer, EIM.
- Fuentealba, V. 2004. La Década desde la óptica internacional. *Revista de educación ambiental*, Vol. 2, n° 3, 2004, p. 3-6.
- González, R. 2004. La nueva mirada que propone la Década. *Revista de educación ambiental*, Vol. 2, n° 3, p. 7-9.
- Gutiérrez, C. 2005. Una política ambiental con valores. *Revista de educación ambiental*, Vol. 2, n° 4, p. 12-13.
- Heideveld, A., Eussen, J. 2010. *Kabinetsbrede aanpak duurzame ontwikkeling in relatie tot onderwijs*. Utrecht.
- Hoffman, A. 2003. Educación para un futuro sustentable. *Revista de educación ambiental*, Vol. 1, n° 1, p. 20-21.
- Mellado, M. 2009. Redes ciudadanas para una sociedad sustentable. *Revista de educación ambiental*, Vol. 7, n° 11, p. 20-21.
- MINEDUC. 2009. *Propuesta de ajuste curricular*. Capítulos introductorios. Santiago, MINEDUC.
- Ministère de l'éducation, de la culture et de la science des Pays-Bas. 2008. *Rapport of the Netherlands government to the UNECE for the preparation of regional review and appraisals in the context of the 15th anniversary of the adoption of the Beijing declaration and platform for action in 2010*. Den Haag, Ministry of Education, Culture and Science.
- MNP. 2008. *The Netherlands in a sustainable world*. Poverty, climate and biodiversity. Second Sustainability Outlook Summary. Bilthoven, MNP.
- MOEST. 2005a. *A policy framework for education, training and research*. Sessional paper No.1 of 2005. Nairobi, MOEST.
- MOEST. 2005b. *The Kenya Education Sector Support Programme (KESSP) (2005-2010)*. Nairobi, MOEST.
- Mulà, I. et Tilbury, D. 2009. A United Decade Education for Sustainable Development (2005-2014) : What difference will it make? *Journal of Education for Sustainable Development*, Vol. 3, n° 1, p. 87-97.

- MVO Nederland. 2009. *Jaarplan 2010*. MVO als aanjager van duurzaam herstel en een duurzame economie in Nederland. Utrecht, MVO.
- NEMA. 2008. *Education for Sustainable Development Implementation Strategy*. Nairobi, NEMA.
- NEMA. 2008. *EDD Implementation Guidelines for the Provincial and District Level's Implementation*. Nairobi NEMA.
- NEMA. 2004. *Education for Sustainable Development : A Strategy for Kenya (2005-2010)*. Nairobi, NEMA.
- Olivos, P. ; González, R. 2005. Hacia la construcción local de un concepto de EDS. *Revista de educación ambiental*, Vol. 3, n° 5, p. 28-31.
- Omegna, G. 2003. El camino recorrido por la educación ambiental. *Revista de educación ambiental*, Vol. 1, n° 1, p. 5-7.
- ONG Entorno. 2008. *Formulación de una propuesta de indicadores para evaluar los logros alcanzados por los establecimientos educacionales certificados ambientalmente*. Rapport établi pour la CONAMA. Santiago, ONG Entorno.
- PNUE et Ministère de l'éducation de l'Indonésie. 2006. *Implementation Strategy for the UN Decade of Education for Sustainable Development*. Jakarta, UNEP and Ministry of Education.
- RMNO. A new sustainable development strategy : an opportunity not to be missed! Dans : Dalal-Clayton, B. et Krikhaar, F. *Rapport A10*, Den Haag, RMNO, 2007.
- RMNO. 2009. Vernieuwen en verduurzamen. Onderzoek, onderwijs en innovatie voor duurzame ontwikkeling in Nederland. Dans : de Wit, B. et Bordewijk, J. *Rapport A17*. Den Haag, RMNO.
- SenterNovem. 2008. Van agenderen naar doen. Leren voor duurzame ontwikkeling 2008-2011. uitvoeringsplan voor het vervolprogramma. Utrecht, SenterNovem.
- SenterNovem. 2009a. *Werkplan 2010*. Programma natuur- en milieueducatie. Utrecht, Programmabureau NME, SenterNovem.
- SenterNovem. 2009b. *Een nieuw perspectief*. Visie en aanpak programma natuur en milieueducatie. Programmabureau NME. Utrecht, SenterNovem.
- SenterNovem. 2009c. *Uitvoeringskader Natuur en Milieu Educatie (NME) 2008-2011*. Programmabureau. Utrecht, NME and SenterNovem.
- SLO. 2007. *Duurzame ontwikkeling is leren vooruitzien*. Kernleerplan leren voor duurzame ontwikkeling. Funderend onderwijs 4-16 jaar. Enschede, SLO.
- Tauritz, R. et Wals, A. 2009. A history of environmental education and youth participation in The Netherlands. Dans : Corcoran, P.B et Osano, P. O. (dir. publ.) *Young people, education and sustainable development. Exploring principles, perspectives, and praxis*, Wageningen, Wageningen Academic Publishers, p. 253-264.
- UNESCO. 2010. *Stratégie de l'UNESCO pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2009a. *Déclaration de Bonn*. Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable, 30 mars-2 avril 2009. Bonn, UNESCO.
- UNESCO. 2009b. *Contextes et structures de l'Éducation pour le développement durable*. Paris, UNESCO.

- UNESCO. 2005. Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014) : Plan international de mise en œuvre. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2002. *Éducation pour un avenir viable*. Enseignements tirés d'une décennie de travaux, depuis Rio de Janeiro jusqu'à Johannesburg : Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg, 26 août - 4 septembre 2002. Paris, UNESCO.
- Wals, A.E.J., Hoeven, N., van der, Blanken, H. 2009. *Acoustics of apprentissage social*. Designing learning processes that contribute to a more sustainable world. Wageningen, Wageningen Academic Publishers.
- Weber, C. 2004. El Decenio de la educación para el desarrollo sustentable. *Revista de educación ambiental*, Vol. 2, n° 3, p. 2.

Crédits photos

- Couverture : © 2007 Dibyendu Dey Choudhury, Courtesy of Photoshare – Un grand-père profite de la compagnie de son petit-fils au milieu de la nature.
- Page 17 : © 2006 Fabio Fonseca, avec la gracieuse permission de Photoshare – Les Andes au Chili.
- Page 28 : © UNESCO – Une école primaire au Chili.
- Page 31 : © UNESCO – Un cours de chimie au Chili.
- Page 32 : © UNESCO – Une élève en train de peindre dans une école du Chili.
- Page 37 : © 2005 Harimawan Latif, avec la gracieuse permission de Photoshare – Des travailleurs inspectent une terrasse à Ubud, Bali, en Indonésie.
- Page 45 : © 2009 Arie Basuki, avec la gracieuse permission de Photoshare – Un groupe d'enfants joue dans la rivière Cikaniki à Bogor en Indonésie.
- Page 46 : © 2007 Harjono Djoyobisono, avec la gracieuse permission de Photoshare – Un cultivateur de riz à Yogyakarta en Indonésie, enseigne à son petit-fils comment monter un buffle d'eau.
- Page 48 : © 2007 Paul Jeffrey/ACT International, avec la gracieuse permission de Photoshare – À Kuala Bubon, près de Meulaboh dans la province isolée de Aceh en Indonésie, Wadi répare les trous d'un filet de pêche.
- Page 55 : © 2005 Caroline Kaminju, avec la gracieuse permission de Photoshare – Un Masai observe le Marathon Lewa au Kenya. Cet événement qui se tient annuellement depuis 2000, vise à collecter des fonds pour la préservation de la nature ainsi que des projets pour les communautés dans le nord du Kenya.
- Page 58 : © 2006 Kate Barker, avec la gracieuse permission de Photoshare – Quatre bergers Masai dans le Masai Mara au Kenya.
- Page 61 : © 2003 Sammy Ndwiga, avec la gracieuse permission de Photoshare – Julie, une élève de CE2 de l'école primaire Wonderland à Nairobi au Kenya.
- Page 70 : © 2006 Felix Masi/Voiceless Children, avec la gracieuse permission de Photoshare – Une jeune fille du village de Mudoba à Funyula au Kenya, étanche sa soif grâce à un forage mis en place par l'association Voiceless Children.
- Page 81 : © OT Oman – Un enfant sur la plage d'Asaylah, Oman.
- Page 82 : © OT Oman – Un écolier à Oman.
- Page 88 : © OT Oman – Site de l'encens dans le Dhofar, Oman.
- Page 90 : © OT Oman – Pterois, Oman
- Page 99 : © Office néerlandais du Tourisme et des Congrès – Enfants au musée à ciel ouvert de Arnhem aux Pays-Bas.
- Page 104 : © Office néerlandais du Tourisme et des Congrès – Enfants au Landal Bungalow Park, Gelderland, Pays-Bas.
- Page 114 : © Office néerlandais du Tourisme et des Congrès – Randonnée dans la boue aux Pays-Bas.
- Page 119 : © Office néerlandais du Tourisme et des Congrès/Andreas Weise – Côte de la mer du Nord, mer des Wadden, Pays-Bas.

Des pays en marche vers l'éducation pour le développement durable est une série de publications qui vise à documenter la manière dont les sociétés emploient l'apprentissage et l'éducation afin d'aborder les défis de durabilité. Elle présente des exemples tangibles d'éducation au développement durable (EDD) mis en œuvre dans les différents secteurs de la société. Chaque édition résume les résultats et tire les leçons qui soutiendront d'autres pays dans leur propre marche vers l'éducation pour le développement durable.

L'édition 2011 présente les progrès nationaux en matière d'éducation pour le développement durable pour chacune des cinq régions de l'UNESCO avec des études de cas du Chili, de l'Indonésie, du Kenya, des Pays-Bas et de l'Oman. Elle démontre comment ces pays ont introduit l'EDD en fonction du contexte environnemental, de l'histoire nationale et des défis de durabilité nationaux. Que ces exemples soient une source d'inspiration pour les autres acteurs de l'EDD.

